

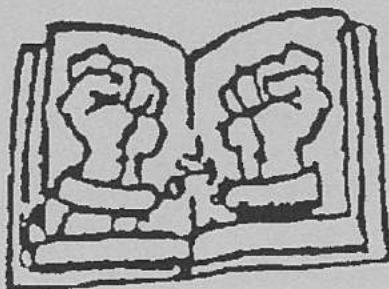
Cahiers du mouvement ouvrier

**Nicole Perron : Le montagnard Robert Lindet
face à la vie chère et à la famine**

Grigori Grigorov : Souvenirs sur Trotsky

Vadim Rogovine : Les trotskystes dans les camps

Andreu Camps : La CNT sous le franquisme



C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

N° 27 - AOÛT-SEPTEMBRE 2005 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

e-mail : cermtri@wanadoo.fr

SOMMAIRE

- Présentation p. 5
- Nicole Perron : le montagnard Robert Lindet
face à la vie chère et à la famine (1793-1794) p. 9
- Christophe Bitaud :
le Manifeste des instituteurs syndicalistes (1905) p. 25
- Sam Ayache : aux sources du syndicalisme américain p. 31
- Grigori Stieklov : la question ouvrière
et la troisième Douma impériale (1908-1912) p. 45
- Lénine en avril 1917 : p. 51
— souvenirs de Fiodor Raskolnikov
— les amendements à la motion de Lénine
— souvenirs de Nicolas Soukhanov
- Grigori Grigorov : souvenirs sur Trotsky p. 67
- Une résolution de l'Opposition unifiée
en Sibérie en 1927 p. 73
- La motion C (bolcheviks-léninistes)
au congrès de la SFIO de 1935 p. 77
- Vadim Rogovine :
Staline et la révolution espagnole p. 83
- Vadim Rogovine :
les trotskystes dans les camps p. 95
- La liquidation des Lettons en URSS en 1937-1938 p. 111
- Andreu Camps :
la CNT sous le franquisme p. 119

- **Conférence internationale Rosa Luxemburg
à Canton (Chine) p. 131**
- **Chronique des falsifications p. 137**
- **Bureaucrates et mafieux en Russie
(à propos du livre de Politkovskaia) p. 143**
- **Le *Cahier du CERMTRI* sur la Gauche révolutionnaire
et le PSOP (1934-1938) p. 147**
- **Notes de lecture p. 153**

Présentation

CE numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* poursuit le travail engagé depuis un certain temps pour rappeler, éclairer ou approfondir certains aspects de la Révolution française. Nicole Perron, auteur d'un ouvrage capital sur le procureur de la Commune de Paris, Chaumette, étudie aujourd'hui la figure trop rarement évoquée de Robert Lindet, membre du Comité de salut public montagnard, chargé des questions de l'approvisionnement, et, à ce titre, confronté à une contradiction entre la défense de la propriété privée, dont il était un défenseur, et les nécessités de la lutte contre la vie chère, les agioteurs et les accapareurs pour nourrir les sans-culottes.

Les deux articles qui suivent évoquent deux moments différents, mais voisins, qui se situent au même moment : les premiers pas du syndicalisme dans l'enseignement en France, entrepris dès 1905 (Christophe Bitaud), et les premiers pas, au début du XX^e siècle, du syndicalisme américain (Sam Ayache) avec la fondation des Industrial Workers of the World et leurs figures légendaires.

L'extrait reproduit ensuite d'une étude de Grigori Stieklov sur l'activité des députés sociaux-démocrates dans la troisième Douma d'empire (1908-1912) permet d'aborder certains aspects de la condition ouvrière réelle dans la Russie de Nicolas II au lendemain de la révolution de 1905.

Le numéro prolonge ensuite l'étude commencée dans le précédent (n° 26) sur la manière dont les positions politiques définies par Lénine en avril 1917 ont été reçues à son arrivée en Russie, à travers les souvenirs d'un bolchevik (Fiodor Raskolnikov) et d'un menchevik (Soukhanov).

Nous publions ensuite un texte inédit sur Trotsky : les souvenirs d'un ancien commissaire politique de l'Armée rouge sur le front sud, rédigés en 1988 et transmis alors par leur auteur à l'historien

russe Vladimir Billik, qui lui avait posé un certain nombre de questions sur le fondateur de l'Armée rouge.

La publication du texte d'une résolution de l'Opposition unifiée de 1927 définit en termes simples et vigoureux certains aspects essentiels de la lutte de l'Opposition. La reproduction de la motion déposée par les "bolcheviks-léninistes" au congrès de la SFIO de 1935 (résolution sur laquelle Trotsky adressa plusieurs critiques de fond, que nous rappelons) en est, sous une certaine forme et dans de tout autres conditions, un prolongement ou une autre expression.

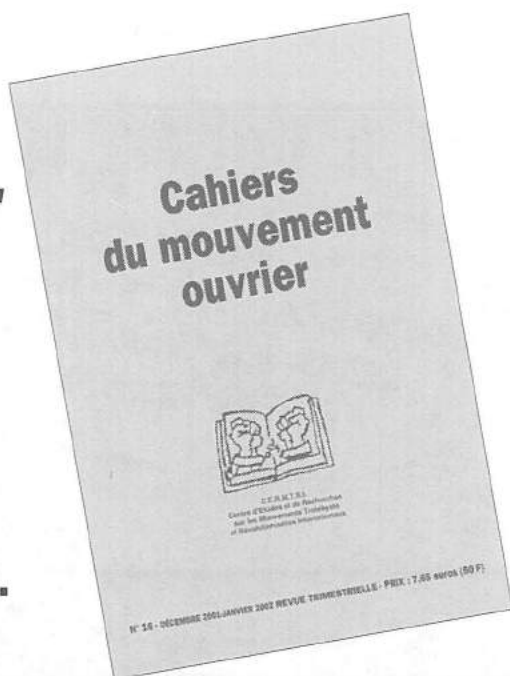
Nous publions ensuite l'analyse que fait Vadim Rogovine de l'attitude de Staline face à la révolution espagnole, l'un des facteurs de la répression qui frappe, sous le vocable de trotskystes, à la fois les trotskystes et les autres militants et courants ouvriers indépendants en URSS et partout dans le monde. Puis, l'article de Vadim Rogovine sur les trotskystes dans les camps dresse un tableau à la fois de l'ampleur de l'opposition trotskyste en URSS au milieu des années 1930 et de la violence de la répression que la bureaucratie dut déchaîner pour l'écraser.

En même temps que la bureaucratie exterminait l'Opposition dans une bacchanale sanglante, elle entamait la chasse aux diverses nationalités suspectées de renâcler (ou de pouvoir renâcler) devant la politique nationaliste russe que la bureaucratie ajoutait à l'oppression politique et sociale. Ce numéro aborde la répression déchaînée contre les Lettons. S'ils sont l'un des premiers peuples à être ainsi brutalement réprimés (avec les quelque 170 000 Coréens soviétiques de la région de Vladivostok-Khabarovsk déportés en 1937 en Ouzbékistan), c'est peut-être lié au fait que les Lettons, en 1917, lors de l'élection à l'Assemblée constituante, avaient voté à 72 % pour les bolcheviks, ce qui ne peut apparaître à la bureaucratie stalinienne que comme un signe dangereux.

Aux deux études sur les premiers pas du syndicalisme au début du siècle répond le travail d'Andreu Camps sur un aspect peu connu de l'histoire du syndicalisme : la politique de la centrale anarchiste espagnole, la CNT, sous le franquisme, et les problèmes que cette politique a posés.

Les notes qui concluent ce numéro ("Chronique des falsifications", notes sur le livre de Politkovskaia) visent à fournir quelques brefs éléments de réflexion sur quelques questions de l'histoire du mouvement ouvrier et de la Russie d'aujourd'hui.

Les Cahiers du mouvement ouvrier



- **Collection complète (n^{os} 1 à 26) :**
 - **85 euros + 15 euros de frais de port (France) ;**
 - **85 euros + 30 euros de frais de port (étranger).**

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **29 euros** ;

— Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an :

à partir du n° 13 à partir du n° 14 à partir du n° 15

à partir du n° 16 à partir du n° 17 à partir du n° 18 à partir du n° 19

à partir du n° 20 à partir du n° 21 à partir du n° 22 à partir du n° 23

à partir du n° 24 à partir du n° 25 à partir du n° 26 à partir du n° 27

Commande du (des) n° (n^{os}) :

Commande du n° 1 de l'édition russe (9 euros port compris)

La collection des n^{os} 1 à 26

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Vrai hier et aujourd'hui...



“L'autopsie a montré qu'il a tenté de vivre avec son allocation de chômage...”

**La Révolution
française
et le problème
des subsistances :
Robert Lindet
et les réquisitions,
les lois du maximum
et la Terreur**

(Nicole Perron)

Tous ceux qui ont étudié la manière dont le gouvernement révolutionnaire a tenté de contrôler les circuits économiques dans le contexte difficile de la guerre en 1793-1794 n'ont pas manqué de relever les responsabilités écrasantes qui pesaient sur Robert Lindet : il entre le 7 avril 1793 dans le premier Comité de salut public formé au moment où les défaites en Belgique et la trahison de Dumouriez jettent sur les routes de France des soldats débandés ; il est maintenu à son poste en juillet 1793, quand les montagnards, devenus maîtres de la Convention, dont ils ont exclu les leaders girondins, réorganisent le Comité de salut public, qui, dès lors, se maintiendra à peu près inchangé jusqu'à la chute de Robespierre et de ses amis en juillet 1794. Dans "le grand Comité de salut public", qui a dû affronter la guerre européenne, la guerre de Vendée et la révolte "fédéraliste" des deux tiers des départements, Lindet est plus particulièrement responsable de l'agriculture, du commerce, du ravitaillement des armées, de Paris et des grandes villes. C'est donc lui qui est chargé de faire respecter le maximum des grains de mai 1793, puis le maximum général du 29 septembre.

Les études n'ont pas manqué sur cette économie de guerre plus ou moins contrôlée, sur les rapports entre le gouvernement révolutionnaire, principalement soucieux d'assurer la défense militaire de la République, et les sans-culottes armés, attachés à la République, certes, mais qui défendaient aussi leur droit à l'existence contre les marchands "égoïstes". Quant aux membres du Comité de salut public, ils ont tous leur ou leurs historien(s), à l'exception notable et surprenante de Lindet ! Celui-ci n'a suscité que deux études : l'une, ancienne, du notaire A. Montier (1899) ; la seconde, un siècle plus tard, de François Pascal, ingénieur civil de l'aéronautique devenu docteur en histoire (*L'Economie dans la Terreur. Robert Lindet*, éditions SPM, Paris, 1999).

On peut peut-être expliquer cette absence des historiens de profession par un aspect du caractère de Lindet : sa voix portait mal — une fiche de police établie à l'occasion des poursuites contre Babeuf mentionne son "*parler un peu féminin*" et Cambon expliquera que Lindet le "*chargeait souvent de présenter à sa place des observations que la faiblesse de sa voix ne lui permettait pas de faire lui-même*" — ce qui lui a fait désertier la tribune des clubs, qu'il ne fréquenta jamais ni à Bernay ni à Paris — et celle de la Convention : il ne s'y est exprimé longuement — six heures d'affilée ! — qu'en avril 1795. Il ne s'est pas exprimé publiquement à la veille du 10 août ou du 31 mai...

Il s'est défini lui-même comme homme de bureau, homme de dossiers ; or ceux-ci constituent un matériau plus difficile à traiter que les éloquentes discours prononcés aux Jacobins ou à la Convention !

Un montagnard face à la vie chère et à la famine

GRÂCE aux papiers conservés par ses descendants et que cite longuement F. Pascal, et en les confrontant avec les analyses des historiens qui ont étudié cette économie de guerre, on peut éclairer l'action de "ce grand spécialiste", pour reprendre l'expression quelque peu condescendante de Daniel Guérin : comme Cambon, comme Barère, ces autres "spécialistes", Lindet fut incontestablement l'adversaire du ministère de la Guerre et de l'Armée révolutionnaire intérieure, peuplés de ceux que l'on appellera "hébertistes" par approximation. Fut-il pour autant l'adversaire des sans-culottes ? Et dans ce cas, comment peut-on expliquer qu'il se soit compromis aux côtés des babouvistes en 1796 ?

Un bon serviteur de la monarchie devient un républicain résolu

Né à Bernay, dans l'Eure, en 1746, ce fils d'un marchand de bois aisé est reçu avocat au parlement de Rouen en 1767 (1). Il acquiert en 1778 la charge de procureur du roi en l'élection de Bernay. Cette "élection" n'a rien d'électif : il s'agit d'une circonscription fiscale créée par la royauté dans les territoires les plus anciennement attachés à la couronne. Lindet y acquiert

de solides compétences juridiques et financières.

Il participe à la rédaction du cahier de doléances du tiers état du bailliage de Bernay, qui ne se distingue pas par l'originalité de ses demandes : périodicité des états généraux, qui voteront les impôts, en contrôleront le bon emploi, et qui élaboreront des réformes ; création d'Etats provinciaux en Normandie, dont, à cette date, on espère qu'ils seront un frein à l'arbitraire royal : revendication archaïsante, qui fondra au feu de la nuit du 4 août quand sera balayé tout privilège et tout provincialisme (2).

Le 18 juillet, en écho aux événements parisiens, le peuple de Bernay inquiet envahit la halle, car dans le futur département de l'Eure, le prix du blé a déjà doublé ; or la ville compte un cinquième d'indigents ! Le 21 juillet, jour du marché suivant, pas un marchand de grains ne se présente ; des habitants font donc la tournée des fermes environnantes, et, sous la menace, se font livrer du blé, dont ils fixent eux-mêmes le prix. C'est l'émeute "taxatrice", classique dans cette France d'Ancien Régime qui affronte régulièrement la

(1) Selon F. Pascal, page 19, F. Wartelle écrit dans la notice qu'il a consacrée à Lindet, *Dictionnaire historique de la révolution française*, PUF, 1989, qu'il étudia le droit à Paris.

(2) F. Pascal, *opus cité*, pp. 28-29.

disette en raison de sa structure sociale, de ses pratiques agricoles archaïques, de l'insuffisance de ses moyens de transport, obérés de surcroît par la multiplicité des péages seigneuriaux. Dans le souci de prévenir ces désordres, le comité de subsistances créé à l'initiative de Lindet décide le 23 de visiter les fermiers et de les "exhorter" à venir vendre au marché (3). Ce comportement de notable, qui ne peut cautionner les initiatives populaires, mais qui a donné à son comité la devise romaine "*Salus populi, suprema lex*" — le salut du peuple est la loi suprême —, nous le retrouverons en 1793, à l'heure de la guerre civile généralisée.

Élu maire de Bernay en février 1790, puis procureur syndic du district en septembre 1790, il entame une carrière classique d'élus sous la Constituante, tandis que son frère aîné, Thomas, est élu évêque constitutionnel de l'Eure. Le 30 août 1791, il est le premier élu des dix députés que l'Eure envoie à la Législative. Il écrira plus tard en 1810 que la Constituante n'aurait jamais dû accepter Louis XVI comme roi constitutionnel, sa fuite à Varennes, le 21 juin 1791, ayant suffisamment démontré qu'il se refusait à composer avec la Révolution. Dès l'automne 1791, il surveille attentivement le comportement du pouvoir exécutif : il s'associe au décret du 29 novembre, qui oblige tous les prêtres à prêter le serment à la constitution civile du clergé et auquel le roi oppose son veto. Selon lui, les troubles qui agitent déjà l'ouest sont "*excités dans plusieurs départements sous prétexte de religion par les ennemis du bien public*". La soumission aux lois est un impératif catégorique (4).

Le double jeu du roi, qui parie sur la guerre et sur la défaite pour reconquérir son pouvoir absolu, le conduit à radicaliser son engagement politique : "*Le corps législatif est amené à déclarer la guerre sur la proposition du roi lorsque nous n'avons aucune force pour soutenir une guerre défensive*". En juin 1793, il dénoncera le boutefeux girondin Brissot, complice du roi dans le déclenchement, imprévoyant, donc criminel, de cette guerre qui faillit emporter la Révolution ; relevons toutefois que cette lucidité lui fit défaut le 20 avril 1792, puisqu'il ne figure pas par-

mi les sept députés qui refusèrent alors de voter la guerre (5).

Il accueille sans état d'âme le renversement de la monarchie le 10 août 1792, justifie même les massacres de septembre comme réponse obligée à la menace royaliste : "*Le peuple, ayant mis les conspirateurs hors d'état de nuire, a remis le glaive de la vengeance entre les mains de juges investis de sa confiance*." Ce refus de condamner l'explosion spontanée d'une justice populaire expéditive, et qui n'a pas fait de détail alors que tant d'autres se taisaient, est remarquable de la part d'un homme qu'à la suite de Michelet, F. Pascal présente comme un "légiste", un homme d'ordre (6).

Début septembre, les deux frères Lindet sont élus à la Convention.

Le choix de la Montagne

C'est Lindet qui rédige l'acte énonçant les chefs d'accusation retenus contre Louis XVI — lus à la Convention le 11 décembre 1792. Il écrit à la municipalité de Bernay le 27 décembre : "*Louis aura des complices tant qu'il vivra. La conspiration aura moins de force et d'activité, elle se dissipera lorsque le chef sera mort*" (7). Il vote donc que le roi coupable doit être condamné à mort, sans sursis, et que la Convention ne doit pas soumettre son jugement à ratification par le peuple, proposition girondine, qui, si elle avait été retenue, aurait ouvert la guerre civile dans chaque ville et chaque village. Le 17 janvier 1793, il commente brièvement son vote : "*Je ne puis voir des républicains dans ceux qui hésitent à frapper un tyran*."

(3) F. Pascal, pp. 32-33.

(4) F. Pascal, pp. 64, 72, 73.

(5) F. Pascal écrit page 75 que ces sept députés "*partageaient l'avis de Robespierre*" ; en réalité, ils partageaient les inquiétudes de Barnave, qui voulait sauver la royauté, tandis que Robespierre voulait sauver les conquêtes de la Révolution. Ces deux "pacifismes" se nourrissent de positions politiques opposées.

(6) Page 81.

(7) F. Pascal, pp. 92, 93 et 97.

Phrase significative en ce qu'elle éclaire son cheminement politique, qui l'éloigne progressivement des girondins (8).

C'est encore lui qui inspire largement le décret instituant le 10 mars le tribunal révolutionnaire : il jugera sans appel les conspirateurs, les traîtres, les royalistes, tous ceux qui attenteront à "*la liberté, l'égalité, l'unité et l'indivisibilité de la République*". Cette formulation, qui figure dans l'article 1^{er} du décret, a été rédigée par le girondin Isnard et également défendue par Lindet. A cette date, le clivage entre la Gironde et la Montagne ne se fait pas sur cette question de la terreur. Ultérieurement, il justifiera ce décret en alléguant la situation militaire ("*La dérouté d'Aix-la-Chapelle*"), mais il faut y voir aussi une tentative de prévenir le retour de la violence populaire et peut-être une "diversion" (9) par rapport aux manifestations parisiennes contre la vie chère : elles se sont multipliées dès février, elles ne cesseront pas jusqu'à ce que soit voté le maximum des grains le 4 mai, et on sait que, pour les "enragés" qui inspirent certaines de ces manifestations, la terreur contre les "marchands égoïstes" est l'outil indispensable de régulation de l'économie. Loin de répondre à cette exigence, ce tribunal révolutionnaire ne prévoit de sanctionner que des crimes politiques, y compris le délit d'opinion quand il s'agit de propagande royaliste.

Lindet au Comité de salut public

Le 7 avril, Lindet entre dans le premier Comité de salut public décrété la veille ; il est responsable avec Cambon et Guyton-Morveau des subsistances, des finances et de la correspondance avec l'intérieur, ce qui va le conduire à arbitrer les conflits entre les représentants en mission, les généraux et les agents du ministère de la Guerre, qu'on va bientôt englober sous le qualificatif d'hébertistes. La trahison de Dumouriez en Belgique, le soulèvement de la Vendée contre la levée de 300 000 hommes, l'immensité des périls qu'implique la guerre contre la coalition européenne décuplent la peur de la trahison et

donnent un poids considérable à ces "hébertistes" : ils réclament l'épuration des armées, c'est-à-dire l'éviction des ci-devant nobles, au risque de se priver de leurs compétences militaires. Ceux qui aspirent à les remplacer et qui colonisent le ministère de la Guerre sont-ils tous des "plébéiens" dévoués aux sans-culottes, comme l'affirmait sans nuances Daniel Guérin ? Comment mettre au service de la Révolution les compétences professionnelles des généraux de l'Ancien Régime, comment déjouer la trahison évidemment omniprésente ? Comment limiter les erreurs inévitables dans le partage des responsabilités ?

Lindet affirme sa confiance dans les talents reconnus, et surtout sa volonté de mettre de l'ordre dans le chaos engendré par le croisement d'initiatives diverses, insoucieuses de la nécessaire coordination des efforts : au nom du Comité de salut public, il écrit le 29 mai aux 14 représentants en mission envoyés auprès de l'armée des côtes de La Rochelle — celle qui doit réduire les Vendéens : les troupes équipées et envoyées pour la secourir ont vendu leurs armes en route ! Il leur annonce comme un gage d'espoir la venue du général Biron : "*Enfin, nous allons avoir une armée active en toutes ses parties*" (10). L'avenir révélera que cet espoir était mal fondé.

C'est encore Lindet qui rédige le 7 mai l'instruction du Comité de salut public à

(8) F. Pascal commente tristement (p. 97) : "*Il oublie Louis XVII et ne tient pas compte du principe de légitimité*", puis cite une phrase de Machiavel sur les exterminations familiales auxquelles sont obligés de se livrer les "usurpateurs" — la Convention, une usurpatrice ? — et, pour finir, établit une comparaison avec les agissements "*implacables*" des bolcheviks en 1918... On peut regretter qu'un ouvrage par ailleurs étayé de nombreux documents inédits et nourri de lectures historiques sérieuses établisse de tels rapprochements hâtifs, visiblement inspirés par la vulgate "furetiste".

(9) F. Pascal, pp. 102-103. Sur le désir de Danton de prévenir le retour de la violence populaire, lire Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, tome V, p. 373 (Editions sociales, 1972).

(10) Espoir déçu : si Biron n'a pas conspiré contre la République, il n'a guère montré de talent militaire et Jeanbon Saint André dénoncera son inertie en Vendée, ainsi que sa mésentente avec les sans-culottes ; il sera guillotiné le 31 décembre 1793. Notice de A. Crépin, *Dictionnaire historique de la Révolution française*.

l'intention des représentants en mission auprès des armées : *“Les généraux ne doivent pas apercevoir dans la surveillance des représentants du peuple des motifs de défiance ou d'inquiétude... Il est nécessaire qu'un général soit investi d'une grande confiance (...), il faut qu'il ait une grande liberté, une grande indépendance, si l'on veut qu'il conçoive de grands desseins et d'heureux plans...”* (11). Les représentants en mission ne pourront destituer les généraux que sur avis du Comité de salut public ; ceux qui sont en charge des côtes devront *“éclairer les citoyens égarés et punir les rebelles”* ; ceux qui interviennent auprès des autorités constituées et des sociétés populaires devront diriger l'industrie de guerre, surveiller les achats destinés à équiper les troupes, éviter la disette des grains (12).

On voit par cette seule circulaire combien la nécessité d'assurer la défense militaire de la République obligeait le Comité de salut public à élargir ses responsabilités.

Peut-on préciser la place qu'a tenue Lindet dans ce qui fut une décision prise collectivement ? Le comportement qui fut le sien dans l'Eure et le Calvados à l'heure du soulèvement fédéraliste, et qui sera examiné plus loin, incite à penser qu'il a insisté sur la nécessité de dialoguer afin de séparer les “égarés” des contre-révolutionnaires conscients : il a en effet imprimé à ses frais une adresse *“à ses concitoyens de Vendée”*, dans laquelle il démontrait que la royauté signifiait l'oppression, tandis que la République apportait la liberté, notamment celle de pratiquer la religion *“ramenée à sa pureté originelle et non dévoyée par l'asservissement aux princes”*. Les catholiques de Vendée devaient se méfier de l'Angleterre schismatique ! Naïveté ? Il aura toujours la rage de convaincre, même ses pires ennemis (13).

A l'heure thermidorienne, dans le plaidoyer *pro domo* qu'il rédigea en octobre 1795, il défendra cette circulaire, s'attribuant le mérite d'avoir contribué à circonscrire des pouvoirs qu'on avait laissés jusque-là s'exercer sans limites, d'avoir préservé les prérogatives des élus, et, pour finir, il justifiera l'action des représentants en mission de 1793 : *“Si l'on s'indigne au*

récit des excès dont plusieurs sont accusés, on se rappellera toujours avec reconnaissance les services rendus par le plus grand nombre” (14). C'est un montagnard résolu (un “politique”, donc, et non point seulement un “technicien” des affaires financières), qui choisit définitivement son camp en avril, à l'heure où la Gironde paralyse la Convention en concentrant ses attaques contre Paris et ses leaders les plus populaires, Marat, puis Hébert. Il s'oppose en effet à la mise en accusation de Marat le 13 avril : *“Marat a servi son pays, il a servi le genre humain, il s'est déclaré l'ami du peuple et l'ennemi des tyrans ; il a méprisé et rejeté les faveurs de la fortune... Il a servi constamment et avec courage (les droits de l'homme) avant et depuis la Révolution...”* (15).

Une approbation constante du 31 mai 1793

Le 31 mai, la Convention est envahie par des sans-culottes, qui demandent non seulement l'exclusion des députés girondins, mais aussi la fixation du prix du pain à 3 sous la livre au moyen d'une taxe sur les riches et la création d'une armée révolutionnaire. Le 2 juin, la Convention, cernée par les gardes nationaux et les canoniers commandés par Hanriot, se résigne à prononcer l'arrestation de 29 députés et de deux ministres girondins.

Nous ne savons pas ce que Lindet a pensé et dit sur le moment même de ces journées insurrectionnelles. Daniel Guérin allègue un projet de décret daté du 6 juin et signé par les “conciliateurs” du Comité de salut public, Cambon, Barère, Lindet et Danton : il proposait la révocation de Hanriot (16). Or, dès le 3 juin, Lindet, et

(11) Cité par Daniel Guérin, *La Lutte de classes sous la Première République*, I, p. 207.

(12) F. Pascal, pp. 114-115.

(13) F. Pascal, p. 113.

(14) *Robert Lindet au peuple français en IV, ou tableau de la Convention nationale*, Lb 42 845.

(15) F. Pascal, p. 116.

(16) Daniel Guérin, *opus cité*, I, 129, sans référence.

sur sa demande, a été désigné par la Convention pour tenter une mission de réconciliation avec les Lyonnais : il quitte Paris le 4 juin et arrive à Lyon le 8 ; il n'a donc pas pu signer ce projet de décret, qui fut d'ailleurs rejeté par la Convention (17).

En revanche, il rédige à l'intention des départements une justification du 31 mai destinée à juguler l'insurrection fédéraliste, et qui sera diffusée avant le 14 juillet ; il y juge sévèrement la paralysie de la Convention à laquelle ont conduit les diatribes girondines :

“Les séances de la Convention étaient sans intérêt ni utilité pour la patrie. Le parti qui dominait n'était occupé que de ligues, de factions, de complots. Il divisait le pays, il corrompait les administrations, il soulevait les rebelles, il entretenait l'esprit de révolte. Il provoquait la dissolution de la communauté nationale” (18).

Il y justifie donc ce qu'il appelle *“l'insurrection du département de Paris”* — et ce choix des mots est significatif : les jacobins du département ont rallié, mais pour la canaliser, une insurrection auparavant déclenchée par les inconnus de *“l'Evêché”* et qu'a dû accompagner la Commune, plus ou moins contre son gré :

“L'insurrection du département de Paris a prévenu l'accomplissement des desseins des conspirateurs, comme la Révolution du 10 août a préservé la France du joug des despotes alliés” (19).

Au dernier jour de l'an II, établissant à la demande des comités un tableau de la situation intérieure, il renouvelle son approbation sans restriction du 31 mai :

“La journée du 31 mai attestera la majestueuse contenance du peuple, qui se leva pour combattre l'anarchie, les passions, tous les désordres, et pour avoir un gouvernement et des lois... La Convention nationale avait frappé et anéanti, par son décret du 2 juin, une faction puissante, pourvue de talents, mais jouissant d'une plus grande réputation, qui n'avait pu concevoir un plan de gouvernement (...), s'opposait à ce qu'on donnât à la France des lois et une Constitution, ne parlait que d'elle, entretenait la France d'elle seule, et allait livrer à (...) ses anciens tyrans une nation qui ne connaissait ni ses mal-

heurs, ni ses dangers, ni ses moyens, ni ses ressources...” (20).

Jugement réaffirmé devant la Convention le 1^{er} brumaire an III (31 octobre 1794), quand il s'oppose à la proposition de Pénières visant à réintégrer dans la Convention les girondins emprisonnés parce qu'ils avaient dénoncé l'insurrection du 31 mai ou mis hors la loi pour s'être soustraits à l'arrestation : *“La journée du 31 mai fut grande, heureuse utile et nécessaire”* (21).

C'est donc au nom de l'ordre, de l'ordre révolutionnaire, et au nom de l'unité de la République que Lindet se sépare définitivement des girondins.

Ils ne le lui pardonneront jamais, quitte à oublier les efforts qu'il a inlassablement poursuivis pour limiter la répression, et qui lui ont permis de sauver la tête de nombre d'entre eux, Normands ou Nantais.

Face à l'insurrection fédéraliste : échec à Lyon, succès en Normandie

Sa mission lyonnaise (3-20 juin) est un fiasco total ; il mène un vain dialogue avec les administrateurs du département, s'oppose au projet de faire marcher une armée contre Lyon défendu par le représentant Dubois-Crancé ; le 15 juin, il prévient le Comité de salut public que les sections de Lyon passées sous contrôle des girondins ont décidé de ne plus reconnaître la Convention. Le lendemain, il décide de repartir pour Paris.

(17) F. Pascal p. 133-135.

(18) F. Pascal, p. 118.

(19) *Exposition des motifs qui ont déterminé Robert Lindet à voter pour l'arrestation des trente-deux membres de la Convention nationale*, citée par F. Pascal, p. 123.

(20) *Rapport du 4^e jour complémentaire de l'an II*, cité par F. Pascal, pp. 123-124.

(21) G. Lefebvre, *Les Thermidoriens*, A. Colin, 1951, p. 57. F. Pascal, p. 124.

En revanche, sa mission en Normandie (22) lui a permis de prendre la mesure des problèmes à résoudre dans les domaines les plus divers : administration, répression, subsistances, commandement militaire. Il y a défendu une politique ferme et prudente, qui lui a valu de garder la confiance du Comité de salut public renouvelé et raffermi le 10 juillet : en son absence, le nouveau comité exclusivement montagnard lui conserve sa place.

Le 9 juin, s'est formé à Caen un "comité provisoire d'insurrection et de résistance à l'oppression", bientôt rejoint par 17 députés girondins, soutenu par les administrations départementales du Calvados et de l'Orne, et par les trois départements bretons. Wimpfen abandonne son commandement de l'armée des côtes de Cherbourg pour rallier cette "armée républicaine et contre-anarchiste du nord", dont le fer de lance, fort de 1 800 hommes et de plusieurs canons, marche sur Vernon : couper les communications entre la Normandie et Paris, c'est menacer le ravitaillement de la capitale, que le comité d'insurrection n'a pas hésité à placer sous embargo entre le 11 juin et 4 juillet. Aucune armée ne protège Paris de cette pointe avancée de l'ouest fédéraliste que constitue le département de l'Eure.

Le 5 juillet, et sur sa demande, Lindet est envoyé en mission avec Duroy pour reconquérir politiquement le département qui les a élus à la Convention ; leur mission sera étendue au Calvados les 18-19 juillet. C'est Duroy qu'il faut créditer de la victoire de Brécourt, remportée le 13 juillet près de Pacy-sur-Eure grâce à un renfort de 800 hommes dépêché à temps par Lindet. Victoire sans grande signification militaire : la débandade des troupes hétéroclites rassemblées sous la bannière de la lutte contre Paris et la Convention est d'autant plus facilement acquise que leur commandant, le noble Puisaye, les a quittées pour se reposer en son château de Ménilles ! Dès le 17 juillet, l'adjudant général Brune (l'ami de Danton, futur maréchal d'empire) écrit au secrétaire du ministère de la Guerre, l'hébertiste Vincent, qu'il n'y a plus de rebelles dans l'Eure, l'armée de Buzot ne compte plus que "800 fuyards". Le 24 juillet "l'assemblée de résistance à l'oppression" tient sa der-

nière réunion à Caen, les Bretons annoncent qu'ils rentrent chez eux. La révolte fédéraliste de l'ouest a vécu.

Une répression limitée en Normandie

Comment faire le tri entre les citoyens "égarés", qui, de bonne foi, se rallient à la Convention, et ceux qui prononcent une rétractation insincère, afin de sauvegarder leur position administrative en attendant une meilleure conjoncture politique qui leur permettrait de régler les comptes avec ce qu'ils qualifient d'anarchie ?

Lindet et Duroy proclament le 20 juillet leur volonté de tourner la page : ils maintiendront à leur poste les administrateurs fidèles du département de l'Eure, ainsi que ceux qui feront amende honorable sur leur engagement aux côtés des fédéralistes ; mais le lendemain, peut-être sous l'influence de son frère, Lindet se dit opposé au maintien en poste de ceux qui se sont rétractés.

A Caen, et parce que le fédéralisme a disposé dans l'Orne d'un soutien plus étendu que dans l'Eure, il estime que toute l'administration départementale doit être changée. Il désire surtout que les mesures de répression administrative soient comprises et approuvées des citoyens :

"Lorsque nous serons à Caen, nous nous ferons présenter les registres du département, mais nous ne parlerons d'arrestation que lorsque le peuple rassuré, satisfait et tranquille, sera à portée de sentir qu'il importe à son bonheur que les coupables soient arrêtés et punis. Nous désirons que le peuple approuve les mesures de sûreté que nous prendrons" (23).

A Caen, il ne prononce que 20 arrestations, fait détruire le donjon du château (pour satisfaire la volonté punitive tout en épargnant le sang des hommes ?), il ne re-

(22) Ce qui suit a été rédigé à partir de l'ouvrage de F. Pascal complété par A. travers la Haute Normandie en révolution, chapitre de F. Patard "Sur Bernay et le fédéralisme dans l'Eure", université de Rouen, 1992.

(23) F. Pascal, p. 179, lettres de Lisieux des 1^{er} et 2 août.

cherche pas le général Wimpfen : celui-ci a vainement proposé aux girondins de poursuivre la lutte en faisant appel à l'Angleterre ; pour échapper à l'arrestation, il a fui à Bayeux, où il vivra caché durant toute la Terreur (24). Le député girondin du Calvados, Larivière, qui avait été l'un de premiers signataires du "manifeste d'insurrection" de Caen, se déclarant malade (25), Lindet dit attendre son rétablissement pour procéder à son arrestation... qui n'aura jamais lieu ! En souvenir de quoi, Larivière sera le plus farouche de ses dénonciateurs en 1795.

Le 27 août, il signale au Comité de salut public son conflit avec son collègue Bonnet : cet ancien maire de Caen, qui a des liens d'amitié ou d'intérêt avec de nombreux notables locaux, refuse les 40 ou 50 arrestations préventives que Lindet juge nécessaires. Économiste du sang des hommes, mais point aveugle, il se heurte donc à un opportuniste qui déguise la nature de leur conflit en le présentant au Comité de salut public comme une incompatibilité d'humeur :

"Lindet est un homme un peu difficile, il a le genre nerveux très sensible et ne souffre pas volontiers la représentation" (26).

Responsable avec Oudot de l'armée des côtes de Cherbourg, il s'oppose à l'éviction du comte de Tilly. Lindet et Duroy parviennent à convaincre le Comité de salut public que le comte de Tilly doit être conservé comme commandant du port de Cherbourg, ses compétences et sa loyauté en font un serviteur efficace de la République.

J'examinerai plus loin comment Lindet a résolu le problème des subsistances à Caen, en s'appuyant sur toutes les lois votées en la matière par la Convention, en cet été qui l'a vu multiplier les improvisations sous la pression des "enragés" et sous l'aiguillon des défaites militaires. Lorsque le Comité de salut public décide de mettre en place une commission des subsistances, qui sera chargée de faire respecter le maximum général des denrées au profit de Paris, des villes et des armées, il met fin à la mission normande de Lindet, car il juge que, seul, il pourra faire fonctionner cette nouvelle structure au profit

du gouvernement révolutionnaire. Du 19 octobre au 31 octobre, il lui envoie pas moins de trois lettres de rappel.

Une économie de guerre contrôlée et non pas nationalisée

G. Lefebvre a imprudemment écrit que l'économie avait été "*nationalisée*" en 1793 (27) : formule erronée, qui méconnaît le fait incontestable que, même en 1793-1794, la propriété privée est restée le fondement de la société. Cela ne dispense nullement d'examiner en détail comment cette économie bourgeoise a fonctionné pratiquement, dans une conjoncture marquée par la mobilisation politique et patriotique des sans-culottes et par les plus grands périls militaires.

Lindet, défenseur constant du maximum

Mathiez a établi que le maximum général avait été décrété le 29 septembre 1793 par les montagnards, mais à leur corps défendant, car il contredisait leurs principes en matière d'économie. En novembre 1792, en réplique à l'insurrection taxatrice qui soulevait la Beauce, et pour écarter la pétition de la Seine-et-Oise défendue par Goujon, qui réclamait la taxation des grains, le jeune Saint-Just s'était fait applaudir en proclamant la liberté du commerce :

"Je n'aime point les lois violentes sur le commerce. On demande une loi sur les subsistances ! Une loi positive là-dessus ne sera jamais sage" (28).

(24) Notice de M. Dorigny, *Dictionnaire historique...* Bonaparte le nommera maire de Bayeux et directeur du haras.

(25) F. Pascal, p. 144.

(26) F. Pascal, pp. 179, 180, 184.

(27) *Les Thermidoriens*, G. Lefebvre, Armand Colin, 1951, pp. 31 et 43 ; mais p. 87, il n'est plus question que d'économie "*nationale*".

(28) Mathiez, *La Vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, tome I, pp. 98 à 104, Payot, 1973. La lecture de ce classique reste indispensable.

En février-mars 1793, Marat, Robespierre, Dubois-Crancé s'étaient violemment opposés à la taxation du sucre, du café et du savon réalisée par les ménagères, les blanchisseuses à Paris : ils n'avaient voulu y voir que menées anarchistes et manœuvre aristocratique ou "brissotine" (girondine) plus ou moins téléguidée par les provocateurs du ministre anglais Pitt, qui auraient égaré les sans-culottes (29).

Au cours de l'été et à regret, les montagnards élaboreront progressivement une législation qui aboutira à établir un contrôle gouvernemental sur le commerce des grains, contrôle finalement étendu à toutes les denrées, mais sans renoncer à leur conviction intime. Robespierre prétendra que le maximum général fut la cause de l'affreuse disette qui sévit durant l'hiver 1793-1794, et Barère le qualifiera de "présent de Pitt" (30).

La position de Lindet n'en est que plus remarquable : il a réclamé fermement l'application du premier maximum, celui du 4 mai, qui ne concernait que les grains, écrivant au Comité de salut public le 29 août depuis Caen :

"On ne peut se dissimuler que les cultivateurs désirent la révocation de la fixation du maximum, mais on peut s'assurer que, si l'on accorde la liberté indéfinie de vendre les grains de gré à gré, le prix en triplera avant trois mois... Il s'élèvera un chaos d'où il sortira nécessairement un ordre de choses qu'il est actuellement impossible de prévoir... Contenez la richesse (souligné par nous) si vous ne voulez pas être entraînés dans un tourbillon" (31).

Il redoute alors des troubles de subsistances à Caen, récemment secouée par la révolte fédéraliste : le 8 août, il a parcouru la ville en grand appareil militaire, mais, dans le même temps, il a invité les cultivateurs à battre une partie de leur récolte sans attendre et à la vendre au marché. Les municipalités devront dresser un état des propriétaires ; les côtes seront surveillées, afin d'empêcher le commerce de contrebande.

En effet, la loi du 4 mai a fixé un maximum variable selon les départements, si bien que tous les grains de la Manche, où le maximum du blé est fixé à 55 livres,

s'échappent vers la Bretagne, où le blé se vend deux fois plus cher (lettres au Comité de salut public, 17 et 29 août).

Le 2 germinal an III (22 mars 1795), répondant aux assauts des thermidoriens qui veulent la mort de Barère, Collot d'Herbois, Billaud-Varennes et Vadier, présentés comme les uniques artisans de la Terreur, il défend l'action de l'ancien grand Comité de salut public et justifie à nouveau le maximum :

"Le premier maximum fut fixé le 4 mai après six mois de discussions... Elle (cette loi) fut l'œuvre de toute la Convention nationale... Je dois dire que le plus grand défaut de cette loi fut d'avoir été portée et publiée trop tard... La loi que vous portâtes le 11 septembre (un prix unique national pour les grains et les fourrages) ne fut qu'une prolongation du "maximum" devenue nécessaire... Ne désavouez pas votre ouvrage, représentants du peuple" (32).

On sait que le maximum général portant sur toutes les denrées nécessaires à la vie des villes et à l'équipement des armées fut décrété le 29 septembre 1793 : il était la conséquence différée de la manifestation parisienne du 5 septembre, qui avait bousculé la Convention et mis "la terreur à l'ordre du jour" : terreur qui, dans l'esprit des manifestants et de la Commune de Paris qui les avait accompagnés à la Convention, devait frapper les traîtres à la République et les marchands qui privilégiaient leur intérêt particulier sur le salut public (33). Or, à la même date, Lindet formulait depuis Caen les mêmes préoccupations, certes en termes atténués, confort-

(29) Mathiez, tome I, pp. 146 à 151. Le maximum est une mesure législative établissant sur les denrées un prix maximum que le commerçant ne doit pas dépasser ; la taxation vise au même but, mais est le produit de l'activité spontanée des ménagères qui fréquentent le marché. Ces émeutes taxatrices alimentent la haine girondine à l'encontre de Paris "anarchiste", et que refuseront de partager les montagnards à partir d'avril 1793, sous la pression des manifestations populaires et des défaites aux frontières.

(30) Mathiez, tome I, p. 181.

(31) Aulard, *Actes du Comité de salut public*, tome VI, p. 175. Cité par Daniel Guérin, tome I, p. 160.

(32) Cité par F. Pascal, p. 201.

(33) *Chaumette, porte-parole des sans-culottes*, Nicole Bossut, éditions du CTHS, 1998, pp. 330 à 337.

mément à son caractère conciliateur, mais avec le même souci d'assurer le salut de tous, y compris en recourant à la coercition si nécessaire :

“Les subsistances sont un objet continu de réclamations, mais le mouvement est donné.

Les cultivateurs avouent que si on ne les avait pas pressés (souligné par nous), ils n'auraient pas fait battre leur grain.

Ils commencent à se persuader que s'ils veulent conserver leurs propriétés, il faut que le pauvre puisse avoir du pain en échange de son travail” (34).

La propriété était-elle donc réellement menacée ? Jusqu'où exercer la coercition sur des vendeurs de grains évidemment rétifs à la perspective de voir limiter leur profit ?

La loi du 27 juillet avait créé **des commissaires aux accaparements** chargés de contrôler l'exactitude des déclarations faites par les commerçants concernant leurs stocks de denrées de première nécessité ; cette loi permettait aux municipalités de vérifier leurs factures, de nommer ces commissaires aux accaparements, qui organiseraient eux-mêmes la vente au marché par petites quantités des marchandises saisies, en cas de fausses déclarations, et serait appointés avec le produit des confiscations et des amendes.

Seraient punis de mort les auteurs de fausses déclarations et les fonctionnaires chargés d'appliquer cette loi qui se rendraient coupables de prévarication (35).

Par cette loi, qui laissait toutefois au commerçant la liberté de fixer son prix — à condition qu'il vende au marché, donc qu'il se soumette à la pression du consommateur populaire, prompt à l'émeute quand il s'agissait de son droit à l'existence ! —, la Convention signifiait qu'elle était prête à remettre en question le secret commercial, qui conditionne les plus fructueuses spéculations du commerce de gros.

Mais nous ne savons pas ce que Lindet a pensé de cette loi, ni s'il l'a appliquée en Normandie, ou s'il s'est contenté de brandir les menaces verbales du type de celle alléguée plus haut.

Lindet contre l'armée révolutionnaire (de l'intérieur)

En revanche, nous savons qu'il a farouchement condamné l'armée révolutionnaire que la Convention a dû décréter le 5 septembre, sous la pression de la manifestation parisienne, soutenue par Chauvette et le maire Pache : cette armée de 6 000 hommes et de 1 200 canonnières, composée d'artisans, qui élisait ses officiers, était chargée de faire respecter les lois sur les subsistances, *“restées presque lettre morte”*, estimait Mathiez.

Elle obtint des résultats incontestables en ce qui concerne l'approvisionnement de Paris (36). Ainsi que l'avait bien vu Jaurès, l'apparition de la guillotine ambulante suffit à faire sortir des greniers les grains que les gros fermiers du Bassin parisien auraient préféré vendre à haut prix, de gré à gré.

Or Lindet a condamné cette création révolutionnaire en termes d'une violence inhabituelle sous sa plume :

“On avait cru qu'il serait impossible de se procurer par des moyens de gouvernement et d'administration les ressources nécessaires pour soutenir l'effort prodigieux que la nation faisait pour combattre toutes les puissances d'Europe. On avait pensé qu'il n'y eût qu'une armée révolutionnaire qui pût procurer pour les villes et pour les armées les subsistances, les denrées, les matières, les effets d'habillement, de campement et les moyens de transport. On avait créé cette armée. La Convention, qui ne s'était pas encore privée de 73 de ses membres, l'avait décrétée. La France allait devenir un gouvernement militaire semblable à celui des Gengis et des Tamerlan. Une armée révolutionnaire allait parcourir tout l'intérieur, vider les magasins et les greniers, distribuer les subsistances et les approvisionnements aux armées, aux principales

(34) Lettre du 7 septembre citée par F. Pascal, p. 185.

(35) Mathiez, tome I, pp. 244-245.

(36) R. Monnier, *Dictionnaire historique...*, notice sur l'armée révolutionnaire.

places de la République. La France ainsi gouvernée aurait été redoutable à ses ennemis : ses armées bien entretenues auraient triomphé sur les frontières, tandis que l'intérieur n'aurait plus offert à l'œil épouvanté qu'un vaste désert et quelques volcans."

Ce tableau d'apocalypse date de l'an IV (probablement d'octobre 1795) (37). Lindet vient de faire deux mois de prison à la suite des émeutes de prairial. Elu dans le Nord, son élection va être invalidée parce qu'il a pris la défense de ses anciens collègues du Comité de salut public.

C'est pour réduire l'ardeur vengeresse de ses ennemis qu'il rappelle l'origine de cette institution : un vote de la Convention, les 73 girondins compris — ils y siègeront jusqu'au 3 octobre —, il est vrai muselés par la peur...

La suite du texte nous éclaire quelque peu sur ce qu'il entend par "*des moyens de gouvernement et d'administration*" et sur les conditions qu'il a sans doute posées au Comité de salut public avant d'accepter la responsabilité d'impulser le travail de la commission des subsistances décrétée le 27 octobre et placée sous son autorité exercée au nom du Comité de salut public :

"Je me crus chargé de délivrer la France de ce fléau, de l'affranchir des horreurs d'un gouvernement militaire et de substituer les principes et les moyens d'administration à l'usage de la force et de la violence ; je répondis de tous les services sous la condition que l'armée révolutionnaire ne serait pas employée à cette destination. Le gouvernement conserva cette armée toujours prête à me remplacer si je me retirais ou si je ne pouvais remplir les engagements que j'avais pris. La Convention licencia cette armée lorsqu'elle eut vu tous les services assurés par des moyens d'administration. L'événement que je retrace ici est sans doute le plus important de la révolution."

Lindet et la commission des subsistances

Le licenciement de l'armée révolutionnaire prononcé par la Convention le 7 germinal (27 mars 1794) s'explique non seu-

lement par la qualité des services rendus par Lindet et ses collègues de la commission des subsistances — Goujon, qui défendait le principe du maximum dès novembre 1792, Raisson et Brunet —, mais aussi parce que le gouvernement central affermi décide alors de briser les hébertistes : Ronsin, qui commandait cette armée révolutionnaire, a été guillotiné le 24 mars, ainsi qu'Hébert et Vincent, le secrétaire du ministère de la Guerre.

Sans l'intervention des "hébertistes" sur le terrain, l'action de Lindet aurait-elle été aussi efficace ? Il est permis d'en douter. Mais au printemps 1794, la situation militaire s'est améliorée et le contrôle de l'économie change de sens, au détriment des sans-culottes et de leurs porte-parole : le 3 ventôse (21 février 1794), Barère présente le travail accompli par la commission des subsistances : ce **tableau du maximum général** ménage le profit du grossiste (évalué à 5 %) et celui du détaillant (10 %). La veille, Goujon a démissionné de la commission pour protester contre "*l'avilissement où tombe la République en se mettant aux mains de ces hommes sans patrie*" (banquiers et négociants) : allusion au décret du 16 février pris par le Comité de salut public, mais à l'issue d'un débat houleux de la commission des subsistances, et auquel ont pris part le maire Pache, Cambon et Lindet : il sera désormais interdit aux comités de surveillance d'entraver les opérations des banquiers par leurs dénonciations nuisibles au secret commercial (38).

En se privant de la force "coactive" (nous dirions répressive) de l'armée révolutionnaire et des comités de surveillance, Lindet, et quelque fut son attachement au principe des prix contrôlés contre une inflation excessive, renonçait à une application stricte du maximum au moins en ce qui concerne le prix des marchandises : le maximum prévoyait également l'encadre-

(37) Robert Lindet au peuple français an IV, ou tableau de la Convention nationale, sans date, Lb 42845, partiellement cité par A. Montier et repris par Daniel Guérin, tome II, p. 23.

(38) Daniel Guérin, tome I, pp. 339 à 342. Malgré ses liens découverts avec le Foreign Office, le banquier Perrégaux traversa sans encombre la Terreur, grâce à la protection efficace de Cambon.

ment des salaires, or sur ce point, Lindet n'avait pas hésité à recourir aux services de... l'armée révolutionnaire ! Un arrêté de sa main du 25 pluviôse (13 février 1794) l'envoya à Conflans pour casser une grève de mariniers chargés de convoier des vivres destinés à Paris (39). A la même époque, le Comité de salut public cassait les grèves qui éclataient dans les ateliers parisiens fabriquant des vêtements militaires. Austérité renforcée pour les salariés, indulgence pour les marchands, Lindet ne se distingue pas de ses collègues du Comité de salut public à cette date.

Un commerce extérieur nationalisé ou partiellement contrôlé ?

“Le commerce extérieur fut nationalisé durant quelques mois”, écrit Soboul (40). La commission des subsistances le prend en charge dès sa création en novembre 1793, puisqu'elle a dans ses attributions le contrôle des marchés passés avec l'étranger. Le Comité de salut public lui en assure le monopole et interdit aux villes, aux départements maritimes d'envoyer des missions d'achats à l'étranger, afin d'éviter la surenchère entre les agents, la hausse des prix qui en est la conséquence inévitable et l'anarchie dans la répartition des subsistances (41). Les représentants en mission à Bordeaux, Tallien et Isabeau, se voient interdire par le Comité de salut public d'envoyer leurs agents acheter du blé aux Etats-Unis et en Allemagne du Nord avant d'avoir obtenu l'aval du comité (18 novembre 1793). De même, le fournisseur Haller, qui achetait des grains à Gênes et en Toscane pour l'armée d'Italie, doit désormais rendre des comptes à la commission des subsistances et prendre ses ordres auprès des agents qu'elle a établis à Marseille. Le commerce avec le Levant et la Barbarie (l'Afrique du Nord) étant aux mains d'une compagnie d'Afrique, qui avait obtenu certains privilèges des deys d'Alger et de Tunis, le Comité de salut public rachète secrètement cette compagnie d'Afrique, maintient ses agents en fonctions, afin de conserver le bénéfice de ces privilèges, mais il les subordonne à la

commission des subsistances (8 février 1794).

Si l'on en croit son *Tableau de la Convention nationale* d'octobre 1795, le mérite de cette dernière opération revient au seul Lindet :

“Je fis renaître les relations commerciales avec les contrées barbaresques en rétablissant la compagnie d'Afrique dont la suppression décrétée par la Convention était une calamité générale pour le Midi. Je donnai de l'activité au commerce avec Gênes, toute l'Italie, Marseille devint le grenier des départements méridionaux.”

Il se vante également d'avoir rétabli le commerce avec Hambourg et les villes de l'Allemagne du Nord, gros marché traditionnel du blé, grâce à la liaison qu'il a su établir avec une “puissante maison accréditée à Copenhague, faisant commerce sous pavillon danois”.

Il est certain qu'il a approuvé le tournant du printemps 1794, quand la liquidation des hébertistes permet au Comité de salut public de donner un coup de barre en faveur du négoce : Barère explique alors qu'il faut “guérir le commerce et non le tuer”, et prononce un hymne à la gloire du commerce international, en lequel il veut voir une promesse d'alliance générale entre tous les peuples ! Sur sa proposition, la Convention décrète que la commission des subsistances pourra désormais délivrer des autorisations d'exportation (10 mars 1794) (42). Ainsi, est ranimé un commerce d'exportation que la législation précédente avait à peu près complètement paralysé.

Le 13 mars, les commerçants de Bordeaux sont autorisés à exporter aux Etats-Unis du vin, des eaux de vie, des marchandises de luxe, à charge d'importer du blé américain, qui sera payé au prix du maximum ; le 27 mars (jour du licenciement de l'armée révolutionnaire salué avec tant d'enthousiasme par Lindet !), l'embargo qui frappait les navires étrangers retenus dans le port de Bordeaux est

(39) F. Pascal, p. 231.

(40) *Histoire économique et sociale de la France, 1789-années 1880*, tome 3, p. 38, PUF, 1976.

(41) Mathiez, tome II, pp. 65 et 96.

(42) Mathiez, tome II, pp. 199-200.

levé. G. Lefebvre a fait remarquer à juste titre que cet appel aux négociants ne pouvait pas remporter de grands succès tant que le maximum subsistait et était observé (43) ; or, avec les leaders hébertistes, ont été guillotines quelques sans-culottes qui avaient fait respecter la législation égalitaire de manière sourcilieuse, tel ce Ducroquet, qui avait confisqué six œufs pour les partager entre six familles démunies... La terreur jusque-là exercée de manière partielle contre les délits économiques va se diriger désormais contre des crimes exclusivement définis en termes politiques.

Lindet et les "Indulgents"

Il s'est incontestablement associé aux efforts de Danton pour limiter la Terreur au nom de l'indulgence. Avec l'aide, dit-il, de Carnot et de Barère au Comité de salut public, puis de Danton à la Convention, il obtient le 7 février 1794 qu'il soit sursis à l'envoi devant le tribunal révolutionnaire des officiaux municipaux de Conches, petite ville de l'Eure un temps entraînée dans le mouvement fédéraliste (44). Il réussit à extraire de la Conciergerie cinq citoyens de Caen — dont l'un qui deviendra son beau-père —, qu'il disperse dans cinq maisons d'arrêt plus discrètes, où ils seront oubliés jusqu'au lendemain de Thermidor (45). Il prend sur lui d'élargir le bénéfice de ce sursis au profit des 132 Nantais arrêtés sur ordre du terrible Carrier.

Il est le seul du Comité de salut public à refuser de signer le décret d'accusation contre Danton le 30 mars. Il ne s'en est guère expliqué, sinon en alléguant un scrupule d'humanité : "*Je suis là pour nourrir les citoyens et non pour les envoyer à l'échafaud*" (selon l'unique témoignage de Gohier). Il s'oppose aussi le 10 mai à l'arrestation du maire de Paris, Pache (46).

Il dit s'être opposé au projet de décret défendu par Saint-Just au début de germinal, qui prévoyait qu'aucun noble, qu'aucun étranger d'un pays en guerre avec la République ne pourrait résider ni à Paris, ni dans un port, ni dans une place forte. Il expliquera plus tard :

"(J'ai combattu) *toutes les passions pour conserver à Paris les citoyens les plus utiles de tous les genres, aux ports, aux places de commerce, aux manufactures, aux usines, leurs armateurs, leurs négociants, leurs fabricants, leurs directeurs et leurs entrepreneurs.*"

Il semble bien que son indulgence ait été commandée par des motifs politiques — arrêter l'emballement de la Terreur —, mais aussi par la conviction que si le gouvernement révolutionnaire pouvait légitimement prétendre limiter le profit de l'agriculteur, il n'en allait pas de même avec le profit commercial ou manufacturier. Ce faisant, il ne pouvait que s'opposer aux hébertistes, qui tonnaient journellement contre le "*négociantisme*", ainsi qu'il le rappellera dans son grand discours du 2 germinal an III. Il ne semble pas qu'il ait désapprouvé leur procès, évidemment truqué, et leur condamnation à mort.

L'heure thermidorienne

Il quitte le Comité de salut public le 6 octobre 1794 en raison des nouvelles règles de roulement imposées par les thermidoriens. Il n'en continue pas moins à défendre les aspects essentiels de la politique du grand Comité de salut public : le 31 mai, le maximum (quitte à le réaménager en tenant compte des coûts réels variables selon les lieux de production) (47), les comités de surveillance indispensables pour assurer la défense de la République confrontée à une guerre européenne, dont il déplore qu'elle se soit élargie à l'Angleterre.

Le 24 décembre 1794, la Convention abolit le maximum général suite au rapport du comité de commerce et d'approvisionnement présenté par Giraud et qu'a refusé de signer Lindet. Il abandonne donc la présidence de ce comité à Giraud, qui incarne une nouvelle équipe.

(43) G. Lefebvre, *La Révolution française*, collection Peuples et civilisations, Paris, 1930, p. 243.

(44) F. Pascal, pp. 252-253.

(45) F. Pascal, p. 255.

(46) F. Pascal, p. 257. Pache restera un an et demi en prison.

(47) F. Pascal, p. 275.

Courageusement, il prend la défense des derniers montagnards survivants du grand Comité de salut public en butte aux accusations de terroristes repentis comme Tallien, qui veulent jouir en paix de fortunes vite acquises, et de girondins avides de revanche. Lui-même doit affronter les calomnies de Legendre (un ancien terroriste, qui lui reprochait son indulgence en février 1794 !) et de l'ingrat girondin Lari-vière (48).

C'est alors qu'éclate l'insurrection de germinal-prairial (avril-mai 1795) : le mot d'ordre "*Du pain et la Constitution de 1793*" — que F. Pascal juge "*incongru*" — révèle qu'il s'agit d'une émeute de la faim croisée avec une manifestation politique, que rallieront les derniers montagnards. L'été brûlant de 1794 a généré une récolte catastrophique ; le 10 mai 1795, la ration de pain à Paris est tombée à 60 grammes par jour. S'y superpose la flambée des prix, ce qui explique l'invocation au grand texte de juin 1793, qui garantissait le droit aux secours. L'armée issue de la Révolution désarme le faubourg Saint-Antoine, ce haut lieu des mobilisations populaires.

Cette insurrection brisée fournit à ses ennemis le moyen de décréter l'arrestation de Lindet le 9 prairial (28 mai). Duroy, qui l'avait accompagné dans sa mission normande, Goujon, le principal animateur de la commission des subsistances, sont condamnés à mort et se suicident. Lindet est écroué au collège des Quatre-Nations, où il reste emprisonné deux mois.

Plusieurs pétitions en sa faveur émanant d'Evreux, de Bernay, de Pont-Audemer, de Caen et de négociants nantais attestent de la réalité de son action protectrice en faveur des girondins de l'Ouest, parmi lesquels on n'est pas étonné de trouver les négociants (49). Exclu de la Convention, élu par le département du Nord, il est invalidé. Il refuse plusieurs places offertes par le Directoire — commissaire dans l'Eure, agent secret à Bâle —, se fait journaliste : il déplore dans le journal jacobin *L'Ami des lois* que la vente de gré à gré soit à nouveau autorisée aux agriculteurs, ce qui favorise le haut prix au détriment du pauvre. Il reproche à Boissy d'Anglas, l'adversaire acharné du maximum, d'orga-

niser la disette. Il fustige le laxisme financier du Directoire, qui multiplie l'émission de monnaie papier, ce qui permet aux spéculateurs de raffler les derniers biens nationaux mis en vente. Il critique son projet de banque nationale, qui profiterait à quelques grandes banques privées et les rendrait maîtresses du gouvernement (50).

Avec les babouvistes

Il fait partie de ces anciens montagnards avec qui les amis de Babeuf tentent de négocier une alliance pour donner quelques chances de succès à la prise de pouvoir insurrectionnelle par les premiers communistes français. Selon Buonarotti, "*il parla longuement de la nécessité d'imprimer à la révolution un caractère véritablement populaire sans lequel elle n'est qu'un jeu de parti*" (51).

Cette curieuse alliance, qui hérissait Daniel Guérin, était évidemment marquée du sceau de l'équivoque, les babouvistes ne voulant pas renoncer à leur perspective communiste et les montagnards ne voulant pas renoncer au principe de la propriété privée, qu'ils avaient si bien défendu, même en 1793.

Sur la fausse dénonciation du policier Grisel, Lindet est inculpé de complicité dans la conjuration ; il est obligé de se cacher. Son frère assure sa défense lors du procès de Vendôme, il n'a aucun mal à démonter le faux de Grisel, si bien qu'il est acquitté le 26 mai 1798 (52).

Le coup d'Etat de brumaire l'éloigne définitivement de la vie politique : il reprend sa profession d'avocat et meurt à Bernay en 1825.

Il s'est voulu le bon gestionnaire de l'économie nationale en temps de guerre, l'exact répartiteur de subsistances devenues rares en raison de la mobilisation générale, il semble avoir voulu contrôler le

(48) F. Pascal, pp. 285 à 288.

(49) F. Pascal, pp. 288 à 290.

(50) F. Pascal, pp. 301 à 303.

(51) Buonarotti, *La Conspiration pour l'égalité*, Editions sociales, 1969, tome I, p. 137.

(52) F. Pascal, p. 314.

bénéfice du cultivateur avec infiniment plus de rigueur que celui du négociant ou du manufacturier. Peut-être en raison d'un souci de l'ordre, qui lui faisait redouter les émeutes de subsistances bien davantage que les révoltes de salariés : les choix politiques et économiques de Lindet s'expliquent en partie par la structure d'une société caractérisée par la petite production agricole et artisanale, par l'insuffisance des transports, par l'impossibilité matérielle d'assurer une production et une ré-

partition de type communiste et réellement égalitaire.

L'itinéraire de Lindet illustre la hardiesse de ces bourgeois révolutionnaires, tous attachés à la propriété privée, mais que leur détermination à défendre la République a conduits à mettre entre parenthèses leurs propres principes et à limiter le profit commercial, afin d'assurer le salut public.

Nicole Perron

1905 :
le Manifeste
des instituteurs
syndicalistes

(Christophe Bitaud)

Aux sources des espoirs et des ambiguïtés du syndicalisme enseignant

MILLE NEUF CENT CINQ est une année riche en événements politiques et sociaux majeurs : la première révolution russe, la loi de séparation de l'Église et de l'État ou la création de la SFIO, pour n'en citer que quelques-uns.

Cette année vit également l'émergence du syndicalisme en milieu enseignant, et plus particulièrement dans le premier degré, avec la publication du Manifeste des instituteurs syndicalistes, dont on verra qu'il marque la volonté des "hussards noirs de la République" à rejoindre le mouvement ouvrier, sans pour autant être dénué d'une certaine ambiguïté.

La liberté syndicale a été reconnue en France par la loi dite Waldeck-Rousseau de 1884, mais les fonctionnaires ne sont pas concernés (ce qui n'empêcha pas la militante Marie Bonneval de fonder dès 1872 un syndicat d'instituteurs, qui demeura à l'état groupusculaire).

Pour contourner la loi, les instituteurs furent nombreux à se regrouper au sein d'amicales régies par la loi de 1901.

Il serait cependant exagéré d'affirmer qu'il s'agissait de syndicats "clandestins". En effet, il n'était pas rare qu'une réunion soit présidée par un inspecteur, quand ce n'était pas le ministre lors des congrès nationaux.

Les amicales se préoccupaient de pédagogie, des valeurs républicaines, bien

plus que des conditions de vie (ne parlons même pas d'exploitation !) des instituteurs.

Les premières tentatives d'organisation syndicale s'effectuèrent donc en rupture avec les amicales, bien que les premiers instituteurs syndicalistes fussent, pour la plupart, issus du mouvement amicaliste, dont ils avaient perçu les limites.

L'action de l'instituteur socialiste Marius Nègre fut déterminante. Il tenta d'entraîner les amicales dans une voie revendicative, mais, au terme de leur congrès de 1903, à Marseille, il dut se rendre à l'évidence : les amicales resteraient des groupes corporatistes. Par ailleurs, la cohabitation entre les directeurs et les adjoints au sein des amicales ne s'effectuait pas sans certains heurts. Tous ces éléments entraînèrent Marius Nègre à fonder "L'émancipation des instituteurs".

Ce ne fut qu'une première étape, car, dès le 13 juillet 1905, il transforma "L'émancipation" en Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et d'institutrices publics de France et des colonies, il en rédigea les statuts et demanda l'adhésion à la Bourse du travail de Paris.

Les réactions ne se firent pas attendre. Bien sûr, le gouvernement ne pouvait accepter que les instituteurs s'organisent en syndicats, et le syndicat de la

Seine fera l'objet de poursuites, sans grandes conséquences dans un premier temps. Mais l'accueil n'était pas toujours des plus chaleureux au sein du mouvement ouvrier, comme nous le verrons ultérieurement.

Ce climat hostile amena les instituteurs syndicalistes à répondre aux critiques et attaques.

Ce sera l'objet du Manifeste des instituteurs syndicalistes, lancé le 26 novembre 1905 par Roussel, Glay et Dufrenne, dont nous citons de larges extraits :

“Si l'on admet qu'il soit dans la nature des choses et de l'intérêt supérieur de l'Etat que la capacité syndicale soit refusée aux agents qui détiennent une partie de la puissance publique, on ne saurait s'en prévaloir pour dénier aux instituteurs le droit de se constituer en syndicats.

Notre enseignement n'est pas un enseignement d'autorité. Ce n'est pas au nom du gouvernement, même républicain, ni même au nom du peuple français, que l'instituteur confère son enseignement : c'est au nom de la vérité. Les rapports mathématiques, les règles de grammaire non plus que les faits d'ordre scientifique, historique, moral qui le constituent ne sauraient dès lors être soumis aux fluctuations d'une majorité.

Il découle de ces principes que le corps des instituteurs a besoin de toute son autonomie, les instituteurs eux-mêmes de la plus large indépendance. Or cette autonomie du corps enseignant primaire et cette indépendance de ces membres ne peuvent être pleinement réalisées que par la constitution en syndicats des associations professionnelles d'instituteurs (...).

Les instituteurs sont, en effet, décidés à se substituer à l'autorité administrative, qui avoue son impuissance devant les ingérences politiques, et aux influences politiques auxquelles ils ont été, jusqu'ici, obligés d'avoir recours pour corriger les injustices administratives, la force syndicale (...).

Les instituteurs réclament la capacité syndicale pleine et entière. Toutefois, il

est profondément injuste d'affirmer que leur préoccupation soit de conquérir le droit de grève (...).

Ils veulent entrer dans les Bourses du travail. Ils veulent appartenir à la Confédération générale du travail (...).

Le syndicat ne nous apparaît point créé uniquement pour défendre les intérêts immédiats de ses membres, mais il nous semble qu'il doit se soucier autant de rendre plus profitable à la collectivité la fonction sociale que ses membres remplissent.”

Ce manifeste est un document très important, car révélateur des espoirs, des revendications des instituteurs, de leur volonté de prendre toute leur place dans la lutte des classes, mais également, ne le cachons pas, des limites et des ambiguïtés qui caractériseront le syndicalisme en milieu enseignant des origines à nos jours.

Bien sûr, les instituteurs signataires l'affirment haut et fort : *“Ils veulent entrer dans les Bourses du travail. Ils veulent appartenir à la Confédération générale du travail.”* Ils témoignent ainsi de leur appartenance au prolétariat. Il faut savoir que les instituteurs de l'époque, les “hussards noirs”, étaient pour la plupart issus de la classe ouvrière. La conscience de classe était donc prégnante. Ils avaient échappé à l'atelier grâce à l'instruction de l'école publique et ressentaient le devoir de transmettre à leur tour le savoir émancipateur aux enfants de la classe ouvrière. Pelloutier ne disait-il pas que *“ce qui manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur”* ? C'est pourquoi on a souvent considéré les instituteurs, et eux-mêmes avaient parfois tendance à se reconnaître comme tels, comme étant l'élite de la classe ouvrière. Ce qui n'est pas sans poser question et peut expliquer certaines réticences de la part des dirigeants du mouvement ouvrier de l'époque.

A cet égard, l'attitude de Paul Delesalle, ouvrier mécanicien, militant anarchiste et secrétaire de la CGT, est assez représentative de l'état d'esprit de ses camarades syndicalistes.

Il fit part de ses inquiétudes dans un article publié par *Les Temps nouveaux* le 11 novembre 1905 :

“Personnellement, j’aurais pas mal de réserves à faire au sujet de syndicats de fonctionnaires ou de salariés de l’Etat, qui, dans le mouvement ouvrier, devraient, à mon avis, avoir une place tout à fait à part. Il est, entre autres, incontestable que ces salariés ont parfois des intérêts contraires à ceux de l’industrie privée, qui sont à la fois exploités comme salariés et comme contribuables. Mais il n’en est pas moins vrai que tous les exploités, le fussent-ils par l’Etat, doivent avoir le droit de se grouper comme bon leur semble. C’est pourquoi l’effort tenté à la fois par les postiers et par les instituteurs mérite tous nos encouragements.”

Le propos peut sembler ambigu. Delessalle encourage certes les instituteurs à construire leurs organisations syndicales, mais il paraît préférer que cela se fasse en dehors de la CGT.

C’est très peu de temps après cet article, le 26 novembre, qu’est lancé le Manifeste des instituteurs syndicalistes, ce qui amène Delessalle à préciser sa pensée, toujours dans un article des *Temps nouveaux* (23 décembre), intitulé *“Les instituteurs et les syndicats”* :

“A la Bourse du travail, les travailleurs manuels se familiarisent — du moins quelques-uns — avec les besognes d’administration, souvent pénibles au début, mais qui n’en sont pas moins fort utiles du point de vue de leur éducation. Et alors, si les instituteurs ne savaient pas y renoncer par avance, je crains que les besognes ne retombent sur eux, car ils y seraient incontestablement les plus aptes la plupart du temps, et ce serait autant de perdu pour l’éducation administrative des manuels.

Ce n’est pas tout. A la Bourse, les instituteurs retrouveraient leurs amis élèves, sur lesquels ils auraient conservé un ascendant incontestable. Ils y trouveraient également les pères de leurs élèves, qui auraient eu souvent vis-à-vis d’eux des obligations tout au moins morales, et je me demande si, réellement, les instituteurs ne seraient pas portés, malgré eux, à bénéficier de cette autorité morale et à devenir les dirigeants d’un mouvement qui doit avant tout rester d’essence exclusivement ouvrière.

D’autant plus que l’instituteur, habitué tant soit peu à parler en public — les bavards, il est vrai, ne manquent pas non plus parmi les manuels —, ayant souvent aussi plus de facilités pour rédiger un manifeste ou un procès-verbal, verrait souvent ces besognes lui incomber, au détriment des manuels, qui ont à faire dans les Bourses du travail leur éducation administrative.

On sait aussi le rôle important rempli par un secrétaire de Bourse du travail en cas de grève, et je me demande si la situation d’un instituteur nommé par le préfet du département — et relevant de lui, il ne faut pas l’oublier — ne serait pas un tant soit peu faussé, puisqu’il serait de son devoir de syndicaliste et, sinon la perte de son gagne-pain, tout au moins l’assurance de déplaire à l’administration qui tient en main son avancement.”

La crainte de Delessalle de voir les instituteurs, travailleurs intellectuels, prendre l’ascendant sur les travailleurs manuels n’était d’ailleurs pas totalement infondée, même s’il convient de la relativiser au regard des enseignements de l’histoire.

En fait, le manifeste est un texte de compromis entre les tendances amicalistes et syndicalistes révolutionnaires.

Il est vrai que les militants issus des amicales sont longtemps demeurés attachés à une conception élitiste et corporatiste du syndicalisme. Nous leur devons certainement le passage du manifeste qui condamne le droit de grève pour les instituteurs, de même que le dernier paragraphe, qui lie intérêt particulier des instituteurs et intérêt général.

Les amicales d’instituteurs se rallieront d’ailleurs à l’Union sacrée en 1914 (tout comme la direction de la CGT, il est vrai à quelques notables exceptions, Monatte par exemple) et ne rejoindront la CGT qu’en 1919.

Nul n’ignore que la grande majorité des syndicalistes enseignants adhérents de la FEN refusera en 1947, au moment de la dernière grande scission syndicale, de choisir entre la CGT et la CGT-FO en se réfugiant dans l’autonomie.

Ne doit-on pas voir une persistance de l'esprit amicaliste dans la propension du syndicalisme enseignant à refuser le confédéralisme (FEN, puis UNSA et FSU) ?

Par ailleurs, le manifeste rappelle fort justement que *"ce n'est pas au nom du gouvernement, même républicain, ni même au nom du peuple français, que l'instituteur confère son enseignement : c'est au nom de la vérité"*.

Rien là que de très louable, d'autant plus que, de tout temps, les gouvernements auront tendance à privilégier l'éducation sur l'instruction, l'actualité la plus récente le confirme.

C'est également la première manifestation de la revendication des instituteurs à voir leur indépendance pédagogique reconnue.

Cela étant, nous ne pouvons ignorer que, par la suite, un certain nombre de militants syndicalistes se préoccupera davantage de recherche pédagogique que de défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs de l'Education nationale.

Nous devons, en revanche, aux instituteurs de la tendance syndicaliste révolutionnaire la volonté affirmée dans le manifeste de rejoindre les Bourses du travail et la CGT. Ce sont eux qui, en rupture avec les amicales, construiront

les syndicats. Ce qui ne fut pas sans danger, comme nous allons le voir avec la suite de l'action du camarade Marius Nègre.

Le manifeste allait donner un nouvel élan à la Fédération des syndicats d'instituteurs. Un grand meeting fut organisé avec succès à Paris le 26 février 1906 : 1 500 instituteurs y participèrent et d'importantes personnalités, telles qu'Anatole France, Jean Jaurès ou Ferdinand Buisson, apportèrent leur soutien.

Dans le même temps, Marius Nègre (qui sera secrétaire général de la fédération de décembre 1905 à mars 1910) œuvra inlassablement à l'intégration des instituteurs au mouvement ouvrier. Il obtint finalement au congrès de Nantes, en 1907, un vote à l'unanimité pour l'adhésion à la CGT.

Les autorités administratives ne tardèrent pas à répliquer. Le 27 avril 1907, le conseil départemental de la Seine révoqua Marius Nègre. Ce dernier devint alors secrétaire permanent, son traitement étant assuré par le syndicat.

Marius Nègre et ses camarades pouvaient être fiers : en rejoignant la CGT, les syndicats d'instituteurs prenaient toute leur place au sein du mouvement ouvrier.

Christophe Bitaud

**Chicago, 1905 :
construire
un syndicat
basé sur la solidarité
de classe**

(Sam Ayache)

“C’est la voie de notre avenir américain, de l’avenir du monde entier”

LE 27 juin 1905, deux cents militants ouvriers se rassemblent à Chicago sous la présidence de “Big Bill” Haywood, dirigeant de la fédération des mineurs de l’Ouest. L’écho des événements qui se déroulent au même moment en Russie retentit dans la salle où ils se réunissent ; Haywood salue la révolution russe, qui se met en marche, par ces mots : *“La voie ouverte par les Russes, c’est la voie de notre avenir américain, de l’avenir du monde entier.”*

A Chicago, il s’agit de construire une confédération syndicale organisée par branche d’industrie et non plus par métier, comme c’était le cas jusqu’alors aux Etats-Unis dans le cadre de l’American Federation of Labor. Voulant regrouper les salariés sur la base de leurs seuls intérêts de classe, ils décident de rompre avec la collaboration de classe qui prévaut à la direction de l’AFL — qu’ils surnomment par dérision *“Separation of Labor”* —, la centrale syndicale fondée et présidée depuis 1886 par Samuel Gompers (1).

Gompers et la direction de l’AFL se désintéressent du sort des travailleurs non qualifiés (les Noirs, les immigrés non anglo-saxons et les femmes) et ne veulent syndiquer que les ouvriers qualifiés, et donc seulement les Blancs d’origine anglo-saxonne ou allemande (et généralement protestants). En 1900, l’AFL

compte 548 000 syndiqués, alors que la population active des Etats-Unis se monte à 26 millions de travailleurs. Or l’immigration aux Etats-Unis atteint à cette époque des niveaux records : la population totale du pays passe de 76 millions d’habitants en 1900 à 106 millions en 1920. Et parmi les nouveaux immigrés, il n’y a qu’une faible proportion d’Anglo-saxons ou d’Allemands : 74,86 % des nouveaux arrivants sont des Slaves (Polonais, Russes, Tchèques...) et des Méditerranéens (Italiens, Monténégrins, Grecs, Arméniens...). En 1912, certaines entreprises américaines comptent jusqu’à 40 nationalités, qui parlent autant (sinon plus) de langues différentes.

Aux délégués qu’il a réunis à la convention de Chicago, William D. Haywood explique ce qu’il reproche à l’AFL :

“L’American Federation of Labor, qui est censée représenter le mouvement syndical de ce pays, n’est pas une organisation de la classe ouvrière. Il y a des organisations qui sont affiliées à l’AFL et qui interdisent d’organiser un homme de couleur, qui interdisent d’étendre les acquis aux étrangers. Ce que nous voulons établir en ce moment, c’est une organisation syndicale qui ouvrira

(1) Samuel Gompers occupera la charge de président de l’AFL jusqu’en 1924, avec une seule interruption en 1894-1895 !

grandes ses portes à tous ceux qui gagnent leur vie soit avec leur cerveau, soit avec leurs muscles.”

Dans un article écrit en 1956, à l’occasion du centenaire de la naissance du syndicaliste socialiste Eugene Victor Debs, James P. Cannon se rappelle à quoi ressemblait le syndicalisme américain dominé par l’AFL de Samuel Gompers, avant 1905 :

“Les syndicats ne rassemblaient qu’une couche étroite des travailleurs qualifiés et privilégiés ; on ne s’était pas encore attaqué sérieusement au problème d’organiser la base du prolétariat dans les industries regroupées en trusts — le point de départ essentiel du développement d’un réel mouvement de classe.”

Le “gompérisme”, un instrument de division de la classe ouvrière

Et le “gompérisme” de l’AFL, c’est le symbole de la compromission du syndicat avec le patronat. Le 29 juin 1905, Eugene Victor Debs, responsable du syndicat des conducteurs de locomotives, jusqu’alors affilié à l’AFL, s’adresse aux délégués réunis à Chicago :

“L’American Federation of Labor a le nombre, mais la classe capitaliste n’a pas peur de l’AFL, bien au contraire. Les journaux capitalistes, ici, dans cette ville, à cet instant, se font les champions de la cause du syndicalisme pur et simple. Depuis que cette convention s’est réunie, il n’y a plus rien dans ces journaux, sinon de la désinformation. Si, au lieu de cela, nous nous étions réunis pour défendre les intérêts de l’AFL, ces journaux, ces journaux capitalistes, auraient rempli leurs colonnes d’articles commentant les travaux effectués ici. Il y a certainement quelque chose qui ne va pas dans cette forme de syndicalisme, dont le principal soutien se trouve dans la presse qui représente le capitalisme ; quelque chose qui ne va pas dans cette forme de syndicalisme, dont les diri-

geants sont les lieutenants du capitalisme ; quelque chose qui ne va pas dans cette forme de syndicalisme, qui forme une alliance avec des combinaisons comme la Fédération civique, dont le seul but est de chloroformer la classe ouvrière pendant que la classe capitaliste lui fait les poches. Il y a ceux qui croient que cette forme de syndicalisme peut être changée de l’intérieur. Ils se trompent complètement.”

Quelques mois plus tard, le 10 décembre 1905, à New York, le même Eugene V. Debs reviendra sur cette question :

« L’ancien syndicalisme est organisé sur la base de l’identité des intérêts du capitaliste et des classes laborieuses. Il passe son temps et son énergie à essayer d’harmoniser ces deux classes essentiellement antagonistes ; et donc, ce syndicalisme a à sa tête un bureau d’harmonisation appelé la Fédération civique. Cette fédération se divise en trois parties : une partie représente la classe capitaliste ; une partie est censée représenter la classe ouvrière, et il y a encore une partie dont on dit qu’elle représente “le public”... La classe ouvrière est représentée par Samuel Gompers, le président de l’AFL (sifflets et cris : “Dehors !”)... La division en métiers, c’est la mort de l’unité de classe. S’organiser en fonction du métier signifie diviser la classe ouvrière et en faire la proie facile de la classe capitaliste. La classe ouvrière ne peut être organisée syndicalement efficacement que sur des bases de classe.”

Et le cheminot Eugene V. Debs rappelle son expérience des syndicats de métiers :

“J’ai vu les contrôleurs de la Chicago, Burlington & Quincy Railway, organisés dans un syndicat de métier, prendre la place des mécaniciens de locomotive grévistes de la même compagnie. J’ai vu les employés du Missouri, Kansas & Texas Railway, organisés en plusieurs syndicats de métier, faire corps avec leur patron, balayant complètement le syndicat des télégraphistes, 1 300 d’entre eux perdant leur emploi. J’ai vu ces mêmes syndicats de métier, il y a quelque temps, sur les lignes du Nor-

thern Pacific et de la Great Northern. Je les ai vus faire cause commune avec les patrons pour écraser le syndicat des télégraphistes, vaincre les grévistes, leurs propres camarades syndiqués et leurs collègues de travail. Il y a quelques semaines, dans la ville de Chicago, les aiguilleurs du Gand Trunk ont fait grève ; tous leurs collègues syndiqués sont restés au travail et ont servi docilement le patron jusqu'à ce que les aiguilleurs soient battus, et maintenant les aiguilleurs syndiqués sont dispersés et cherchent du travail. Récemment, les machinistes ont fait grève à Chicago. Ils ont engagé l'action syndicale tous ensemble, sous la direction de leur syndicat de métier. Les collègues syndiqués sont tous restés à leur poste de travail, jusqu'à ce que les machinistes soient complètement battus, et maintenant leur organisation sur la ville est sur le point de s'effondrer."

La création des Industrial Workers of the World

Contre le "gompérisme" de l'AFL, qui dresse les salariés les uns contre les autres au compte du capitalisme, comme le démontrent si bien Eugene V. Debs et "Big" Bill Haywood, les délégués réunis en juin 1905 à Chicago entendent donc construire une confédération syndicale fondée sur des syndicats d'industrie, afin que tous les salariés d'une même entreprise puissent enfin s'unir ensemble dans un même syndicat. Ils veulent "*One Big Union*", un seul grand syndicat. Et pour bien souligner qu'ils sont partisans du syndicalisme d'industrie, ils décident de prendre le nom de "Industrial Workers of the World", les "Travailleurs industriels du monde".

Le terme "*du monde*" paraît a priori surprenant, et même s'il a comme sens premier de considérer cette nouvelle organisation comme celle des travailleurs de l'ensemble des Etats des Etats-Unis, il est tout aussi vrai que l'on retrouve sur le sol des Etats-Unis, à cette époque, des

représentants de quasiment toutes les nations du monde. La revendication de solidarité internationale n'est donc pas une simple rhétorique, c'est une nécessité objective, qui recouvre la réalité sociale de la classe ouvrière. Ainsi, lors de la célèbre grève dans l'industrie textile en 1912, à Lawrence, dans le Massachusetts, Elizabeth Gurley Flynn, organisatrice des IWW, se rend compte que les grévistes — en majorité des femmes — comptent dans leurs rangs 25 nationalités différentes parlant 45 langues. Les grévistes s'organisent pour traduire toutes les revendications en rapportant chaque jour l'état des négociations avec le patronat dans les différentes langues, afin que chacun soit en mesure de se prononcer en connaissance de cause sur la suite du mouvement. Cette grève est restée dans la mémoire du mouvement ouvrier à cause de la chanson *Bread and Roses* composée à cette époque. L'histoire de cette chanson est significative du combat pour l'unité ouvrière à l'origine des IWW : lors d'une manifestation, alors que les 35 000 grévistes portaient des pancartes chacun dans sa langue (serbo-croate, yiddish, italien, grec), un groupe de femmes prit l'initiative de fabriquer une banderole réclamant "*Du pain et des roses*" pour résumer de manière simple et poétique toutes les revendications (15 % d'augmentation de salaire ; abolition des primes à la tête du client ; les heures supplémentaires payées double ; pas de discrimination contre les grévistes ; arrêt de l'augmentation des cadences ; arrêt des discriminations contre les ouvriers étrangers).

Voici quelques extraits du manifeste adopté par la convention de Chicago, qui a donné naissance aux Industrial Workers of the World :

"Les divisions de métiers empêchent le développement de la conscience de classe des travailleurs, engendrent l'idée d'une harmonie d'intérêts entre l'exploiteur patronal et l'esclave salarié... Les maux économiques universels qui tourmentent la classe ouvrière ne peuvent être extirpés que par un mouvement ouvrier universel. Un tel mouvement de la classe ouvrière est impossible tant que des accords séparés de métiers et de sa-

lares profitent à l'employeur contre d'autres métiers de la même industrie, et tant que les forces sont gaspillées en luttes de juridiction stériles, qui ne servent qu'à augmenter le pouvoir personnel des dirigeants syndicaux. Un mouvement qui remplit ces conditions doit consister en un seul grand syndicat d'industrie englobant toute l'industrie... Il doit être basé sur la lutte des classes, et son orientation générale doit être menée en fonction de la reconnaissance du conflit inévitable qui oppose la classe capitaliste à la classe ouvrière."

Clôturent la réunion de Chicago, Bill Haywood a tenu à rappeler que la nouvelle organisation syndicale "ne reconnaît ni la race, ni la croyance, ni la couleur, ni le sexe ou les anciennes conditions de servitude".

Les dirigeants des IWW

Dès le départ, les travailleurs récemment immigrés rejoignent les IWW — en 1900, 14 millions d'Américains sont des immigrés récents, et on a vu que ce nombre va s'accroître considérablement encore au cours des décennies suivantes et que la majorité d'entre eux ne sont pas anglo-saxons. Ainsi Carlo Tresca, dirigeant du syndicat des cheminots italiens, s'installe en Pennsylvanie en 1904. Il rencontre Elizabeth Gurley Flynn, dont il partage la vie et l'activité syndicale au sein des IWW. Carlo Tresca mène une double activité, syndicale en Amérique et politique en direction de l'Italie (il publie le journal antifasciste *Il Martello*). Il est assassiné en 1943 à New York, sans doute par des fascistes italiens (il n'y aura pas d'enquête sérieuse pour rechercher les auteurs de ce crime).

Joe Hill

De même, Joel Emmanuel Haaglång, alias Joseph Hillstrom, plus connu sous le nom de Joe Hill (né en 1879 à Gavle, en Suède, condamné à mort à la suite d'un procès truqué et fusillé le 19 novembre 1915 à Salt Lake City, Utah) : on sait qu'il est arrivé aux Etats-Unis en

1902 et qu'il a exercé un grand nombre de métiers (pianiste dans un bar, mineur de cuivre, ouvrier agricole, marin, etc.). Au cours de cette vie professionnelle très mouvementée, il a adhéré en 1910 aux Industrial Workers of the World, et c'est au compte de ce syndicat qu'il a écrit un nombre impressionnant de chansons pour soutenir les grèves — souvent à partir d'hymnes religieux ou de chansons à la mode. Il est l'auteur de *The Rebel Girl*, chanson écrite en l'honneur d'Elizabeth G. Flynn, peu de temps avant d'être fusillé.

On l'a vu lors de la convention de Chicago, les femmes, les Noirs et les "Native Americans", les "Indiens", font également leur entrée dans la direction des IWW.

Le premier dirigeant syndicaliste noir

Né en 1879, Frank Little se présente ainsi : "A moitié Blanc, à moitié Indien, mais entièrement IWW." Membre de la direction des IWW en 1916, il est assassiné par lynchage en 1917. Le docker Ben Fletcher (né à Philadelphie en 1890 — date de décès inconnue) est le premier dirigeant syndicaliste noir. Grâce à la solidarité ouvrière, il mène une grève victorieuse en 1917 pour une augmentation de salaires de 65 cents l'heure. Il est condamné à des années de prison dès l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1917. Autre dirigeant noir, Hubert Harrison est né en 1883 à Saint Croix, dans les îles Vierges. A l'âge de 17 ans, il part travailler à New York comme portier, puis garçon d'ascenseur dans un hôtel. Mais, la nuit, il suit des cours de sociologie, de science, de psychologie, etc. Max Eastman, directeur du journal *The Masses*, lui ouvre les colonnes de son journal. Il adhère aux IWW, puis au Parti socialiste. Surnommé le "Socrate noir", il est le premier théoricien de l'émancipation sociale des Noirs. En 1917, il rompt avec le dirigeant noir William Du Bois, fondateur de l'Association pour l'avancement des gens de couleur, qui proposait "de serrer les rangs" derrière

la bannière étoilée en 1917, au moment de la déclaration de guerre des Etats-Unis. Contre Du Bois, Harrison publie en 1917 *The Negro and the Nation*, qui se prononce contre "l'union sacrée" et pour des revendications spécifiques aux Noirs. En septembre 1922, il tient un meeting public à New York : la police est obligée d'interrompre la circulation tellement il y a de monde dans les rues. A cette époque, il rompt avec le Parti socialiste. Il meurt en 1927, peu de temps après avoir adhéré à un parti noir, le Universal Negro Improvement Association.

Mother Jones

Mary Harris est connue sous le nom de "Mother Jones". Née en 1830 (ou 1837) à Cork, en Irlande, sa famille s'installe en Amérique en 1835, d'abord aux Etats-Unis, puis à Toronto, au Canada. Elle entre à l'école normale, mais, finalement, elle s'installe comme couturière aux Etats-Unis. En 1861, elle épouse George Jones, dont elle a quatre enfants : George exerce le métier de fondeur et il milite dans le syndicat à Memphis, Tennessee. Mais en 1867, une épidémie de fièvre jaune emporte ses enfants, puis son mari. Seule survivante de sa famille, elle s'installe à Chicago, où elle ouvre un magasin de confection. En 1871, son magasin est détruit dans un incendie. Ce nouveau drame personnel l'incite à se consacrer de plus en plus à l'activité des syndicats, dont elle devient la figure marquante : en 1877, elle part soutenir la grève des cheminots de Pittsburgh, puis, en 1899, elle organise le syndicat de Pennsylvanie. A la convention de Chicago, en 1905, celle que l'on surnomme désormais "Mother Jones" est devenue une militante unanimement respectée ; elle apporte un soutien précieux à la construction des IWW. En 1906, "Mother Jones" organise la campagne de solidarité avec les trois dirigeants mineurs IWW, Big Bill Haywood, Moyer et Pettibone, lorsqu'ils sont emprisonnés dans l'Idaho. En 1911, alors qu'elle dépasse les 80 ans, "Mother Jones" part soutenir la révolution au Mexique. Elle est arrêtée à Homestead en 1919 dans le cadre

des grandes rafles de la "Red Scare" — littéralement "la peur des rouges" — organisées par John Edgar Hoover. En 1924, elle continue à s'occuper du syndicat de la confection à Chicago. Elle meurt en 1930, à l'âge de 100 ans ! Selon l'avocat Clarence Darrow, "*Mother Jones est l'une des figures les plus impressionnantes et les plus marquantes du mouvement syndical américain*".

Lucy Parsons

Il y a Lucy Parsons, née vers 1853. Ses parents étaient sans doute des esclaves et elle vit en ménage avec un ancien esclave, Oliver Gathings, quand elle rencontre celui qui allait devenir son second mari, Albert Parsons. Au Texas, ce militant anarchiste faisait la tournée des anciens esclaves pour les enregistrer sur les listes électorales. Menacés de lynchage — c'est une pratique courante à l'époque dans le Sud pour se débarrasser des activistes noirs, et Albert lui-même est blessé d'un coup de revolver à la jambe —, Lucy et Albert s'installent à Chicago. De toute façon, Lucy et Albert ne pouvaient pas se marier au Texas du fait des lois racistes interdisant le mariage entre Blancs et Noirs. C'est à Chicago que le couple mène campagne pour la journée de 8 heures, le 1^{er} mai 1886. A la suite des célèbres émeutes de Haymarket — une bombe explose aux pieds des policiers —, la répression s'abat sur Albert Parsons : il est condamné à mort avec trois autres militants ouvriers. Albert Parsons est pendu le 11 novembre 1887. Pour commémorer la tragédie de Haymarket, à Chicago, le 1^{er} Mai devient le symbole de la lutte internationale des travailleurs. Ce destin tragique plonge Lucy et ses enfants dans la misère : c'est la solidarité ouvrière qui permet à Lucy de survivre. Au lieu de s'abandonner au chagrin, elle devient une militante infatigable de la cause ouvrière, et c'est tout naturellement qu'elle trouve sa place à la direction des IWW.

Les fondateurs les plus connus des IWW sont des dirigeants socialistes : Daniel DeLeon, Eugene V. Debs et "Big" Bill Haywood.

Daniel DeLeon

Si les deux derniers ont une longue expérience de la lutte syndicale, Daniel DeLeon (1852-1914) occupe une place à part au sein des IWW. Originaire de Curaçao, dans les Antilles néerlandaises, il est issu d'un milieu cultivé ; il a fait ses études en Europe. Professeur de droit international, il préfère cependant renoncer à une brillante carrière universitaire pour se consacrer à la cause de l'émancipation ouvrière en adhérant au Parti socialiste ouvrier, un parti formé en majorité d'immigrés allemands — Engels avait critiqué ce parti, qui, selon lui, "était appelé à jouer un rôle très important, mais ne pouvait le faire tant qu'il ne deviendrait pas complètement américain". Fort de ses connaissances linguistiques, Daniel DeLeon s'est employé à traduire en américain et à populariser les œuvres de Marx et d'Engels. C'est à cause de la forte personnalité de Daniel DeLeon que l'on a accusé le Parti socialiste ouvrier d'avoir inventé le "culte de la personnalité". Dans son *Histoire du mouvement ouvrier aux Etats-Unis*, Daniel Guérin qualifie DeLeon de "socialiste autoritaire" et le rend en partie responsable de la scission des IWW en 1912.

Quelles relations le parti doit-il avoir avec le syndicat ?

En mars 1905, fustigeant les "intellectuels" incapables de comprendre l'importance du travail syndical, DeLeon écrit :

« L'organisation économique spécifique du mouvement ouvrier, en bref le syndicat, est indispensable en Amérique pour l'émancipation de la classe ouvrière. Pas de syndicat, pas de république socialiste... Sans les régiments du syndicat doté d'une conscience de classe qui suivent de près leur avant-garde, les socialistes "soigneusement sélectionnés", auxquels la machine électorale de la classe capitaliste daigne accorder quelque "victoire", perdront à coup sûr

tout leur honneur... C'est le Parti socialiste ouvrier, une organisation politique et non pas économique, qui a allumé sur la voie du mouvement ouvrier américain l'indispensable lumière sur le syndicalisme. »

L'image est belle, mais très ambiguë : quelles relations le parti doit-il avoir avec le syndicat ? Au nom de quels principes le syndicat devrait-il "suivre de près l'avant-garde" ? Dans un article paru dans le *Daily People* en janvier 1906, DeLeon défend le syndicalisme "industriel" :

"Le syndicalisme d'industrie, c'est le système d'organisation économique de la classe ouvrière, qui rejette l'idée que les travailleurs et la classe capitaliste sont des frères ; qui reconnaît le caractère inéluctable du conflit entre les deux ; qui comprend que la lutte ne pourra, parce qu'elle ne le peut pas, se terminer que lorsque la classe capitaliste sera renversée du dos des travailleurs ; qui reconnaît qu'une atteinte contre un seul ouvrier, c'est une atteinte contre tous les ouvriers ; et qui, par conséquent, et en vue de ce but, organise la classe ouvrière dans sa totalité dans un **seul syndicat**, lui-même subdivisé en autant de structures que l'organisation du travail l'exige, de façon à combattre comme un **seul organisme** pour l'amélioration immédiate de ses membres et pour leur émancipation finale par le renversement total de la classe capitaliste, son économie et sa domination politique."

On retrouve bien, dans les propos de Daniel DeLeon, les mêmes préoccupations que dans la Charte d'Amiens, adoptée par la CGT en France au cours de cette même année 1906 : lier les revendications immédiates à la lutte pour l'abolition du capitalisme. Mais DeLeon conclut cet article par la même ambiguïté, puisqu'il qualifie ce syndicalisme de "syndicat industriel socialiste" ("Socialist Industrial Union"). A la réunion de l'Internationale socialiste de Stuttgart, DeLeon s'entretient avec Jules Guesde au sujet de la Charte d'Amiens. De cet échange, DeLeon tire la conclusion que le "syndicalisme" est une spécificité française et que les positions de Guesde

(qui se réclame de l'enseignement de Marx) et de Hervé (qui se réclame du "syndicalisme") ne sont contradictoires qu'en apparence. De façon très ironique, l'histoire allait donner raison à DeLeon : dès 1914, Guesde et Hervé se sont rangés tous les deux dans le camp de l'Union sacrée !

Eugene V. Debs

Lénine, rendant hommage à Daniel DeLeon, a affirmé que sa conception du "syndicalisme" s'apparentait plutôt à une structure de type "soviétique". Même Eugene V. Debs, qui siège pourtant aux côtés de DeLeon à la direction du PS d'Amérique — unifié depuis 1901 —, reconnaît devant les délégués réunis à la convention de Chicago que son accord avec DeLeon sur la question syndicale revêt un caractère exceptionnel, à la hauteur de l'événement :

"Laissez-moi vous dire que je suis d'accord avec le camarade DeLeon au moins sur un point crucial. Nous n'avons pas été les meilleurs amis dans le passé, mais le tourbillon de la vie apporte des changements merveilleux. Je me retrouve en rupture avec des gens que j'ai côtoyés de près, et je me rapproche de gens dont j'étais très éloigné. Mais cela ne fait rien. Voilà bien longtemps que je me suis fait à l'idée de poursuivre la voie que je m'étais tracée. Un homme n'est pas digne, selon moi, de se mettre au service de la classe ouvrière s'il n'a pas la force morale, quand cela est nécessaire, de rompre toutes les relations personnelles pour servir cette classe comme il comprend que c'est son devoir de le faire."

Quand il prend la parole devant les délégués de la convention de Chicago, Eugene Victor Debs fait figure de vétéran du syndicalisme. Né en 1855 à Terre Haute, Indiana, il est cheminot depuis 1871, et, après avoir rempli un mandat politique au compte du Parti démocrate, il a dirigé le syndicat des chauffeurs de locomotive. En 1894, alors qu'il défend les grévistes de chez Pullman, il est arrêté et condamné à 6 mois de prison — il a pour avocat Clarence Darrow, le futur défenseur de

William D. Haywood en 1905, dans l'Idaho, puis celui de Thomas Scopes, dans le "Procès du singe", en 1925, à Dayton, Tennessee. Au cours de sa détention à la prison de Woodstock, Illinois, il rencontre un autre détenu, le socialiste (réformiste) Victor Berger, qui lui fait découvrir le marxisme. Une fois libéré, Eugene V. Debs constitue le Parti social-démocrate d'Amérique avec Victor Berger et Ella Reeve Bloor.

Candidat à la présidence des Etats-Unis en 1900 au nom de ce parti, Debs recueille 96 116 voix. A partir de 1901, le Parti socialiste d'Amérique unifie le Parti social-démocrate de Debs et le Parti socialiste ouvrier de DeLeon. Debs sera à nouveau candidat à la présidentielle en 1904, puis en 1908 (420 713 voix, soit quatre fois plus de voix qu'en 1900), en 1912 (897 011 voix). En 1920 — alors qu'il est au pénitencier d'Atlanta depuis 1918, condamné à 10 ans de prison pour s'être opposé à la législation anti-ouvrière adoptée par le président "démocrate" Wilson (2) —, il recueille 919 799 voix. Gracié par le président Warren G. Har-

(2) Réélu à la présidence en novembre 1916 sur le mot d'ordre "Il vous a préservés de la guerre", Woodrow Wilson demande au Congrès, en avril 1917, de déclarer la guerre à l'Empire allemand. Dès le 15 juin 1917, Wilson fait voter au Congrès un "Espionage Act", qui interdit toute critique publique de la politique du gouvernement américain quand les Etats-Unis sont en guerre. Bien entendu, en rapport avec le développement de la révolution russe, cette loi assimile la grève (ou le simple appel à la grève) à un acte de sabotage. Au titre de cette loi, Eugene V. Debs est arrêté en 1918 pour avoir prononcé un discours antiguerre dans l'Ohio. Malgré sa grande popularité — ou plutôt en raison de son prestige auprès des ouvriers américains —, Debs écope de la peine maximale de 10 ans de prison et ne sera gracié qu'en 1921 par le successeur de Wilson ! Le 16 mai 1918, Wilson et son ministre de la Justice, A. Mitchell Palmer (aidés du jeune Edgar Hoover, qui fait son entrée en politique), font voter une deuxième loi, appelée "US Sedition Act", qui aggrave l'article 3 de l'"Espionage Act" en fixant une peine minimale au lieu d'une peine maximale : tout acte antigouvernemental est considéré comme "séditieux" en temps de guerre et devient passible "d'au moins 10 000 dollars d'amende ou d'au moins 20 années d'emprisonnement, ou des deux peines à la fois". Bill Haywood est condamné à 20 ans de prison au titre du "US Sedition Act", mais il s'évade dès qu'il est remis en liberté conditionnelle. L'"Espionage Act" et l'"US Sedition Act" sont abrogés en 1921.

ding en décembre 1921, il meurt en 1926.

Bill Haywood

William Dudley Haywood est l'autre grande figure du syndicalisme américain qui compte parmi les fondateurs des IWW. Né en 1869 à Salt Lake City, Utah, il doit son surnom de "*Big Bill*" à son imposante carrure. Il a commencé à travailler à la mine dans la Nevada dès l'âge de 9 ans, mais il a également été "*cow-boy*" pendant quelques mois. Adhérent de la Western Federation of Miners depuis 1896, c'est un militant infatigable. Trésorier du syndicat, il adhère au Parti socialiste à sa fondation, en 1901. A la convention de Chicago, "*Big*" Bill Haywood apporte aux IWW le poids décisif de sa fédération syndicale. Comprenant l'enjeu que représente cette puissante fédération au sein des IWW, le patronat monte un procès criminel contre Haywood et les dirigeants de la Western Federation of Miners : avec deux autres responsables syndicaux, Moyer et Pettibone, Haywood est accusé du meurtre de Streunenberg, l'ancien gouverneur de l'Idaho (3). Puisqu'il est en prison, le Parti socialiste le présente comme candidat au poste de gouverneur du Colorado et Haywood mène campagne depuis le pénitencier, tandis qu'à l'extérieur Mother Jones organise la solidarité ouvrière en tenant des meetings et des manifestations. Magistralement défendus par l'avocat Clarence Darrow, tous les accusés sont acquittés en juillet 1906. Mais en 1908, c'est son propre camarade Moyer qui le chasse de la direction de la fédération des mineurs, et, pour finir, Victor Berger l'expulse de la direction du Parti socialiste (4) en 1912 ! Mais il en faut bien plus pour démonter ce colosse et "*Big Bill*" est de tous les combats : avec Elizabeth Gurley Flynn, il organise la grève de Lawrence, Massachusetts. Dès 1917, il soutient la révolution russe, et c'est au titre d'une des lois anti-ouvrières de Wilson qu'il est poursuivi en justice — comme son camarade Eugene V. Debs. Cependant, au cours de la procédure, les avocats obtiennent sa mise

en liberté provisoire : "*Big Bill*" en profite pour s'évader et on le retrouve en 1921 en Russie, où il participe activement à la fondation de la III^e Internationale, puis de l'Internationale syndicale rouge. C'est à Moscou qu'il rencontre un jeune militant IWW, fondateur du Parti communiste des Etats-Unis et futur dirigeant trotskyste, James Patrick Cannon, avec lequel il se lie d'amitié. "*Big Bill*" Haywood meurt en 1928 à Moscou.

Né en 1890 à Rosedale, Kansas, dans une famille d'immigrés irlandais, James P. Cannon commence à travailler dès l'âge de 12 ans. Son père, après avoir soutenu la campagne du "*populiste*" William Jennings Bryan — le futur procureur du "*Procès du singe*" en 1925, où il sera opposé à l'avocat Clarence Darrow —, se met au service du socialiste Eugene Victor Debs, dont il diffuse le journal, *Appeal to Reason*, auprès de ses voisins. L'une des premières tâches politiques accomplies par le jeune James P. Cannon sera précisément la diffusion militante de ce journal. A 17 ans, James P. Cannon devient "*traveling organizer*" — délégué syndical itinérant — des IWW. Il fait partie des "*Wobblies*", de ceux qui n'ont pas d'attache, qui n'ont pas d'autre patrie que leur organisation syndicale, bref des militants révolutionnaires.

L'héritage des Industrial Workers of the World

L'accord réalisé à Chicago entre les différentes tendances du syndicalisme de classe n'a pas duré très longtemps. Dès le second congrès de Chicago, en 1906, le président des IWW, Charles O. Sherman, se fait démettre de son mandat : il est remplacé par le jeune Vincent St. John, bientôt surnommé "*The Saint*".

(3) La police qui vient arrêter Haywood le trouve en galante compagnie.

(4) L'aile réformiste droitière du parti s'appuie sur les "*socialistes chrétiens*", un groupe de plus de 300 prédicateurs protestants, qui, à la convention de 1912, a fait adopter un nouvel article 11 des statuts du parti qui interdit aux adhérents de "*prêcher la violence*".

C'est la seule fois dans l'histoire du syndicalisme américain qu'un président en exercice se fait désavouer parce qu'il n'est pas assez révolutionnaire ! La seconde scission se produit en 1908 avec la fraction DeLeon, qui refuse "l'action directe" des IWW. En conséquence, les IWW dirigés par "The Saint" abandonnent toute référence à la politique. Sur cette lancée, les IWW refuseront plus tard d'adhérer à la III^e Internationale et à l'Internationale syndicale rouge, alors qu'à titre personnel Cannon, Haywood, et plus tard Elizabeth G. Flynn rejoignent la III^e Internationale.

Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience des IWW quand on sait qu'il a fallu attendre les années 1930 pour voir se constituer un véritable syndicalisme industriel de masse aux Etats-Unis avec le CIO, "Congress for Industrial Organisation" — qui fusionnera avec l'AFL dans les années 1950 ? Pour répondre à cette question, laissons la parole à James P. Cannon :

"Le CIO n'est devenu possible qu'après et parce que les IWW se sont faits le champion et ont popularisé le programme du syndicalisme industriel en paroles et en actions. Cela seul —

l'enseignement et l'exemple sur le terrain du syndicalisme — serait suffisant pour établir la signification historique des IWW en tant qu'initiateur, avant-coureur des syndicats industriels modernes, et de ce fait justifie mille fois tous les efforts et les sacrifices faits par autant de gens.

Mais les IWW étaient plus qu'un syndicat. C'était aussi — en même temps — une organisation révolutionnaire, dont les idées simples et percutantes ont inspiré et fait avancer les meilleurs jeunes militants, la fine fleur d'une génération radicalisée. Cela, par-dessus tout, c'est ce qui auréole de gloire le nom des IWW...

En tant qu'organisation de révolutionnaires, unis pas seulement sur les intérêts économiques immédiats qui lient tous les travailleurs ensemble dans un syndicat, mais par une doctrine et un programme, les IWW étaient en pratique, sinon en théorie, bien en avance sur les autres expériences sur ce terrain à leur époque, même si les IWW se disaient un syndicat et que les autres s'appelaient des partis."

Sam Ayache

"Si jamais je deviens soldat"

Nous dépensons des milliards chaque année pour des canons et des munitions

Notre armée et notre marine nous coûtent cher pour rester en bon état

Alors que des millions de gens vivent dans la misère et que des millions meurent devant nous

Ne chantez pas "Ma patrie, tout est pour toi", mais chantez à la place ce petit refrain :

Si jamais je deviens soldat, c'est sous la drapeau rouge que je veux combattre

Si jamais je porte un fusil, c'est pour en finir avec la puissance des tyrans

Rejoignez l'armée des exploités, hommes et femmes, formez vos rangs

Debout les esclaves du salariat

Faites votre devoir pour la bonne cause, pour la terre et pour la liberté !

Et plus d'une fille pure et belle

Son amour et sa fierté doit déposer son offrande

Sur l'autel du dieu de la finance par désespoir

Pour remplir le coffre du maître.

L'or qui paie la puissante flotte

Est tiré de la tendre jeunesse.

Et dans les rues les hommes doivent

Marcher au pas dans le froid du vent d'hiver.

Pourquoi faut-il envoyer ces sinistres canons

A des milliers de miles au-delà des océans,

Là où aucune flotte hostile ne peut jamais aller ?

N'est-ce pas une drôle de chose ?

Si tu n'en connais pas la raison

Alors, fais la grève pour de meilleurs salaires

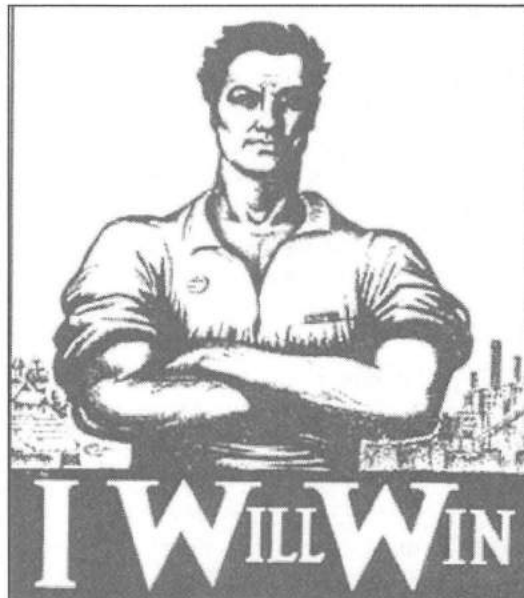
Et alors, mes amis, si vous n'êtes pas morts

Vous chanterez longtemps cette chanson.

Joe Hill (prison de Salt Lake City, Utah, mars 1913)



Deux affiches
des Industrial
Workers
of the World.





Max Eastman, James P. Cannon et "Big Bill" Haywood à Moscou, en 1922.



"Big Bill" Haywood.

Pages oubliées

Stieklov (1873-1941), qui utilise d'ordinaire le prénom de Iouri, est le pseudonyme de Grigori Nakhamhes, l'un des premiers organisateurs des cercles sociaux-démocrates en Russie dès 1893. En 1894, il est exilé dix ans dans la région de Iakoutsk, en Sibérie.

En 1899, il s'enfuit à l'étranger. Au deuxième congrès du POSDR, il se range du côté des bolcheviks, puis adopte une position dite "conciliatrice" entre les deux fractions. De 1908 à 1914, il participe activement aux travaux de la fraction parlementaire social-démocrate (15 députés dans la troisième Douma, 13 dans la quatrième). En mars 1917, il est élu au comité exécutif du soviet, rédacteur en chef des *Izvestia* du soviet de Petrograd, adopte une position dite de "défensisme révolutionnaire", c'est-à-dire de justification de la guerre après le renversement de la monarchie (que Lénine critique vigoureusement). Il se rapproche à nouveau des bolcheviks au cours de l'été. Elu au comité exécutif central des soviets le 26 octobre 1917, il en reste longtemps membre, mais ne participe plus dès lors vraiment à la vie politique active du pays et se consacre à écrire. Il rédige par exemple une biographie de Karl Marx, de Tchernychevski (l'auteur du roman *Que faire ?*), de Bakounine, de Proudhon, de Paul Lafargue, une histoire de la Première Internationale. Il meurt en 1941 sans que nous sachions s'il a été liquidé ou s'il a fait partie de ce minuscule contingent de vieux-bolcheviks de second rang que Staline a laissés en vie pour illustrer la continuité affichée et prétendue entre son régime et la révolution d'Octobre. Les pages ci-dessous sont extraites d'une brochure qu'il a consacrée à l'activité du groupe parlementaire social-démocrate dans la troisième Douma. Elles donnent une idée des principaux problèmes qui assaillaient la classe ouvrière au cours d'une période de réaction marquée entre autres par la répression brutale contre les syndicats qui s'étaient constitués au cours de la révolution de 1905 (1).

(1) Voir à ce propos, dans le n° 25 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, l'article sur la création des premiers syndicats en Russie.

Grigori Stieklov : La Fraction social-démocrate dans la troisième Douma : la question ouvrière

SI la troisième Douma négligeait les intérêts des paysans, elle s'occupait encore moins des questions ouvrières. Elle n'avait aucune sympathie pour cette classe turbulente, qui avait joué un rôle prépondérant dans la révolution de 1905, et elle ne nourrissait, d'autre part, aucun espoir de gagner jamais les prolétaires comme électeurs, vu que le prolétariat témoigna plus d'une fois son attachement profond et inaltérable à la social-démocratie.

Lors de l'élection de la commission ouvrière de la Douma, la fraction social-démocrate demanda qu'on mît avant tout à l'ordre du jour les projets de loi sur la liberté des syndicats professionnels (qui sont systématiquement persécutés par l'administration), sur la liberté de grève, ensuite que la commission discutât la question de protection des femmes et des enfants, celle de la limitation de la journée de travail, de la réorganisation de l'inspection du travail, transformée en organe de mouchardage policier, et enfin la question très urgente du chômage.

Les députés social-démocrates profitèrent de la discussion des budgets des divers départements pour traiter à fond les questions touchant la condition et les intérêts des ouvriers qui y sont occupés ; on sait que la situation des ouvriers oc-

cupés dans les entreprises d'Etat est dans la plupart des cas beaucoup plus triste que dans les entreprises privées mêmes. Ainsi, le camarade Yégoroff prit la défense des ouvriers mineurs de l'Oural du milieu desquels il est lui-même sorti ; Bélooussoff parla en faveur des ouvriers des postes, télégraphes et téléphones ; Kouznétzoff et Zacharoff, des ouvriers de la voie ferrée. Polétaleff et Kouznétzoff parlèrent de la situation générale du prolétariat russe créée par la politique du gouvernement, et notamment par celle du ministère nouveau-né du Commerce et de l'Industrie, qui n'est qu'un comité nouveau de la classe capitaliste créé pour duper et mater les ouvriers. Ils montrèrent que toutes les réformes touchant la protection du travail avaient été arrachées au gouvernement par le mouvement gréviste, en sorte que la sollicitude du gouvernement est directement proportionnée à l'énergie et au degré d'organisation de la classe ouvrière. Sitôt que cette énergie s'affaiblit, le gouvernement s'empresse de reprendre aux ouvriers toutes leurs conquêtes, et le ministère du Commerce et de l'Industrie récemment créé procède de la même façon. L'institution de l'inspection du travail se transforma en organisation purement policière ; lorsque les inspecteurs

se mêlent aux conflits entre les ouvriers et les capitalistes, c'est toujours dans l'intérêt des patrons. Quant aux inspectrices pour la protection du travail des femmes, il n'en existe point en Russie. Tout autrement se conduit le gouvernement envers les industriels. Il va à l'encontre des toutes les réclamations des capitalistes, il soutient les syndicats, trusts, cartels et unions des entrepreneurs, bien que leurs tendances soient hostiles aux intérêts de la masse des populations ; au contraire, toutes les tentatives d'organisation ouvrière sont étranglées sans merci. La classe ouvrière n'attend rien ni du gouvernement ni de la troisième Douma ; elle sait qu'elle ne peut atteindre l'amélioration de son sort que de son activité propre, tant sur le terrain économique que politique ; pour arriver à leur but, les ouvriers lutteront comme auparavant, sans reculer devant la grève générale.

Mais la chasse aux organisations ouvrières allant toujours son train, la fraction social-démocrate adressa le 4 avril 1908 une interpellation au ministère sur les persécutions dirigées contre les unions professionnelles ouvrières. Le "règlement provisoire" du 4 mars 1906, qui remplace en Russie la loi sur les sociétés et unions, met les syndicats ouvriers dans une position très difficile et ne leur accorde que des droits minimes, tout à fait insuffisants pour la défense sérieuse de leurs intérêts économiques. Mais même ces droits minimes leur sont enlevés par les "conseils locaux de sociétés et d'unions" et par l'administration locale. Les refus d'enregistrement sans motif et sans demande d'explication aux personnes intéressées, les perquisitions, les arrestations, les expulsions par voie administrative des membres les plus actifs des unions existantes, les suspensions arbitraires des journaux professionnels et la fermeture des sociétés ouvrières, tels sont les procédés ignobles employés par le gouvernement pour briser les velléités d'organisation ouvrière, celle-ci fût-elle purement économique et professionnelle. Ces répressions augmentèrent surtout après la publication de la circulaire du département de police où il était enjoint à l'administration locale

de prêter une attention toute particulière à la composition et à l'activité des unions professionnelles, de n'admettre leur légalisation qu'en cas d'absence indubitable de tous rapports avec le parti social-démocrate et de les dissoudre après leurs premières tentatives d'écart des limites d'action assignées par la police.

Pendant la discussion de cette interpellation (retenue par la commission pendant un an et demi), le chef des gendarmes, le fameux Kourloff, fit apparaître le spectre rouge et assura la Douma que les syndicats professionnels russes ne sont qu'une filiale du parti social-démocrate : *"Si le gouvernement ne prend pas des mesures à temps, nous aurons de nouveau la grève générale d'abord et l'insurrection armée, ensuite."* Les orateurs social-démocrates dévoilèrent les mensonges et l'hypocrisie du gouvernement, qui persécute les unions même quand elles se bornent à une action purement économique et mutualiste. Si le camarade Tschchéidzé insista surtout sur la neutralité des sociétés professionnelles, Pokrovsky, d'autre part, fit ressortir la solidarité et l'union des organisations économiques et politiques du prolétariat . *"Oui, dit-il, cette union existe sans doute, et vous ne l'abolirez jamais par des mesures policières... Tout le mouvement professionnel dans son développement intellectuel et d'organisation tend sûrement au contact étroit avec les partis politiques socialistes... Le milieu ouvrier constitue le milieu naturel pour le parti du prolétariat. Pour Pourichkévitch, ce milieu naturel est fourni par la noblesse réunie, tandis que pour MM. Goutchkoff et pour les barons Tisenhausen, par le milieu des meuniers, sucriers et autres industriels."*

Les octobristes eux-mêmes furent obligés de donner tort au gouvernement et de l'inviter à observer la loi (la loi russe !) à l'égard des syndicats ouvriers ; mais, bien entendu, il ne tint aucun compte des paroles hypocrites de sa majorité et continua sa politique de tracasseries envers les organisations prolétaires, si bien qu'à présent, à la veille des élections pour la quatrième Douma, celles-ci sont presque entièrement dissoutes.

Ainsi, la classe ouvrière est privée de son point d'appui avant la campagne électorale.

De toutes les lois qui intéressent la classe ouvrière, la Douma noire n'en adopta que trois, et encore deux d'entre elles (les lois sur l'assurance) ne présentaient rien de nouveau, vu qu'elles ne firent que réunir ensemble des dispositions législatives qui existaient déjà auparavant. D'abord (1910), ce fut le projet de loi sur "*le repos normal des employés de commerce*", qui, au dire de la fraction social-démocrate, non seulement n'introduit aucune amélioration dans la situation des employés, mais, bien au contraire, la rend plutôt plus difficile et est hostile à leurs intérêts.

Au lieu de la journée de huit heures demandée par les social-démocrates, la commission établit celle de dix heures, mais, par des amendements, elle la réduisit à rien. Le projet ne garantit aux employés que trois jours de repos absolu : à Noël, à Pâques et à la Pentecôte. Il accorde aux municipalités et à l'administration locale le droit de rapporter le repos hebdomadaire des employés en édictant des règlements obligatoires autorisant le commerce les jours fériés. Les employés n'ont qu'un tiers des voix dans les commissions locales mixtes qui admettent des exceptions et ils ne participent pas au contrôle sur l'application de la loi, etc. "*Tout cela, disait la déclaration social-démocrate, enlève à cette loi toute importance au point de vue de la protection des employés de commerce contre l'exploitation excessive de la part des patrons, et c'est pourquoi la fraction social-démocrate votera contre le passage à la discussion par articles, estimant que, pour garantir le véritable repos normal des employés de commerce, il est nécessaire d'introduire par voie législative : 1) la journée de huit heures sans exception aucune ; 2) le repos hebdomadaire obligatoire de quarante-deux heures sans exception aucune ; 3) le contrôle réel sur l'observation de la loi effectué par les délégués des employés de commerce.*"

A propos des lois sur l'assurance, il faut rappeler qu'une loi partielle en ce sens avait déjà été adoptée par la Douma

en 1909 : c'était la loi sur l'assurance des ouvriers et employés occupés dans les entreprises industrielles du ministère des Finances (1). Malgré les protestations énergiques des social-démocrates, la Douma n'adopta que la première partie de ce projet touchant l'invalidité provoquée par des accidents ; elle ne discuta pas la deuxième partie, qui était surtout intéressante, puisqu'elle traitait des maladies professionnelles, ce qui constitue, dans la législation russe, un principe tout à fait nouveau, dont la bourgeoisie ne voulait pas ; la Douma réactionnaire sacrifia, bien entendu, les intérêts ouvriers. Cette loi intéresse 130 000 personnes ; le Conseil d'Etat avait voulu biffer le mot "employés" et ne garder que les "ouvriers", ce qui réduisait ce nombre à 4 000, vu que la majorité des intéressés est formée par les 132 000 employés qui vendent l'alcool. Mais la Douma rétablit son texte primitif et le Conseil d'Etat (qui, après la "crise constitutionnelle" de mars 1911, jouait à l'opposition contre Stolypine) n'insista pas.

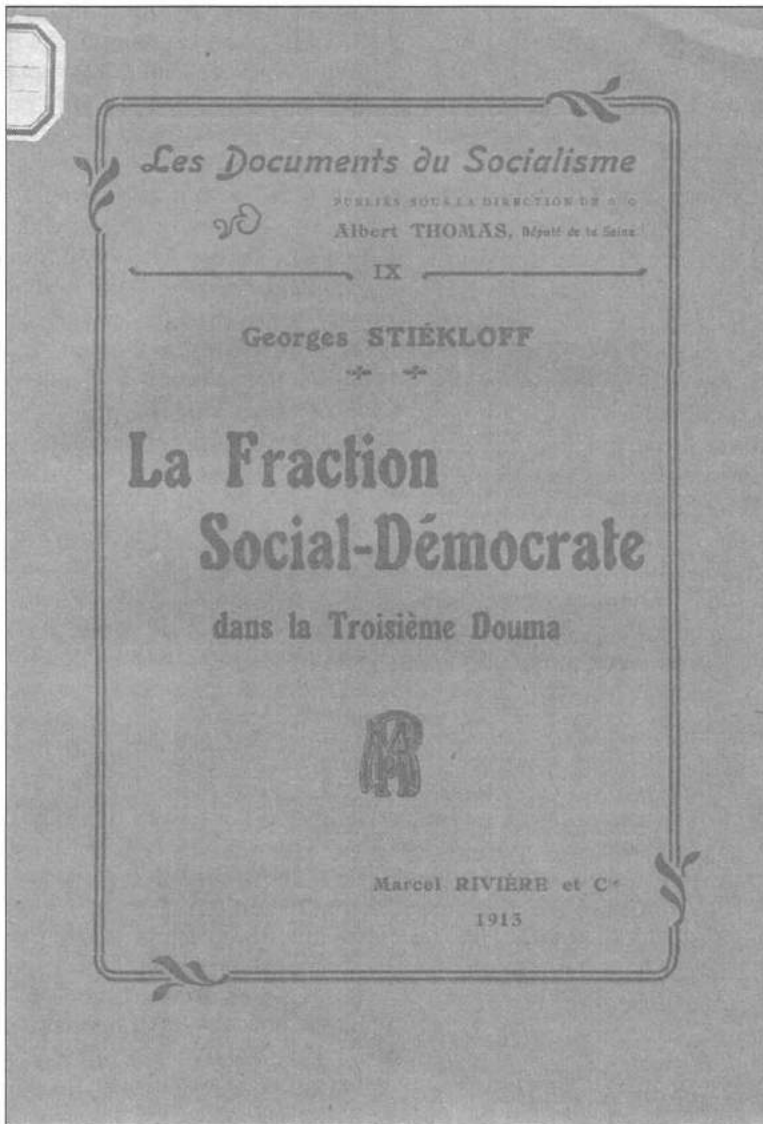
Enfin, vinrent les deux lois d'assurance, celle contre les accidents du travail et celle pour les cas de maladie. La fraction social-démocrate mena une campagne violente contre ces deux projets bureaucratiques présentant un mélange singulier des principes d'assurance et de tutelle policière et patronale. Inutile d'indiquer les détails de ces deux lois : leur caractère est évident après tout ce que nous avons dit sur la troisième Douma et sur la politique du gouvernement à l'égard de la classe ouvrière. Disons seulement, à propos de la première loi, que la majorité refusa d'inscrire les maladies professionnelles dans la catégorie des risques industriels et d'en dédommager les ouvriers. Quant à la deuxième loi sur les caisses d'assurance en cas de maladie, elle fut utile plutôt aux capitalistes ; elle les dégrava des dépenses pour la cure de leurs ouvriers qui leur incombaient auparavant et les imposa aux caisses nouvellement créées et mises sous la tutelle de l'administration et des patrons,

(1) Euphémisme qui veut dire : occupés à mettre en bouteilles et à vendre l'alcool et l'eau-de-vie, cette base du "budget ivre" russe.

quoique ce soient les ouvriers qui payent les trois cinquièmes des frais, tandis que les entrepreneurs n'en payent que les deux cinquièmes. Les députés social-démocrates qui livrèrent à la majorité un combat acharné à propos de ces deux lois ont développé un programme d'assurance d'après l'expérience des pays ci-

vilisés, et surtout des partis socialistes internationaux. Mais tous leurs efforts restèrent vains et la majorité rejeta tout net les nombreux amendements proposés par la fraction social-démocrate.

Et ainsi, la troisième Douma manqua une fois de plus à ses promesses et fit banqueroute morale.



**Fiodor
Raskolnikov :
les journées
d'avril**

Fiodor Raskolnikov (1892-1939), vice-président du soviet de Cronstadt, est interné à la prison de Kresty, à Pétersbourg, après les journées de juillet 1917, auxquelles les marins de Cronstadt prirent une large part.

Il participe aux rares opérations maritimes de l'Armée rouge pendant la guerre civile, est capturé par les Anglais en décembre 1918, puis libéré cinq mois plus tard en échange de 19 officiers anglais capturés par l'Armée rouge. En juin 1920, il est nommé commandant de la flotte de la Baltique. En 1920, il signe la plate-forme syndicale de Trotsky, ce qui lui attire l'antipathie de la masse des marins, que Zinoviev, président du soviet de Petrograd, dresse alors contre Trotsky.

En 1921, il part comme plénipotentiaire de la Russie soviétique en Afghanistan, se rallie à Staline, et, en décembre 1923, à son retour d'Afghanistan, est nommé rédacteur en chef de la revue *Molodaia Gvardia*. Il est affecté sous le nom de Petrov à la section orientale de l'Internationale communiste, s'affirme vigoureux partisan d'une prétendue "littérature prolétarienne", s'attire à ce propos les sarcasmes mesurés de Trotsky, se lance dans le théâtre, écrit une (mauvaise) pièce de théâtre, *Robespierre*, et dénonce vigoureusement Trotsky et le "trotskysme".

En 1930, il est envoyé comme plénipotentiaire soviétique en Estonie, puis au Danemark, et enfin en Bulgarie. Il est un fidèle partisan de Staline jusqu'au mois d'avril 1938, lorsqu'il est rappelé à Moscou.

Il a auparavant découvert sur une liste d'ouvrages interdits et retirés des bibliothèques ses propres ouvrages, dont le recueil de souvenirs intitulé *Cronstadt et Piter en 1917*, qu'il a publié en 1925 et dont les lignes ci-dessous sont extraites. Il comprend le sort qui l'attend, se réfugie en France, et, le 17 août 1939, adresse une violente lettre ouverte à Staline, où il écrit : « Vous avez anéanti le parti de Lénine (...).

A la veille de la guerre, vous démantelez l'Armée rouge (...).
Vous anéantissez les uns après les autres les conquêtes d'Octobre (...).
"Père des peuples", vous avez trahi les révolutionnaires espagnols. »

Un mois plus tard, il meurt à Nice dans des conditions extrêmement suspectes déguisées en un invraisemblable suicide.

Ses souvenirs rédigés en 1925 portent la marque stalinienne, en particulier dans le ton pompeux avec lequel est évoqué Lénine, ton qui ne correspond nullement à l'atmosphère de l'année 1917 et surtout d'avril 1917.

La peinture qu'il donne de l'accueil réservé à Lénine et à ses thèses est donc affadie, édulcorée et embellie.

Mais il y reste quelque chose de la réalité...

“L’arrivée en Russie du camarade Lénine”

“**L**ÉNINE arrive ce soir à Petrograd”, me dit le camarade Stark. C’était le 3 avril 1917.

Je téléphonai aussitôt à Kamenev. Il confirma la nouvelle, et, à l’heure dite, nous nous retrouvions, Léon Borissovitch, Olga Davidovna, le camarade Teodorovitch et moi, à la gare de Finlande, bruyante et animée comme toujours.

Dans le wagon, Kamenev parla de Vladimir Ilitch et se moqua de l’accueil que lui préparaient les camarades de Pétersbourg. “*Il faut le connaître, il a une telle horreur de toute cérémonie.*” Notre discussion était animée, nous ne sentions pas le temps passer et le soir tombait quand apparurent les lumières de Be-loostrov. Pas mal de monde s’était rassemblé au buffet de la gare : Maria Illinitchna, Chliapnikov, Alexandra Kollontai, en tout une vingtaine de responsables du parti. Tous étaient excités. Pour la plupart, l’arrivée de Lénine était tout à fait inattendue. Connaissant les difficultés inimaginables faites par les gouvernements de l’Entente pour empêcher le retour des émigrés d’extrême gauche en Russie, nous étions très inquiets pour nos dirigeants, et, bien que ressentant quotidiennement combien leur arrivée était une nécessité urgente, nous nous étions faits en même temps à l’idée qu’ils ne parviendraient probablement pas à rentrer. L’idée ingénieuse de passer par l’Allemagne ne nous était pas venue,

tellement nous étions habitués à penser que les barrières instaurées par la guerre entre pays ennemis étaient infranchissables. Et soudain, il apparaissait qu’il y avait une réelle possibilité que nos camarades reviennent rapidement dans la Russie révolutionnaire, où leur présence était si nécessaire.

Cependant, les camarades du parti n’étaient pas tous favorables à l’idée de passer par l’Allemagne. Il m’arriva ce jour-là plusieurs fois d’entendre critiquer, pour des raisons tactiques, cette décision qui risquait de déclencher une formidable campagne de mensonges et de calomnies, ce qui n’a pas manqué de se produire.

Mais s’ils n’avaient pas eu ce prétexte, nos ennemis en auraient trouvé un autre. La décision de Lénine de rentrer coûte que coûte au plus vite en Russie était incontestablement juste et répondait tout à fait aux aspirations de la majorité du parti, qui attendait son chef reconnu. La situation politique difficile qui s’était créée dans les conditions d’une révolution inachevée exigeait une ligne absolument ferme et intransigeante.

Voilà que le train est annoncé. Nous sortons tous sur le quai... Les ouvriers de l’usine d’armement de Sestroretsk y attendent impatiemment, discutant avec animation à l’ombre d’un grand drapeau rouge. Ils ont fait plusieurs kilomètres à pied pour rencontrer leur dirigeant.

Le train s'arrête et nous voyons aussitôt la silhouette de Lénine porté par la foule des ouvriers. Les militants venus de Petrograd se fraient l'un après l'autre un chemin vers lui, lui souhaitant chaleureusement un bon retour. Sa joie était sans mélange et le sourire ne le quittait pas. Nous avions à peine fini de le saluer que Kamenev, excité, ému, entra rapidement, tenant par la main Zinoviev, non moins ému, et nous nous dirigeâmes tous vers son wagon.

A peine entré dans son compartiment, Vladimir Ilitch attaqua à Kamenev : *"Qu'écrivez-vous donc dans la Pravda ? Nous avons vu quelques numéros et nous vous avons passé un sacré savon"*, disait-il de sa voix paternellement grondante, dont nul ne s'offusquait.

Les camarades de Sestroretsk demandèrent à Lénine de dire quelques mots. Mais il était pris par la conversation avec Kamenev : il avait tant de questions à poser et tant aussi à dire.

"Que Grigori aille leur parler, demandez-lui", répondit Lénine, pressé de revenir à sa discussion politique avec Kamenev. Zinoviev sortit sur le tambour et prononça un discours bref, mais enflammé, le premier sur le territoire de la Russie révolutionnaire.

Puis, nous regagnâmes le compartiment, Zinoviev raconta comment le socialiste Fritz Platten avait organisé leur voyage, comment ils avaient traversé l'Allemagne, que Scheidemann avait voulu voir Lénine, mais qu'Ilitch avait catégoriquement refusé. *"Nous pensions aller en prison, nous nous attendions à être arrêtés dès la frontière."* A notre arrivée à Petrograd, une double haie de matelots du second équipage de la flotte nous attendait sur le quai. Leur commandant, Maximov, misant avec audace sa carrière sur la révolution, accourt, coupant la route à Lénine, et l'accueille par un discours qu'il termine en exprimant le bizarre espoir que le camarade Lénine allait entrer au gouvernement provisoire. Nous sourîmes. Je pensais : *"Il va vous montrer comment il entre au gouvernement provisoire ! Ne vous réjouissez pas trop tôt !"* Et effectivement, quand, le lendemain, Lénine développa son pro-

gramme, Maximov, comme un gamin, envoya une lettre aux rédactions des journaux bourgeois, se démarquant de l'accueil qu'il avait fait à Lénine et l'expliquant par son ignorance du passage par l'Allemagne.

A l'espoir exprimé par Maximov de le voir entrer au gouvernement provisoire, Lénine répond par un mot d'ordre de combat : *"Vive la révolution socialiste !"*

La gare était noire de monde. Des ouvriers, essentiellement. Lénine arrive dans les "salles d'honneur" de la gare de Finlande, où il est accueilli par les représentants du soviet de Petrograd, Tchkéidze et Soukhanov. Il leur répond brièvement, terminant à nouveau par les mots : *"Vive la révolution socialiste !"* (1). C'est avec le même mot d'ordre qu'il s'adresse aux milliers rassemblés devant la gare pour accueillir le vieux dirigeant du prolétariat russe. Il prononce son discours juché sur une voiture blindée.

Puis, il part pour la citadelle du bolchevisme, l'ancien palais de la favorite du tsar, Kchesinskaïa, occupé après la révolution de Février par nos institutions dirigeantes. Je m'y rends également. Dans le tramway, Soukhanov, du groupe de la *Novaïa Jizn'* (2), bougonne des remarques acides sur le discours de Lénine. Il est particulièrement mécontent de l'appel à la révolution socialiste. Je me souviens de lui, tel qu'il était pendant la guerre, je ne le reconnais pas et ne peux comprendre comment il a pu changer si brusquement. Après avoir commencé son activité de journaliste comme partisan de la *Narodnaïa Volia* (3), Soukhanov s'était progressivement rapproché du marxisme, jusqu'à prendre, au début de la guerre, une position parfaitement juste, antidéfensiste, sur la base d'arguments empruntés au

(1) Raskolnikov supprime déjà un mot de l'exclamation de Lénine, qui a lancé aux ouvriers rassemblés : *"Vive la révolution socialiste mondiale !"*

(2) Hebdomadaire des mencheviks-internationalistes, dirigé par Maxime Gorki.

(3) La Volonté du peuple, organisation populiste révolutionnaire, ralliée au terrorisme, qui organise de nombreux attentats, y compris celui d'Alexandre II en 1881, à la suite duquel elle est pratiquement démantelée.

marxisme. Je lui dis ouvertement que je regrettais qu'il se soit tellement éloigné de notre parti après la révolution de Février, et il me répondit amèrement : *"Des déclarations comme celles de Lénine aujourd'hui m'éloignent encore plus de vous."*

Devant la maison de Kchesinskaïa, une foule énorme d'ouvriers et de soldats écoutait attentivement un discours enflammé de Lénine prononcé du balcon du premier étage. Il parlait du développement et des perspectives de la révolution mondiale. Je l'entendis dire : *"L'Allemagne est en ébullition. En Angleterre, le gouvernement maintient John Makline (4) en prison."*

Nous arrivâmes à la fin du discours, qu'il acheva sur une note optimiste, parlant de la révolution russe comme du début du soulèvement international des travailleurs chaque jour plus proche. A la porte, on vérifia nos documents, Soukhanov entra avec nous.

Nous montâmes au premier, où Ilitch, après son discours, prenait le thé. Parmi les nombreux dirigeants du parti, on distinguait facilement des camarades venus de province. Tout le monde discutait avec animation. Bientôt, Ilitch fut à nouveau appelé au balcon parce que nos camarades de Kronstadt étaient arrivés. Semion Rochal, ayant appris l'arrivée de Lénine, avait réuni tous ceux qui souhaitaient l'accueillir et ils étaient partis sur la glace qui commençait à fondre. La débâcle était cause de leur retard.

Rochal fit, du balcon, une allocution de bienvenue. Lénine répondit brièvement. Le mot d'ordre de révolution socialiste fut accueilli par une vague de *"Hourrah !"* et un tonnerre d'applaudissements.

Dans la grande salle se retrouvaient de vieux amis, séparés par des années de prison et d'émigration, et les nouveaux responsables, formés à l'époque de *Zvezda* et de la *Pravda*, faisaient connaissance avec les vétérans de la révolution et du bolchevisme. Puis, tous descendirent dans la grande salle avec un piano et un jardin d'hiver, qui avait été le salon à la mode de la ballerine et où se tenaient maintenant couramment des réunions

ouvrières. Les orateurs, l'un après l'autre, exprimèrent leur immense joie du retour en Russie du chef expérimenté de la révolution.

Ilitch était assis et écoutait ces discours avec un petit sourire et quelque impatience. Dès qu'ils eurent pris fin, il s'anima, se leva et se mit au travail. Il dénonça fermement la tactique suivie par les groupes dirigeants et certains camarades avant son arrivée. Il ridiculisa la célèbre formule de soutien au gouvernement provisoire *"dans la mesure où..."* et avança le mot d'ordre *"Aucun soutien au gouvernement des capitalistes"*, tout en appelant le parti à lutter pour donner le pouvoir aux soviets, pour la révolution socialiste.

A l'aide de quelques exemples frappants, Lénine démontra brillamment toute la fausseté de la politique du gouvernement provisoire, la contradiction flagrante entre ses promesses et son action, entre les paroles et les faits, insistant sur le fait que notre devoir était de dénoncer impitoyablement ses menées contre-révolutionnaires et antidémocratiques. Son discours dura une heure environ. L'auditoire était pétrifié. Les principaux responsables du parti étaient là. Mais pour eux aussi le discours de Lénine était une révélation. Elle traçait un Rubicon entre la ligne d'hier et celle d'aujourd'hui. Il avait posé la question *"Que faire ?"* et répondait clairement : passer d'une semi-reconnaissance, d'un semi-soutien, au rejet du gouvernement provisoire, à une lutte implacable contre lui.

Le triomphe du pouvoir soviétique, qui, pour beaucoup, était une espèce de rêve dans le lointain brumeux d'un avenir plus ou moins éloigné, devenait une conquête que la révolution devait se fixer immédiatement. Ce discours était historique au plein sens du terme. Pour la première fois, Lénine exposait son programme politique, formulé le lendemain dans les fameuses thèses du 4 avril.

(3) Jonh MacLean (1879-1923) : militant ouvrier anglais, un des dirigeants de l'aile gauche du Parti socialiste britannique. Condamné à 3 ans de prison en 1916 pour son opposition ouverte à la guerre et son soutien aux grèves, considérées, en temps de guerre, comme des actes criminels.

Ce discours produisit une révolution dans la conscience des dirigeants du parti et fut à la base de tout le travail ultérieur du parti.

Ce n'est pas un hasard si la tactique de notre parti ne va pas en ligne droite, mais fait un brusque virage à gauche après l'arrivée de Lénine.

Une ovation prolongée s'éleva à la fin de ce discours, qui nous a laissé à tous une impression inoubliable.

Kamenev résuma en quelques mots le sentiment général : *"Nous pouvons être d'accord ou non avec les positions du camarade Lénine, on peut avoir des divergences sur telle ou telle appréciation, mais, en tout cas, en sa personne est re-*

venu en Russie le chef génial et reconnu de notre parti, et avec lui nous marchons vers le socialisme."

Il avait trouvé une formule d'union, acceptable même par ceux qui hésitaient encore, peinant à y voir clair dans le flot des idées nouvelles.

Tous manifestèrent leur accord par des applaudissements nourris.

En tout cas, quels qu'aient été les désaccords, l'unité du parti fut préservée. Et ce parti, sous la direction de son clairvoyant dirigeant, prit le chemin des victoires et de défaites inévitables, mais temporaires, jusqu'au triomphe final dans sa lutte héroïque pour le pouvoir ouvrier et paysan.

Les premières réunions légales du comité de Pétersbourg (CP)

AVANT de s'installer au palais de Kchesinskaïa, le comité de Pétersbourg de notre parti tint ses premières réunions légales à la Bourse du travail, dans une petite salle, presque sous les toits ; les membres du comité siégeaient autour d'une longue table en bois, les invités, peu nombreux, s'asseyaient en général sur des bancs le long des murs, comme dans une izba paysanne.

J'avais passé tout mon temps dans les combats de rue, mais dès que les mitrailleuses cessèrent de tirer, je me rendis au comité.

Les batailles de rue avaient montré que la révolution n'était pas encore organisée d'un point de vue militaire. Quelques audacieux remarquaient une mitrailleuse qui tirait d'un toit ou d'un grenier, ils rassemblaient les premiers soldats ou ouvriers qui passaient, et, à la tête de ce groupe improvisé, se lançaient à l'assaut. Cette méthode de partisans avait réussi contre de petites bandes de policiers, mais il était clair que, face à de véritables détachements armés, disci-

plinés et organisés, la garnison de Petrograd ne tiendrait pas le choc.

Et des rumeurs agitaient déjà la ville, annonçant que des forces considérables venaient du front pour écraser la révolution. A cette menace, la révolution devait opposer une organisation disciplinée et soudée.

Le comité provisoire de la Douma avait tenté d'élever la capacité défensive de la révolution, confiant cette tâche au commandant militaire Engelgardt, qui, jusqu'à la nomination de Kornilov, fut de fait le commandant en chef de la garnison de Petrograd.

Mais cette tâche était au-dessus des forces du comité provisoire. Elle n'avait pas la confiance des soldats.

Il me sembla que nous, les bolcheviks, devons immédiatement constituer notre organisation militaire, à la fois pour diffuser nos idées dans la masse des soldats et pour organiser des troupes capables de renforcer, défendre et développer les conquêtes de la révolution. C'était une évidence, je pense que tous les bolcheviks pensaient de même.

Je me rendis donc au comité pour proposer la constitution d'une organisation militaire à l'intérieur de notre parti. Le président du comité, L. Mikhailov (Politicus), accueillit favorablement ma proposition et m'invita à la réunion. J'entraî pendant un discours de B. V. Avilov.

Il est drôle de penser que ce libéral du marxisme était encore membre de notre parti. Il faisait justement un discours programmatique, citant ses propres articles et d'anciennes motions de congrès pour soutenir une position typiquement menchevique, selon laquelle nous soutenions une révolution bourgeoise et qu'en conséquence la tâche du prolétariat se limitait exclusivement à soutenir sans réserve le gouvernement provisoire.

Il produisait l'impression étrange d'un menchevik dans le camp bolchevique, d'un opportuniste qui s'était retrouvé par erreur dans notre comité de ville. Ses discours étaient interminables, doctrinaires, truffés de lourdes citations, totalement déplacés en ces jours de combats de rue et d'activité bouillonnante, quand la vie posait à l'organe dirigeant du parti des questions urgentes qui exigeaient une réponse immédiate. Avilov (vraiment un théoricien coupé de la vie réelle) tentait de transformer l'unique organe de combat du prolétariat en une société scientifique académique. Il faut rendre justice à nos camarades, il était en minorité, ne recueillant souvent que sa propre voix.

La position du noyau dirigeant du comité était que notre parti devait soutenir le gouvernement provisoire dans la mesure où celui-ci réalisait les tâches de la révolution et défendait ses conquêtes contre les attaques contre-révolutionnaires, et ne le combattre que dans la mesure où il s'éloignait du programme de la révolution.

Cette plate-forme, contrairement à la position d'Avilov, ne liait donc pas le parti et lui laissait les mains libres pour toute méthode de lutte.

Ces positions étaient le plus souvent défendues par deux vieux camarades de l'époque de la clandestinité, l'actuel pré-

sident du VtsIk (1), Kalinine, déjà à l'époque unanimement respecté dans le parti, et le camarade Vladimir (Zalejski), lui aussi éminent dirigeant clandestin. Pour autant que j'aie pu en juger, cette position semblait partagée par la majorité des membres du comité.

Mikhailov présidait activement, mais prenait rarement la parole sur le fond. Le camarade Nicolas (Shmidt), actuel commissaire du peuple au Travail, était secrétaire. Le camarade Anatolii (Antonov) intervenait activement. Jemtchoujine, fusillé plus tard par les blancs finlandais à Helsingfors, et Soulimov prenaient rarement la parole.

Les autres représentants de quartier n'étaient pas non plus très bavards, et, le plus souvent, votaient les résolutions à l'unanimité, mais sans intervenir.

Le premier, Podvoïski déclara que *"la révolution n'est pas terminée, elle ne fait que commencer"*.

S'il en était ainsi, cela signifiait que le prolétariat ne jouissait pas encore des fruits de la victoire et qu'il avait devant lui une lutte acharnée pour le pouvoir. Cette secousse était nécessaire au parti pour ouvrir une perspective marxiste juste, elle changeait l'état d'esprit, qui devenait combatif, révolutionnaire.

Molotov (Skriabine), alors membre du bureau du comité, soutint activement cette position. A l'une des premières réunions, il fit un rapport sur la situation, sérieux et détaillé, mais sans l'académisme pesant d'Avilov. Ses thèses étaient clairement bolcheviques. Il n'y était pas question de soutien au gouvernement provisoire, même *"dans la mesure où..."*. De l'analyse des classes en lutte, Molotov concluait qu'il était indispensable pour la classe ouvrière, et donc pour son parti, de poursuivre la lutte contre la bourgeoisie au pouvoir. L'approfondissement et l'élargissement de la révolution était le fil conducteur de son rapport.

Pendant le rapport de Molotov, Oliniski (Alexandrov) arriva de Moscou. Il fit un bref rapport sur la situation à

(1) VTsIK : comité exécutif central panrusse des soviets.

Moscou. On pouvait en conclure qu'à Moscou les camarades étaient plus à gauche et le comité de ville plus uni. Puis, il y eut une discussion sur le rapport de Molotov, et, quand un intervenant commença à se lancer dans des abstractions théoriques du genre d'Avilov, Olminski perdit patience et l'interrompit : *"A Moscou, les camarades savent se comprendre à demi-mots et ne perdent pas leur temps à de vains débats."*

Après la conclusion de Molotov, nous eûmes tous trois une discussion. Nous n'avions pas de désaccords sur le fond, mais Olminski et moi pensions que, si justes qu'aient été l'analyse de classe de la révolution et la tactique exposés par le rapporteur, ses conclusions devaient être amendées. Mon point de vue personnel était le suivant : notre parti ne pouvait accorder le moindre soutien au gouvernement provisoire, compte tenu de sa composition ; il ne comptait qu'un seul socialiste, Kerenski, simple otage de la bourgeoisie. Donc, le cours de l'histoire entraînait notre parti vers la lutte pour le pouvoir contre le gouvernement provisoire. Mais comme la révolution était menacée par la réaction, notre parti devait, sans cesser la lutte contre le gouvernement provisoire, dans la mesure où celui-ci combattait les restes du tsarisme, le soutenir tant que la menace immédiate de contre-révolution existerait.

Olminski proposa un amendement de ce type, et, dans la discussion, nous nous soutenions mutuellement. Bien entendu, ces légères nuances n'avaient pas une importance essentielle.

Nous pûmes nous convaincre bientôt de la possibilité de flambées contre-révolutionnaire du tsarisme moribond. Je me souviens qu'à une réunion, un membre de notre parti arriva de Tsarskoe Selo pour expliquer que, venu du front, un détachement de cavaliers de Saint-Georges, commandés par le général Ivanov, se dirigeait vers Petrograd. La voie ferrée avait été coupée avant leur passage et le comité local du parti avait envoyé des agitateurs ; ceux-ci rapportèrent que les cavaliers avaient été trompés par des mensonges sur l'anarchie et les

massacres à Petrograd. C'étaient les mêmes fables qui allaient maintes fois servir à tous les intrigants politiques, à tous les ennemis de la révolution pour éveiller la haine de la masse peu consciente des soldats contre l'avant-garde révolutionnaire, les ouvriers de Petrograd. C'est ainsi qu'agirent le gouvernement provisoire les 3-5 juillet, Kornilov à la fin août, et, enfin, Kerenski pendant les jours historiques de la grande révolution d'Octobre.

Mais, à la différence des tentatives ultérieures, cette première duperie des soldats du front ne mit pas en péril la révolution et n'exigea pas du parti une extrême tension. Au comité, l'annonce de la marche du général Ivanov fut accueillie avec calme. Simplement, quelques camarades se proposèrent immédiatement pour expliquer la situation aux soldats ; parmi eux, il y avait la camarade Olga Solskaïa, qui parlait le plus souvent des relations de classe à la campagne et manifestait à l'époque une légère déviation syndicaliste. Le comité prit également quelques mesures pour renforcer le travail dans la garnison de Pétersbourg et assurer une vigilance accrue.

Il va de soi que le comité avait des liens vivants et directs parmi les ouvriers, qui y déléguaient leurs représentants par quartier. D'autre part, de vieux ouvriers, membres du comité au temps de la clandestinité, en étaient devenus membres automatiquement à leur sortie de prison en février. Mais dès le début de son activité, le comité avait aussi des liens solides avec les soldats de la garnison de Petrograd.

Un des tout premiers à prendre contact avec nous fut le premier régiment d'artillerie, qui fut par la suite un bastion bolchevique et qui prit l'initiative lors de l'offensive des 3-5 juillet. Tous vivaient la période initiale de formation politique et écoutaient avidement les orateurs des différents partis, s'efforçant avec persévérance de démêler les désaccords politiques.

Un jour, le camarade Soulimov annonça que, dans la soirée, aurait lieu l'assemblée générale du premier régi-

ment d'artillerie pour les élections au soviet de Petrograd, et il proposa d'élaborer une résolution. Je fus chargé de la rédiger avec Soulimov. Nous nous mîmes à l'écart, et, une heure plus tard, le texte était prêt. Écrit dans l'esprit du "décret n° 1" (2), elle allait pourtant plus loin, exigeant par exemple l'élection des officiers. Le comité l'approuva, Soulimov partit directement pour la Maison du peuple, et, à l'assemblée, le parti remporta une de ses premières victoires : la résolution fut adoptée et des bolcheviks furent élus au soviet. Mais c'était une victoire isolée : pour éveiller politiquement les milliers de soldats de la garnison, il fallait une organisation spéciale. Je ne réussis pas à soulever cette question. Je ne voulais pas le faire pendant la réunion, préférant discuter d'abord en détail avec les dirigeants du comité. Mais les tâches quotidiennes absorbaient tout leur temps et je partis bientôt pour Cronstadt.

Plus tard, nous constituâmes une organisation militaire ; le camarade Podvoïski y prit une part active. Mais c'était déjà après le retour de Lénine en Russie.

L'arrivée de Lénine marqua un brusque tournant dans la tactique de notre parti. Il faut reconnaître que, jusque-là, une assez grande confusion régnait dans le parti. Il n'y avait pas de ligne bien définie. La tâche de la prise de pouvoir politique apparaissait généralement comme un idéal lointain, et non comme un objectif proche, immédiat. Le soutien au gouvernement provisoire, formulé d'une façon ou d'un autre, avec plus ou moins de réserves, et, bien entendu, en conservant un plein droit de critique, semblait suffisant. Il n'y avait pas d'unité à l'intérieur du parti : les flottements et les divergences étaient monnaie courante et se manifestaient particulièrement dans les assemblées générales de fraction ou de parti. Le parti n'avait pas de dirigeant reconnu pour souder ses rangs et l'entraîner derrière lui.

Après l'arrivée de Lénine, Avilov disparut totalement. Les bolcheviks de droite furent comme balayés. La vie les rejetait dans le camp de *Novaïa Jizn'*.

Tous les autres camarades s'unirent rapidement sous la direction de Lénine, et le parti, non sans luttes et hésitations internes, adopta unanimement sa ligne et sa tactique.

Mais quand à son arrivée, dès ses premiers discours, Lénine proclama "*Vive la révolution socialiste !*" (3), je me souviens que ce mot d'ordre paniqua non seulement Soukhanov, de *Novaïa Jizn'*, que la révolution effrayait mortellement, mais certains camarades de notre parti. A l'époque, tous ne pouvaient pas comprendre si vite cet appel à la révolution socialiste, alors même que celle-ci allait conduire quelque mois plus tard à la constitution de la RSFSR ; cet appel pouvait alors apparaître maximaliste, mais, pour Lénine, c'était déjà un mot d'ordre pratique, immédiatement à l'ordre du jour.

Mais bientôt, toute opposition sérieuse cessa. Il était déjà facile de comprendre que, si les soviets ne prenaient pas le pouvoir, la classe ouvrière allait à sa perte, et pour longtemps. Mais au tout début de la révolution, dans les premiers jours de mars, il n'était pas si simple de s'y retrouver dans une conjoncture embrouillée.

Il est clair que les camarades qui formaient la gauche du comité défendaient, de fait, la ligne de Lénine avant son arrivée. Cette ligne, l'expérience l'a montré, était le plus court chemin entre les deux étapes cruciales de la révolution : février et octobre 1917.

(2) Le fameux "prikaz n° 1", adopté le 1^{er} mars par le soviet de Petrograd, appelait les soldats à élire leur comités, qui devaient prendre le contrôle des armes, les libérait de tout signe de soumission en dehors du service et interdisait aux officiers de rudoyer et de tutoyer les soldats.

(3) Rappelons que la phrase exacte de Lénine était : "*Vive la révolution socialiste mondiale !*"

La septième conférence de Russie du POSD(b)R

Répliques échangées lors de la discussion de la résolution sur la guerre

27 avril (10 mai)

1. Guelman propose de remplacer "*parti opportuniste des social-démocrates mencheviques*" par "*aile opportuniste du parti*". Sa proposition est motivée par le fait que tous les mencheviks n'adhèrent pas au courant jusqu'au-boutiste et que ceux de l'aile gauche ne partagent pas le point de vue de ce courant.

Lénine s'oppose à cet amendement. Il dit que nous parlons de la majorité, de l'ensemble du Parti menchevique, et que, de ce fait, il n'est pas nécessaire de modifier le texte proposé.

2. Védernikov propose de supprimer les noms de "*Tchkhéidzé, Tsérétéli et autres*"... La résolution ne perdra rien à cette suppression.

Ovsianikov, quant à lui... propose de ne mentionner ni Tchkhéidzé, ni Tsérétéli, ni le comité d'organisation.

Lénine s'oppose à ces deux amendements. De toute façon, dit-il, la résolution doit parler soit de Tsérétéli et de Tchkhéidzé, soit du comité d'organisation (...). Le premier camarade propose de ne pas citer de noms propres et de ne faire mention que du comité. Mais Lénine demande si le comité d'organisation est suffisamment connu des masses et s'il n'est pas nécessaire de citer nommément Tchkhéidzé et Tsérétéli, que personne n'ignore, si on veut expliquer clairement la situation.

3. Dans la phrase "*des mesures les mettant complètement hors d'état de nuire sur le plan politique*", Sokolnikov propose de supprimer le mot "complètement", car on ne peut mettre les capitalistes complètement hors d'état de nuire sur le plan politique que si on ruine leur domination économique.

Lénine s'oppose à la suppression du mot "complètement". Il propose la rédaction suivante : "*des mesures tendant à ruiner la domination économique des capitalistes et les mettant complètement...*".

(Publié pour la première fois en 1925 dans l'ouvrage *La Conférence de Petrograd-ville et la Conférence de Russie du POSD[b]R [conférence d'avril] 1917. Conforme au texte dactylographié d'un exemplaire du procès-verbal.*)

**Soukhanov :
le discours
de Lénine
du 4 avril 1917**

Soukhanov, menchevik de gauche ou internationaliste, a appartenu à la direction du premier soviet formé à Petrograd le 27 février 1917 et dirigé par la coalition des mencheviks et des S-R (socialistes-révolutionnaires), sa femme (Flaxerman) étant une militante bolchevique.

C'est pourtant à son domicile (dont son épouse l'avait soigneusement écarté) que s'est tenue la réunion du comité central du Parti bolchevique du 10 octobre, qui, après une discussion de 10 heures, décide l'insurrection.

Hostile à la révolution d'Octobre, il écrit en 1922-1923 sept tomes de souvenirs, auxquels Lénine consacre l'un de ses derniers écrits publiés. Il travaille ensuite au Gosplan (commission de la planification) avec une totale loyauté à l'égard du régime, est arrêté en 1930, jugé lors du procès du Bureau des mencheviks à l'étranger en 1931 (bureau totalement fabriqué par le Guépéou), condamné à 10 ans de camp de concentration, libéré en 1935, arrêté à nouveau et fusillé en 1940. Staline avait plusieurs raisons de lui en vouloir, dont une personnelle : Soukhanov affirme dans ses souvenirs que Staline, délégué au soviet de Petrograd, y fit l'impression d'une "tache grise" !

Ajoutons un détail : dans le *Monde* (8 mars 1998), l'historien Marc Ferro affirme que Soukhanov fut condamné à mort en 1922 et fusillé aussitôt après une visite de son ancien camarade Trotsky, qui, grisé par le pouvoir, vint lui expliquer que c'était la dure loi de la révolution... Après quoi, le menchevik "fusillé" écrivit et publia sept volumes de souvenirs. C'est sans doute un record mondial !

Un discours pareil à un coup de tonnerre

SOUKHANOV, bien qu'étant menchevik, fait partie des quelque 200 militants qui accueillent Lénine le 3 avril au soir au palais de la danseuse Ksechinskaïa, confisqué par les bolcheviks pour y installer leur siège. Il boit le thé avec Lénine au premier étage, et, lorsque ce dernier est invité par les bolcheviks présents à organiser avec eux une discussion politique, Soukhanov demande à faire partie de l'assistance. L'accord lui est donné, il descend donc avec les autres dans la salle du bas.

•
••

En bas, dans une salle assez grande, s'entassaient beaucoup de gens, des ouvriers, des "révolutionnaires professionnels", des jeunes filles. Il n'y avait pas assez de chaises, et la moitié de l'assistance était assise sur les tables. On choisit un président de séance, et commencèrent les discours de bienvenue et les rapports sur la situation sur place. C'était dans l'ensemble assez monotone et répétitif... Kamenev prononça quelques phrases assez vagues. On fit enfin allusion à Zinoviev, que l'on applaudit un peu, mais qui ne dit rien. Les salutations et les rapports se terminèrent enfin.

Et le grand maître de l'ordre célébré se leva pour "répondre". Je n'oublierai

jamais ce discours, pareil à un coup de tonnerre, qui ébranla et stupéfia non seulement un hérétique tel que moi, égaré ici par hasard, mais aussi tous les orthodoxes présents. J'affirme qu'aucun d'entre eux ne s'attendait à rien de pareil. On avait l'impression que tous les éléments sortaient de leurs cavernes, et que l'esprit de la destruction universelle, ignorant obstacles, doutes, difficultés et calculs humains, tournoyait dans la salle Ksechinskaïa au-dessus des têtes des disciples fascinés.

Lénine est en règle générale un très bon orateur, pas un orateur de la phrase bien tournée, arrondie, pas un orateur plein d'éclat, à l'ampleur saisissante ou au style vif, mais un orateur d'une énorme énergie, d'une grande force, décomposant, sous les yeux de son auditoire, les systèmes complexes en éléments simples, saisissables à tout le monde et qui les pénètre, qui pénètre, pénètre la tête des auditeurs, jusqu'à les paralyser, les soumettre, les capturer...

Lénine parla environ deux heures. Je n'oublierai pas ce discours, mais je ne m'efforcerai pas d'en reproduire les mots authentiques, même en un bref résumé. Car c'est une entreprise totalement sans espoir que d'essayer de restituer même un faible écho de l'influence que produisit ce discours : la lettre morte ne saurait restituer l'éloquence vivante et

bouillonnante, et, surtout, il est impossible de restituer tout ce qu'il y avait d'inattendu et de neuf dans le contenu de son discours...

Bien, entendu Lénine commença par la "révolution socialiste mondiale", prête à éclater comme produit de la guerre mondiale. La crise de l'impérialisme, exprimée dans la guerre, peut être réglée seulement par le socialisme. La guerre impérialiste ne peut pas ne pas déboucher sur la guerre civile. Et elle ne peut se conclure non par la guerre civile, mais seulement par la révolution socialiste mondiale.

Lénine railla la politique "pacifique" du soviet : non, les "commissions de contact" (1) ne mettront pas fin à la guerre mondiale. Et en général, la démocratie soviétique, dirigée par Tseretelli, Tchkéidzé et Steklov, en insistant sur le "défensisme révolutionnaire", est impuissante à faire quoi que ce soit pour arriver à la paix universelle... Le soviet "défensiste révolutionnaire", dirigé par des opportunistes, des sociaux-patriotes, des Scheideman (2) russes, ne peut être qu'un instrument de la bourgeoisie. Pour en faire un instrument de la révolution socialiste mondiale, il faut encore le conquérir, il faut le transformer d'organe petit-bourgeois en organe prolétarien. Le Parti bolchevique, pour le moment, n'est pas grand et est donc insuffisant pour cette tâche. Et alors ? Nous allons apprendre à être en minorité, nous allons éclairer, expliquer, convaincre. Mais dans quel but, avec quel programme ?

Nous n'avons pas besoin de république parlementaire ni de démocratie bourgeoise, nous n'avons besoin d'aucun autre gouvernement que les soviets d'ouvriers, de soldats et d'ouvriers agricoles.

Pour autant que je m'en souviennne, Lénine ne prononça pas le mot Assemblée constituante...

Le système de Lénine dans le domaine gouvernemental représentait un coup de tonnerre dans un ciel serein, et pas seulement pour moi. Aucun de ceux qui écoutaient leur chef dans la salle du palais Ksechinskaïa n'avait soufflé le moindre

mot. Il est bien compréhensible que tous les auditeurs quelque peu instruits en théorie sociale considéraient la formule de Lénine, lâchée sans commentaires, comme un schéma purement anarchiste.

(Soukhanov explique ensuite pourquoi, sans préciser clairement s'il s'agit de son point de vue ou du point de vue même de certains des bolcheviks rassemblés dans le palais. Il avance deux arguments : d'abord, les soviets sont en réalité nés en 1905 comme de simples comités de grève et personne n'y a vu une institution gouvernementale ; ensuite, ces soviets ne sont pas reliés entre eux, ce sont des organismes locaux, donc, dit Soukhanov, leur pouvoir signifierait à la fois la totalité du pouvoir exercé sur place et l'absence de tout Etat en général, et un schéma de sociétés ouvrières libres ["indépendantes"]. En un mot, dit Soukhanov, le schéma de Lénine signifiait théoriquement « la dictature ouvrière, "le balai de fer" destiné à balayer la bourgeoisie de la surface de la terre, à renverser tout l'édifice, à en disloquer le fondement, à extirper les pilotis du capitalisme ». Puis, il évoque la position de Lénine sur la question agraire, qu'il présente comme "la saisie organisée" des terres par les paysans.)

Puis, l'orateur tonitruant s'en prit à ceux qui se donnaient faussement pour des socialistes... Seule la gauche de Zimmerwald défend les intérêts des prolétaires et de la révolution mondiale. Les autres sont des opportunistes qui parlent bien, mais finalement, sinon ostensiblement, du moins en fin de compte, sinon directement du moins indirectement, trahissent la cause du socialisme et des masses ouvrières. Le "socialisme" contemporain est un ennemi du prolétariat international. Et le nom même de la social-démocratie est sali et souillé par la trahison. Il est impossible d'avoir rien de

(1) Commissions de contact : organismes de contact régulier entre le gouvernement provisoire et le soviet de Petrograd, destinés à harmoniser leur politique.

(2) Scheideman : dirigeant de la social-démocratie allemande.

commun avec elle, il est impossible de la purifier, il faut la rejeter comme un symbole de la trahison de la classe ouvrière. Il faut sans tarder rejeter de ses pieds la poussière de la social-démocratie, rejeter “la chemise sale” et prendre le nom de “parti communiste”.

Lénine conclut son discours.

(Selon Soukhanov, la salle applaudit chaleureusement, mais “les membres de l’assistance cultivés” [c’est-à-dire les dirigeants], tout en applaudissant longuement et en chœur, regardaient bizarrement un point de la salle ou laissaient leurs regards errer sans rien voir, manifestant leur désarroi complet : le maître donnait beaucoup de travail à ses élèves marxistes.

Le lendemain, les dirigeants bolcheviks, Staline, Kamenev, Mouranov, etc., avaient prévu au palais de Tauride, où siège le soviét de Petrograd dirigé par les mencheviks et les S-R, une réunion avec les mencheviks pour préparer la fusion ou réunification des deux courants dans un seul Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Lénine y prononce le même discours que la veille devant les cadres et militants du Parti bolchevique. Soukhanov écrit : “A cette réunion de réunification, Lénine apparut comme l’incarnation vivante de la scission, et tout le sens de son intervention dans cette situation consistait d’abord à enterrer l’idée de l’unification.”

“Les bolcheviks présents, écrit Soukhanov, applaudissent certains passages du discours de Lénine, mais moins que la veille...”

Le reste de l’assistance ne partageait pas leurs sentiments. Mais elle n’était pas seulement stupéfaite, et ne se contentait pas de rester pantoise : chaque nouveau mot de Lénine ajoutait à son indignation, non seulement parce que ce discours qui crachait sur tout était parfaitement déplacé dans une réunion “d’unification”, mais aussi parce que, non content de cracher sur cette idée de réunification, il crachait sur les fondements du programme socialiste et de la théorie marxiste. Je me souviens que Bogdanov

(3), assis en face de moi sur “le banc des ministres” à deux pas de la tribune de l’orateur, interrompit Lénine en criant : “Mais c’est du délire ! C’est le délire d’un fou ! C’est honteux d’applaudir ce galimatias, cria-t-il, blême de colère et de mépris, en se tournant vers l’auditoire : Vous vous couvrez de honte, marxistes !”

Ce discours réglait le sort de l’unification de la social-démocratie. Bien évidemment, “l’ordre du jour” élaboré par les organisateurs de la réunion volait en éclats. Tous les discours suivants furent consacrés à Lénine.

(Soukhanov n’a gardé le souvenir que de deux discours, qu’il résume, ceux des mencheviks Tseretelli et Goldenberg.)

Dans un discours bref et brillant, Goldenberg résuma le sens général, le “sel” de l’intervention de Lénine, en déclarant : “Lénine vient de poser sa candidature à un trône laissé vacant en Europe depuis 30 ans, le trône de Bakounine ! Une vieille chanson résonne sous les mots nouveaux de Lénine : on y entend les échos de l’anarchisme primitif révolu.”

A cette conclusion, Goldenberg en ajouta une autre : “Lénine a levé le drapeau de la guerre civile à l’intérieur de la démocratie (4). Il est ridicule de parler d’unification avec ceux dont la devise est la scission, et qui se placent d’eux-mêmes en dehors de la social-démocratie.”

Ensuite, bien que je n’en aie pas gardé le souvenir, mais cela figure dans les comptes rendus publiés dans les journaux, le futur barde et idéologue de la politique léniniste, Stieklov, critiqua aussi l’intervention de son futur chef : “Le discours de Lénine est un uniquement

(3) Bogdanov : menchevik, ne pas confondre avec le Bogdanov, ancien membre du comité central bolchevique, ultra-gauche bolchevique jusqu’en 1910.

(4) “Démocratie” : nom donné à l’ensemble des partis dits “socialistes” et partisans de la démocratie parlementaire (mencheviks, socialistes-révolutionnaires, travaillistes).

constitué de constructions abstraites, qui démontrent qu'il est passé à côté de la révolution russe. Une fois qu'il aura pris connaissance de l'état des choses en Russie, il abandonnera lui-même ces constructions."

Les véritables bolcheviks ne se gênaient pas eux non plus — du moins dans les conversations particulières dans les couloirs — pour évoquer l'“abstraction” de Lénine. L'un d'entre eux déclara même que le discours de Lénine n'avait pas suscité ou aggravé les divergences dans la social-démocratie, mais les avait au contraire liquidées, puisqu'il ne pouvait y avoir de désaccords entre les mencheviks et les bolcheviks à propos de la position de Lénine. D'ailleurs, au début de son discours, Lénine avait déclaré clairement et même souligné qu'il parlait en son nom personnel, et non pas au nom de son parti.

La secte bolchevique continuait à rester dans l'indécision et le désarroi. Et les soutiens que Lénine s'était trouvés soulignaient mieux que tout son total isolément idéologique, non seulement dans la social-démocratie en général, mais même

parmi ses disciples, car parmi ces derniers, seul le soutint Alexandra Kollontai, encore menchevique peu avant, qui rejeta toute union avec ceux qui ne pouvaient ni ne désiraient réaliser la révolution socialiste !

Ce soutien ne provoqua que des moqueries, des rires et du tapage. La réunion se dispersa ; la discussion sérieuse s'interrompit. Lénine ne répondit pas. Il s'était d'ailleurs, semble-t-il, éclipsé.

(Mais, écrit Soukhanov, par solidarité avec lui, un dirigeant bolchevique, Avilov, qui allait passer bientôt chez les mencheviks et même à leur aile droite, invite les bolcheviks présents à quitter la salle.)

Seuls 15 d'entre eux s'en allèrent. La réunification de la social-démocratie avait beau être réglée, elle n'était pas encore brisée par le seul souffle de Lénine. La réunion reconnut à la quasi-unanimité la nécessité d'un congrès de réunification de la social-démocratie russe, avec la participation de toutes ses organisations russes. Puis, on élit à cette fin un bureau, où entrèrent des représentants des courants bolcheviques.

**Grigori
Grigorov :
souvenirs
sur Léon Trotsky**

Grigori Grigorov, dont nous ignorons à peu près tout, a été commissaire politique de l'Armée rouge sur le front sud, contre Denikine. Il a quitté l'Union soviétique nous ne savons quand et a fini ses jours en Israël peu après la rédaction de sa lettre, que nous publions ci-après.

En 1988, l'historien soviétique Vladimir Billik lui a envoyé par écrit un certain nombre de questions sur Trotsky, sur lequel il préparait un travail qui prendra finalement la forme d'une interview, qui paraîtra dans le supplément hebdomadaire de la *Komsomolskaia Pravda*, n° 33, *Sobesednik*, en août 1989.

Cette interview fera beaucoup de bruit, car elle diffusera en URSS un certain nombre de vérités depuis longtemps camouflées ou déformées sur Trotsky.

Grigorov lui a répondu par la lettre jointe, que Billik m'avait remise peu après en me demandant de ne pas la publier avant sa mort, survenue en 1999. Ayant retrouvé cette lettre récemment, je peux donc désormais la publier. Elle n'apporte certes pas de révélations sensationnelles, mais, outre ce qu'elle raconte, elle exprime, plus de soixante ans après les événements, la réaction d'un ancien commissaire de l'Armée rouge, qui avait quitté l'URSS de Brejnev, mais restait toujours, fondamentalement, fidèle à ce qu'avait représenté pour lui la révolution d'Octobre.

Jean-Jacques Marie

“Vous voulez savoir ce qu’était Trotsky en tant qu’homme ?”

TRÈS respecté Vladimir Isaakovitch, je dicte ma lettre à ma fille, car j’ai des tremblements dans la main droite. Je répondrai à vos questions. Je dois d’abord vous dire que vous comprenez correctement la personnalité et le rôle de Trotsky dans le mouvement révolutionnaire.

Je dirai d’abord que Trotsky était une personnalité tellement indépendante qu’il ne convient pas de le comparer même à Lénine. Lénine et Trotsky sont venus à la révolution d’Octobre chacun par leur propre cheminement. Même ses désaccords antérieurs avec Lénine soulignent à quel point il se différencie principalement des autres marxistes. Pourquoi aurait-il été impossible d’avoir des désaccords avec Vladimir Ilitch ? L’important est que les chemins indépendants de ces deux révolutionnaires se soient rejoints en 1917. Peut-être faut-il poser la question : comment se fait-il qu’avant Octobre, Lénine ait sous-estimé Trotsky ?

Le problème est que l’on a fabriqué le mythe du “noyau léniniste” monolithique. Mais ce noyau s’est disloqué à la veille d’Octobre. Dans ses *Leçons d’Octobre*, Trotsky a démontré que, fondamentalement, il n’y avait pas de noyau léniniste, que les prétendus léninistes (Zinoviev, Kamenev, Rykov, etc.) considéraient l’insurrection d’Octobre comme prématurée. Quant au “léniniste” Staline, l’expérience historique a montré qu’il n’a jamais rien eu de commun avec Lénine.

Vous voulez savoir ce qu’était Trotsky en tant qu’homme ? Je l’ai rencontré à diverses étapes, je peux vous dire que c’était un homme extraordinairement sensible, attentif et charmant. Certes, il n’avait pas la simplicité et la spontanéité de Lénine. Il était profondément attentif avec les camarades et le personnel de commandement de l’Armée rouge. Dans ses relations avec les gens, il ignorait toute familiarité. Les décorations et les honneurs extérieurs ne l’intéressaient absolument pas.

Sa correction n’était pas de nature petite-bourgeoise. Comme tout grand homme, il comprenait à quel point il se hissait au-dessus de son entourage. Il ne cherchait jamais à s’attirer les bonnes grâces de Lénine, ne prononçait jamais de louanges à son encontre. Seuls des staliniens ont bavardé sur sa prétendue injustice pendant la guerre civile : Vorochilov, Boudionny, Kaganovitch et autres.

Pendant la guerre civile, je l’ai rencontré sur le front sud-ouest, en 1919, à Ekaterinoslav. Il était sévère, mais juste. Lénine, lui aussi, était correct avec les représentants de l’opposition et avec ceux qui s’écartaient de sa ligne.

Vous me demandez : est-ce que l’on peut considérer Léon Davidovitch comme un politicien ? On qualifie de politicien des gens qui mènent toutes sortes d’intrigues et tentent d’accéder au pouvoir par tous les moyens. Trotsky était un

grand homme politique, il ne s'est jamais lancé dans les intrigues, ni petites ni grandes. On peut seulement lui reprocher d'avoir été trop direct. Il n'a jamais balancé entre Lénine, Plekhanov et Martov. Il a toujours eu son propre point de vue politique. Ainsi, c'est pendant la maladie de Lénine qu'il a critiqué les prétendus "léninistes" qui avaient été à la dérive en Octobre. S'il avait été un politicien, il n'aurait pas agi ainsi. Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rykov, Tomski, eux, étaient des politiciens, eux qui, malgré le Testament de Lénine, ont soutenu Staline et se sont lancés à l'assaut de Trotsky.

Pendant la maladie de Lénine, Trotsky n'a organisé aucune opposition, il avait magnifiquement compris qu'après la mort de Lénine les politiciens s'uniraient contre lui.

La faiblesse de Trotsky consiste précisément en ce qu'il n'a jamais cherché à occuper un poste élevé dans le parti, comme y tendaient Staline et sa bande. Fondamentalement, Trotsky occupait pourtant le poste le plus élevé : président du Comité militaire révolutionnaire de la République. Nous terminions toutes nos réunions dans l'armée en nous exclamant : "Vive nos chefs Lénine et Trotsky."

Trotsky avait autant d'autorité que Lénine. En général, Léon Davidovitch avait une attitude sceptique à l'égard de toute sorte de fonction gouvernementale. C'était avant tout un grand révolutionnaire et le plus grand tribun de son siècle. C'est pourquoi Trotsky refusa le poste de suppléant de Lénine au Conseil des commissaires du peuple. L'idée même que Trotsky puisse être le "suppléant" de quelqu'un est en elle-même assez ridicule.

Pourquoi Trotsky refusait-il souvent de participer aux travaux des commissions et parfois même ne prenait pas part aux réunions du bureau politique ? C'est la première fois que je l'entends dire. Il y avait à cela, sans doute, des raisons sérieuses. Seules des petits bourgeois peuvent faire attention à de tels petits faits.

On sait avec quel enthousiasme les délégués du XII^e Congrès ont accueilli le rapport de Trotsky sur l'économie (1). Fondamentalement, c'est ce rapport qui a posé les bases de l'industrialisation du pays. Lounatcharski (2) avait compris que

Trotsky n'était pas seulement un organisateur sérieux, mais aussi un stratège révolutionnaire. Il est vrai aussi qu'il n'était pas très expert dans les petites questions de la vie du parti. Vous avez raison de dire qu'il n'avait pas le talent d'un homme d'appareil ; il n'accordait en général pas d'importance à l'appareil bureaucratique. En cela, il se distinguait de Lénine. Mais il avait pas mal de partisans même dans ce que l'on appelle le noyau léniniste.

Sa défaite a été conditionnée non seulement par la sous-estimation de l'appareil, mais aussi par l'immaturité de la révolution russe en général. Ceux qui considèrent que la victoire de Trotsky aurait été de même nature que le stalinisme sont de purs gredins et peut-être des antisémites. Il faut admettre qu'une direction collective dans les conditions d'un système de parti unique est impossible. En 1921, il n'y avait pas de secrétaire général, il y avait seulement un secrétariat composé de Preobrajenski, Krestinski et Serebriakov (3). Lénine considérait qu'une telle direction collective était un facteur de groupement fractionnel : c'est pourquoi il propulsa Staline au poste de secrétaire général. Il comprit son erreur à la veille de sa mort.

J'ai rencontré Trotsky en 1921, puis en 1927, quand il s'installa dans l'appartement de Beloborodov (4). Il me donna alors à lire son article intitulé *A une nouvelle étape*.

Je crois avoir répondu à toutes vos questions.

G. Grigorov, le 25 avril 1988

(1) Voir à propos de ce congrès et du discours de Trotsky l'article d'Ivan Vratchev, délégué à ce congrès, dans le n° 26 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

(2) Anatole Lounatcharski, commissaire du peuple à l'Instruction publique, auteur d'un volume de souvenirs intitulé *Silhouettes révolutionnaires*, qui comporte, entre autres, un chapitre consacré à Trotsky.

(3) Sur Preobrajenski, voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 24.

(4) Après son exclusion du comité central en octobre 1927, Trotsky quitta son appartement du Kremlin et s'installa quelque temps dans celui de l'opposant de gauche Beloborodov, alors commissaire à l'Intérieur de la République de Russie, d'où il fut enlevé par le Guépéou pour être exilé à Alma-Ata en janvier 1928.

25/11-88 Владимир Владимирович
 Письмо свое писал Владимир Владимирович
 Ваши вопросы. Прежде всего надо сказать, что у
 Троцкого и его роль в истории революции и
 фронта, что Троцкий был настолько самосто-
 ятельной личностью, что не требуется его
 сравнивать даже с Лениным. К Октябрьской со-
 ветской революции Ленин и Троцкий пришли раз-
 разными путями. Даже его переписка
 разительно отличается от других марк-
 сизмов. Почему это так было? Почему раз-
 носилась с Лениным? Почему это было так?
 Ведь то, что самостоятельно в 1917 году
 совершил Троцкий, поставило в 1917 году
 Ленин и Троцкий перед необходимостью
 кого?

Вопрос в том, что был создан мир Октябрьской
 революции. Но это ядро распалось на четыре
 части: в своей "урожайной" деятельности
 что Ленинского ядра по существу Ленинцы!
 (Зинovieв, Каменев, Рязанский и др.) считали переде-
 ственным Октябрьское восстание. Что
 касалась такого "Ленинца", как Сталин,
 то исторически опыта не имел с Лениным.
 Ленин вообще не искал с Лениным
 был Л. Д., как человек. Встречался, что
 на разных этапах, могу сказать, что
 это были разные люди, истинно только что
 были, внешне разные и сдвинутые про-
 и непосредственности В. И. Ленина.

-2-

К товарищам, к командному составу Крас-
 ной Армии отнеситесь с изумлением. Выше
 не было отнесения к людям не было
 франшизы. Его совершенно не ин-
 тересовали внешние почести и награды.
 Его корректность была не обыденно-
 ского характера. Но он, как великий великий
 человек, понимал, насколько он выше
 стоит над окружающей средой. Перед
 Лениным никогда не заискивал, никогда
 не произносил восторженных по его ад-
 ресу, о его несправедливости во время
 гражданской войны болтали только
 стилисты: Ворошилов, Буденный, Кагамо-
 вы и др. Во время гражданской войны
 мне приходилось с ним встречаться
 на юго-западном фронте, в 1919 г., в Ска-
 тернославе. Он был строг, но стра-
 вездив. Ленин тоже был корректен
 с представителями оппозиции, и те-
 ми, которые позволяли себе отсут-
 ствовать от его имени.

Во Франции бы: можно ли Л. Д.
 назвать политиканом? Политиканом
 называют людей, которые заманива-
 ют всякими интригами и всякими
 путями добиваются власти. Троцкий
 был великим политиком, никогда не
 вступал на путь ни мелких, ни круп-
 ных интриг. Его можно назвать
 только в излишней простоте, он никогда
 не колебался между Лениным, Плехановым
 и Мартовым. У него всегда была своя
 собственная точка зрения. Именно, во
 время болезни Ленина, он открыто кри-
 тиковал так называемых "Ленинцев",
 которые срединили в Октябре. Если
 бы он был политиканом, он бы так

-3-

не поступил. Именно, Зиновьев, Каменев, Бухарин, Рыков, Томский были политическими, когда, несмотря на заветные Ложина поддерева Сталина и надписи на Троцкого.

Во время болезни Ленина Троцкий не создавал никаких оппозиций, он великомерно понимал, что после смерти Ленина политика объединяется против него.

Именно слабость Троцкого, что он никогда не стремился занять высокий пост в партии как стремились Сталин, Чего орава. По существу Троцкий занимал самый высокий пост - Председатель Реввоенсовета Республики.

Все наши армейские собрания мы закончили возгласом: "Да здравствует наш вождь - Ленин и Троцкий!"

У Троцкого был такой же авторитет, что и у Ленина. И вообще, Л. З. отнеслась скептически ко всяким государственным постам. Он был прежде всего великим революционером и величайшим трудящимся своего века. Именно потому Троцкий отказался от поста "Заместитель Лени на по Совнаркому", и вообще, смеясь думать, что Троцкий может стать кем-то заместителем.

Почему Троцкий часто отказывался от работы в Комиссиях и даже иногда не присутствовал на заседаниях Политбюро - об этом я слышу впервые. Были вероятно серьезные причины на то, что он отказывался от работы.

-4-

Известно, как делегаты съезда бурно реагировали на доклад Троцкого и его доклад заложил основу индустриализации страны. Именно Луначарский понимал, что Троцкий не только серьезный организатор революции, но и политический стратег. Верно и то, что в мелких вопросах партийной дисциплины он был неискренен. Но право, что таланта аппарата у него не было, и вообще бюрократическому аппарату он не придавал значения. Этим нисколько не отличался от Ленина. Но среди него так называемого достаточного, даже его порицание обусловлено не только неясностью аппарата, но и незрелостью русской революции вообще.

Троцкого было бы считать, что победа была просто делом и победой сталинизма. Надо сказать, что коллективное руководство, в условиях однопартийной системы, невозможно. В 1921 г. не Ленинский, Крестинский, Сергеевич (присоразителю) и такое коллективное руководство партии групповыми, что Кузнецовскому выдвинуть Сталина на пост Ленина. Перед смертью он пошел своим путем.

Я встретился с Троцким в 1921 г. и затем в 1927 г., когда он поселился в квартире Велобородова. Он дал мне прочитать мою статью и ответил на все вопросы. С. С. Убаевским.

На вопрос: "На каком этапе?"

Прибежал ответил на все вопросы. С. С. Убаевским.

Т. Троцкий

**Un projet
de résolution
de l'Opposition unifiée
repoussé
à une écrasante
majorité...
mais communiqué
à tout le parti**

Le bulletin n° 3 de la revue du comité territorial de Sibérie, *Na leninskou pouti*, publie le projet de résolution déposé en octobre 1927 par l'opposition à la réunion des cadres du Parti communiste de Novossibirsk après l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev du comité central.

La direction Staline-Boukharine du Parti communiste soviétique accusait alors l'Opposition unifiée de fomenter un complot militaire pour prendre le pouvoir, ce à quoi fait allusion un passage de la motion de l'Opposition unifiée publiée ci-après.

Nous reproduisons la page de ce bulletin. Certes, la rédaction précise que cette résolution a été battue "par plus de 900 voix contre 13", mais elle la publie. Les dirigeants de Novossibirsk qui publient la motion battue savent fort bien qu'une partie des 900 n'ont levé la main que par peur ou discipline. Ce projet, repoussé à une écrasante majorité, est ainsi communiqué à des milliers d'adhérents et leur est dès lors présenté comme un élément légitime de la discussion dans le parti. Staline ne peut l'accepter. Il doit donc, tout en écrasant l'opposition par l'intimidation, la calomnie, la pression et l'exclusion, normaliser l'appareil du parti lui-même. Ce processus se répétera et s'amplifiera jusqu'à la destruction du parti, achevée en 1938, et l'édification du parti stalinien de la bureaucratie sur les ruines du Parti bolchevique bureaucratisé.

Projet de résolution sur le rapport “*Sur le bilan du plénum du comité central et sur la prochaine discussion*”

D En pleine conformité avec les indications de Lénine, qui, lors de la proposition d'exclusion de Chliapnikov (1) du comité central, déclara : “*Si le comité central écartait le camarade Chliapnikov en tant que représentant de l'Opposition avant le congrès lui-même, il ferait incontestablement une cochonnerie*” (tome XVII, p. 81), l'assemblée des cadres du parti de Novossibirsk juge absolument inadmissible l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev du comité central avant la tenue du congrès lui-même et condamne de telles décisions.

II) L'assemblée condamne aussi résolument la tentative du camarade Staline et du bureau politique de camoufler les divergences de principe entre la majorité du comité central et l'Opposition par des légendes sur “un complot militaire” et s'indigne de cette tentative.

III) L'assemblée considère que la discussion avant le congrès doit se mener en conformité avec les indications de Lénine sur cette question : “*Il faut que tous les membres du parti se mettent à étudier avec un sang-froid absolu et une très grande honnêteté, d'abord l'essence des*

divergences, et ensuite le développement de la lutte dans le parti. Il faut étudier et l'un et l'autre, en exigeant obligatoirement les documents les plus précis, imprimés, accessibles à la vérification de tous les côtés. Celui qui croit sur parole est un incorrigible idiot que l'on ignore” (Lénine, tome XVIII, première partie, page 28).

Désireux de ne pas tomber dans la situation de ceux qui croient sur parole, les militants réunis jugent indispensable :

1) La publication de la plate-forme de l'Opposition pour le XV^e Congrès du parti (remise au comité central dès septembre).

2) La publication des documents de l'Opposition sur les questions des désaccords (révolution chinoise, comité anglo-russe, etc.).

3) La publication dans la presse d'articles des partisans de l'Opposition sur toutes les questions.

(1) Alexandre Chliapnikov, ouvrier métallurgiste, membre du comité central du Parti bolchevique en 1920-1922, dirigeant de l'Opposition ouvrière. Voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 24 (NDLR).

**La motion C
de la fédération
de la Seine
pour le congrès
national
du Parti socialiste
du 9 juin 1935**

A la mi-septembre 1934, à la suite des conseils donnés par Léon Trotsky et après une longue discussion où se manifeste une assez forte opposition à la décision finalement prise, les trotskystes entrent dans la SFIO, y fondent une tendance "bolchevik-léniniste", qui obtient au congrès national suivant, tenu à Mulhouse, un élu à la commission administrative permanente (CAP) de la SFIO, un siège. Au printemps 1935 se forme le Rassemblement populaire, qui réunit 99 organisations (dont le Parti socialiste français ultra-corporatiste fondé en 1933 par Marcel Déat) et qui se prononce clairement pour la défense de la propriété privée des moyens de production et de l'empire colonial français. Les trotskystes ("bolcheviks-léninistes") déposent une motion dite "C" pour le congrès fédéral de la Seine de la SFIO en juin 1935. Trotsky est alors persuadé que va commencer dans la SFIO la chasse aux trotskystes. La réalité confirme vite le pronostic. Le 30 juillet 1935, 13 dirigeants de l'Entente des jeunesses socialistes de la Seine sont exclus pour leurs positions politiques par la conférence nationale de la SFIO de Lille. Puis, au début de septembre, le secrétariat national de la SFIO dirigé par Paul Faure, futur ministre d'Etat de Pétain, demande et obtient l'exclusion de 11 trotskystes pour activité en faveur de la IV^e Internationale. Parmi les exclus, figure Jean Rous, élu de la tendance bolchevique-léniniste à la CAP de la SFIO ! Trotsky conseille aux trotskystes de se préparer au départ. Une bonne partie d'entre eux (y compris certains opposants à l'entrée) renâclent et déposent au congrès fédéral de la Seine des 26 et 27 octobre une motion à nouveau dite "C", qui reçoit sensiblement moins de mandats que lors du congrès précédent. Trotsky conclut : *"Le congrès de la Seine démontre une fois de plus que les possibilités sont épuisées pour nous à l'intérieur de la SFIO"* (21 novembre 1935).

“Choisir entre deux politiques”

VOUS avez à choisir entre deux politiques : l'une, celle du secrétariat, la politique du statu quo et de la passivité, l'autre, la politique révolutionnaire telle qu'elle s'est manifestée lors du conseil fédéral de la Seine du 25 février dernier, avec ses mots d'ordre de rassemblement, d'organisation et de sécurité des masses (milices, armement des travailleurs, communes ouvrières, comités d'usine, comités de techniciens), mots d'ordre qui ont été violemment combattus lors du dernier conseil national.

Seule la motion que nous vous présentons reprend en termes clairs les mots d'ordre et les moyens de cette politique révolutionnaire votée par la majorité du dernier conseil fédéral de la Seine.

La motion de *La Bataille socialiste* ne reprend pas ces mots d'ordre et recule devant l'attaque du secrétariat au dernier conseil national ; quant au mot d'ordre des milices et de l'armement, Bracke, cosignataire de la motion de *La Bataille socialiste*, l'a abandonné pour se joindre à Lebas au cours du congrès de la fédération du Nord, où ce dernier déclara : “*Nous ne pourrons organiser l'armement du peuple que lorsque nous aurons conquis le pouvoir. Ce sera le résultat de notre victoire et non le moyen de nous l'acquérir*” (*Le Populaire*, 27 mai 1935). La motion de *La Bataille socialiste* passe complètement sous silence la question

de la guerre, qui est intimement liée à la lutte pour le pouvoir. Par cela même, elle entrave le travail de clarification politique tout à fait indispensable.

Nous affirmons que le devoir de chaque militant est de ne pas se prêter, en votant des textes qu'on peut interpréter dans les sens les plus opposés, à des manœuvres qui aboutiraient à un nouveau nègre blanc, c'est-à-dire à la stagnation. Chacun doit prendre ses responsabilités, dire clairement dans quelle voie il veut s'engager, et cela sans équivoque.

Cette clarification, nous voulions la faire en commun avec des camarades signataires de la motion de *La Bataille socialiste*. Ils s'y sont refusé à la commission des résolutions de la Seine, ont maintenu intégralement leur texte. A leur défaut, nous reprenons les mots d'ordre de la seule politique susceptible d'assurer le pouvoir au socialisme et de faire du parti l'arme de cette lutte !

Ont signé :

Seine : Balay (CE de la Seine), Frank (XIV^e), Gérard (XVIII^e), Molinier (XIX^e), Naville (XX^e) ;

Seine-et-Oise : Craipeau, Touzard (CA de Seine-et-Oise) ;

Drôme : Royannez ;

Isère : Bardin ;

Loiret : Dollon ;
 Nord : Danno (Valenciennes), Devryère (Lille) ;
 Rhône : Berthe Joly ;
 Var : Cambier.

I

Le congrès du Parti socialiste considère que toute la situation nationale et internationale impose au prolétariat de prendre sans délai la tête de la lutte pour le pouvoir. Si **la classe ouvrière et les opprimés de toute condition** ne parviennent pas à s'emparer du pouvoir, en expropriant la bourgeoisie, c'est la réaction militariste des Tardieu et des Weygand, et le fascisme des de La Rocque, des Bucard et des Taittinger, qui, inévitablement, s'en empareront.

C'est pourquoi le Parti socialiste proclame sa volonté de rassembler les masses travailleuses immédiatement sous le mot d'ordre de la lutte pour le pouvoir, qui doit servir d'axe à l'action du parti sur tous les terrains : politique, économique, social, militaire.

La seule voie vers le pouvoir est la voie révolutionnaire. Entre les méthodes réformistes et la préparation méthodique de la prise révolutionnaire du pouvoir par le rassemblement des masses et leur organisation insurrectionnelle, il n'y a pas de place pour une troisième méthode. Seule *"la force est la grande accoucheuse des sociétés"*.

II

La condition préalable de cette lutte est l'action sans merci contre le gouvernement de spoliation et de guerre du type Flandin, qui, loin de défendre les libertés des travailleurs au sein du régime capitaliste, les détruit méthodiquement avec le concours des fascistes, des militaristes et de l'Eglise.

Le Parti radical-socialiste lui apporte son concours dans cette tâche ; c'est pourquoi le Parti socialiste considère indispensable une lutte irréductible contre ce parti pour gagner à nos idées les

masses qu'il influence, et la rupture de toute attache avec lui aux élections, au Parlement, hors du Parlement.

Il découle aussi de là que toute attitude où pratique d'opposition bienveillante envers le gouvernement et sa politique (votes au Parlement, etc.) doit être dénoncée comme incompatible avec une orientation révolutionnaire vers le pouvoir.

La lutte pour le pouvoir nécessite la rupture avec toute promesse et toute pratique d'Union sacrée *"même en cas d'agression caractérisée de l'Allemagne"* (discours de Blum), même sous le signe de la défense de l'URSS. Le parti doit mener la lutte pour la révolution et l'instauration des Etats-Unis socialistes d'Europe, comme seul moyen d'éviter la guerre. Si la guerre éclate, néanmoins, la lutte pour le pouvoir doit se poursuivre **par la continuation de la lutte de classes, sans égard** à la défaite de son propre impérialisme.

La lutte pour le pouvoir doit comporter une propagande appropriée pour gagner au socialisme les exploités sous les armes.

III

Le Parti socialiste déclare que les conquêtes démocratiques (libertés de réunion, de presse, d'association), qu'il ne faut pas confondre avec l'Etat parlementaire, ne peuvent être efficacement défendues que par les méthodes de l'action de masse révolutionnaire. Utilisant ces conquêtes subsistant de la période démocratique **comme moyen et point de départ** pour une action non limitée par la légalité bourgeoise, l'action de masse dirigée par les socialistes conduira à la lutte décisive pour le renversement de la bourgeoisie.

IV

La propagande et l'action pour le pouvoir se développeront sur la base d'un programme d'action contenant les grandes revendications (nationalisation

des banques et des industries clés) liées aux revendications particulières à chaque couche laborieuse (mise au point d'une charte de revendications principalement pour les ouvriers, les femmes, les jeunes, les paysans, les chômeurs, les étrangers, les employés, les petits boutiquiers, les coloniaux).

La lutte pour ces revendications sera placée sous le signe du **contrôle** par les exploités sur la production, l'échange et le crédit monopolisés par une poignée d'exploiteurs.

Le parti fera appel aux syndicats pour se joindre à l'action commune en vue de susciter des rassemblements et des actions de masse autour des revendications ci-dessus, inscrites dans le plan confédéral.

V

La propagande autour des revendications ci-dessus mentionnées sera liée aux mots d'ordre suivants comme principaux objectifs et moyens sur la voie du pouvoir :

a) popularisation et préparation de la grève générale ;

b) création de la milice ouvrière ; pour y parvenir, former simultanément à tous les échelons du parti des groupes de défense active, faire les efforts nécessaires à leur développement, ces groupes devant constituer les cadres de la milice du peuple, dont l'action, loin d'être coupée des masses, sera un moyen d'encadrer ces masses propulsées par une politique révolutionnaire ;

c) propagande pour l'armement des travailleurs. Les masses doivent être appelées à la nécessité de riposter physiquement à l'adversaire fasciste, d'organiser farouchement cette riposte et de s'armer pour vaincre.

En effet, la manifestation de la puissance prolétarienne, développant son action attractive, est un moyen décisif de la conquête des masses travailleuses, de la neutralisation des couches intermédiaires, de la désagrégation de l'armée bourgeoise et de l'alliance spontanée des soldats avec le prolétariat.

VI

Le parti souligne que la lutte pour le pouvoir ne peut que signifier la lutte pour la destruction radicale de l'appareil de l'Etat bourgeois (policier, administratif, constitutionnel et militaire) et son remplacement par l'Etat des ouvriers et des paysans, dont la forme a été trouvée par la Commune de Paris, puis réalisée par la Commune soviétique. Le parti, en vue de commencer d'instaurer la dualité de pouvoir, à l'intérieur de la société, créera les premiers éléments du pouvoir ouvrier (comités de quartier, communes ouvrières et paysannes, comités d'usine, cercles de soldats).

VII

Le parti exige l'octroi de libertés élémentaires aux indigènes des colonies opprimées par la bourgeoisie française (libertés syndicales, de presse, de réunion, etc.). La classe ouvrière de France ne peut conquérir le pouvoir qu'en liaison avec les peuples et classes exploités par le capitalisme français dans ses colonies.

Dans la lutte pour le pouvoir, un rôle important sera rempli par les catégories d'exploités les plus opprimées, telles que les jeunes, les femmes et les ouvriers immigrés. Le congrès du Parti socialiste décide donc de mener une campagne qui leur soit particulièrement destinée, et notamment de développer avec intensité un programme spécial de revendications qui leur soient propres.

VIII

La victoire des travailleurs n'est pas possible sans une forte cohésion, sans la constitution, dans la sélection de la lutte, d'une direction révolutionnaire, c'est-à-dire, dans les conditions présentes d'organisation de la classe ouvrière, d'un regroupement de ses éléments conscients dans un seul parti révolutionnaire constitué sur une base politique claire déduite des enseignements, des victoires et des défaites du passé.

Pour hâter ce regroupement, dans le feu de l'action, est décidée la tenue régulière d'assemblées communes, entre membres des divers partis prolétariens, en vue d'élaborer une plate-forme d'unité

de contenu véritablement révolutionnaire. En préparant de telles assemblées, on élèvera le niveau politique des membres du parti, on décuplera leur force de propagande.

**Vadim
Rogovine :
Staline
et la révolution
espagnole**

Le mouvement révolutionnaire en Espagne a commencé à se développer en 1931, lorsque fut renversée la monarchie.

Le 27 avril de la même année, Trotsky écrivait au bureau politique du comité central que si, en Espagne, on ne parvenait pas à l'unité des forces révolutionnaires, elles subiraient inmanquablement une défaite, qui *“entraînerait presque automatiquement l'instauration en Espagne d'un véritable fascisme dans le style de Mussolini”*.

Staline transmit cette lettre aux membres du bureau politique en l'accompagnant d'un commentaire furieux : *“Je pense que le comité exécutif de l'Internationale devrait casser les reins de monsieur Trotsky, ce chef de bande, ce charlatan de menchevik.*

Il faut le remettre à sa place” (1).

Durant les cinq années qui suivirent, Staline n'accorda aucune attention aux événements espagnols. L'Union soviétique n'avait même pas de relations diplomatiques avec le pays. La situation changea après la victoire du Front populaire aux élections de février 1936 et lorsque, cinq ans plus tard, eut lieu la rébellion fasciste du général Franco, qui avait tout de suite reçu l'aide de l'Allemagne et de l'Italie.

Le 30 juillet, cent jours avant que les premiers avions soviétiques ne soient livrés à l'armée républicaine, les escadrilles allemandes et italiennes bombardaient déjà Madrid et d'autres villes. Les combats aériens frappaient sans discernement la population civile, au détriment des forces républicaines.

Le Premier ministre français, Léon Blum, proclama le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures espagnoles.

Les gouvernements “démocratiques” d'Europe refusaient d'aider le gouvernement légal d'Espagne dans sa lutte contre les rebelles, soutenus par l'intervention directe des puissances fascistes.

Cette politique s'abritait derrière un traité international signé en septembre 1936, qui interdisait l'exportation et le transit des armes en Espagne. Pour contrôler ce traité fut créé un “comité de non-ingérence” comprenant des représentants de 26 pays, dont l'Union soviétique.

Malgré leur participation à ce comité, l'Allemagne et l'Italie ne réduisirent nullement leur aide aux rebelles espagnols.

En automne 1936, 150 000 Italiens et 50 000 Allemands se battaient du côté de Franco.

Les navires italiens et allemands assuraient le blocus du pays.

(1) Volkogonov : *D. L. Trotsky*, tome 2.

“S’arrêter à portée de canon” (Staline)

LE 4 septembre, se constitua à Madrid un gouvernement dirigé par le socialiste de gauche Largo Caballero, dans lequel entrèrent tous les partis du Front populaire, y compris les communistes. Ce gouvernement commença à se tourner vers l’Union soviétique, comptant sur son aide pour lutter contre les rebelles et les forces d’intervention.

“*L’intervention soviétique, écrivait Krivitski, aurait pu devenir décisive à certains moments si Staline avait pris le risque de s’engager aux côtés du gouvernement légal, comme Mussolini l’avait fait pour Franco. Mais Staline ne voulait prendre aucun risque... Il s’arrangeait toujours pour ne pas entraîner la partie soviétique dans une longue guerre.*” En outre, il se méfiait du Front populaire, qui n’avait d’intérêt pour lui que s’il permettait de “*mettre au pouvoir des gouvernements amis de l’Union soviétique avec l’aide de toutes sortes de compagnons de route et de dupes*”. A cette condition-là, il était prêt à abandonner les objectifs révolutionnaires internationaux et à empêcher que les soulèvements de masse se transforment en révolutions socialistes. Il parlait du point de vue que les communistes étrangers qui obéissaient à ses ordres « *renonceraient, au nom de la “démocratie”* », à *s’opposer au pouvoir et s’aligneraient sur les autres partis politiques* » (1).

En Espagne, Staline était partisan d’une tactique à long terme sur la question de l’aide aux républicains. Comme l’indiquent les *Carnets de Reiss*, “*dans la question espagnole, (sa) première réaction fut d’aider, puis, jusqu’au 6 septembre (1936), d’interdire toute initiative*” (2).

La seule chose qu’il ait permise dans un premier temps, c’est que le Comintern et l’opinion publique soviétique s’associent au mouvement qui s’était développé dans le monde entier en faveur de l’Espagne républicaine. La propagande soviétique s’est emparée du sentiment de devoir international, ce qui enthousiasma les Soviétiques. “*La République espagnole de 1936-1939 et ses brigades internationales, se rappelle Lev Kopelev, nous étaient devenues très proches aussi parce qu’elles rassemblaient des gens de différentes nations et de différents partis. Il semblait qu’à Madrid et en Catalogne, les prolétaires de tous les pays s’étaient effectivement réunis dans une lutte commune contre le fascisme et dans la quête commune de la justice et de la liberté. Nos vieux idéaux, nos rêves de fraternité internationale reprenaient vie en Espagne au moment même où se déchaînaient le mensonge et la*

(1) Krivitski V. : *la byl agentom Stalina* (“Je fus un agent de Staline”).

(2) *Bulletin de l’opposition*, 1937, n° 60-61.

terreur" (3). Kopelev raconte que ses camarades et lui étudiaient fiévreusement l'espagnol et qu'ils écrivirent plusieurs fois à Staline, Vorochilov et Mikhaïl Koltsov pour les supplier de les envoyer sur le front espagnol.

Hemingway a parlé de cet enthousiasme de milliers de gens dans les pays capitalistes dans *Pour qui sonne le glas*, l'œuvre la plus honnête et la plus fervente du XX^e siècle qui soit consacrée à la révolution et à la guerre civile. Le héros, le journaliste américain Robert Jordan, reprend souvent l'idée que la guerre d'Espagne "puisse être l'axe autour duquel se nouera le sort de l'humanité".

Beaucoup de gens, favorables ou non au communisme, pensaient que les actions de Staline visaient à la révolution mondiale. Krivitski, qui avait bien compris ses manœuvres politiques, réfute totalement cette opinion et souligne que "les objectifs de la révolution mondiale ont depuis longtemps cessé de préoccuper Staline. Il n'avait en vue que les stricts objectifs de la politique extérieure de la Russie soviétique."

Bien conscient de cela, aucun dirigeant soviétique lié aux affaires internationales ne prenait au sérieux la campagne lancée par le Comintern pour défendre la République espagnole. Le Comintern, « que l'on surnommait depuis longtemps "la boutique" (comme le disait Staline avec ses proches — V. R.), était à présent relégué dans une calme banlieue de Moscou et avait cessé d'être le phare de la révolution mondiale pour devenir un simple accessoire de la politique extérieure de Staline, parfois utile comme moyen d'action indirecte, parfois bien encombrant... Certains vétérans du Comintern encore dévoués corps et âme aux idéaux de la révolution mondiale fondèrent un nouvel espoir sur l'Espagne. Les vieux révolutionnaires espéraient réellement que la guerre civile espagnole soulèverait une nouvelle vague d'enthousiasme dans le monde. Mais leur enthousiasme ne produisait ni munitions, ni tanks, ni avions, ni rien de ce que les puissances fascistes fournissaient à Franco. La fonction réelle du Comintern à ce moment concret se ré-

solvait à couvrir d'un bruit assourdissant les échos lancinants du silence glacé de Staline » (4).

Pendant ce temps, le gouvernement espagnol, qui ne disposait pas d'une industrie de guerre, avait de plus en plus besoin d'un armement moderne pour mener la guerre. Mais les gouvernements des Etats démocratiques bourgeois avaient interdit toutes les livraisons d'armes à la République espagnole, d'abord celles des Etats, puis celles des entreprises privées. L'Union soviétique restait le seul espoir des républicains.

A l'automne 1936, la situation de la République espagnole était devenue préoccupante. Les armées de Franco avaient lancé une offensive contre Madrid avec l'aide des troupes coloniales marocaines et des troupes régulières italiennes et allemandes. Les fascistes avaient pris le contrôle de six des sept voies d'accès à la capitale. C'est seulement alors que Staline prit la décision de répondre aux appels désespérés du gouvernement républicain, mais il s'arrangea pour en retirer un énorme avantage matériel. Il entra en pourparlers avec les dirigeants espagnols pour fixer le prix de vente des armes à l'ensemble des réserves d'or de la République, c'est-à-dire 600 tonnes. Pour masquer l'opération, il fit publier un décret du commissaire au Commerce extérieur interdisant "l'exportation, la réexportation et le transit de tout armement, munitions et navires de guerre en Espagne". Ce décret, compris dans le monde entier comme un gage de non-ingérence, servait à couvrir la création, par les agences staliennes à l'étranger, de tout un réseau d'entreprises d'import-export. Ces officines privées servaient à obtenir des gouvernements d'Europe de l'Est, d'Amérique latine et d'Asie des autorisations consulaires certifiant que les achats d'armes se faisaient pour leurs pays. Cela permit de réaliser de gros achats auprès d'industriels français, tchécoslovaques, polonais et hollandais.

(3) Kopelev L. : *I sotvoril sebe kumira* ("Et il s'est créé une idole"). Ann Arbor.

(4) Krivitski V. : *Ja byl agentom Stalina*.

La "liberté du marché commercial" était si grande à l'époque que même les "cannonniers" allemands, qui se sentaient relativement indépendants du régime totalitaire hitlérien, vendaient des stocks d'armements modernes à ses adversaires (5).

Le contre-espionnage soviétique agissait avec tant d'efficacité que les navires transportant des armes portaient d'Odessa sous de faux noms et sous pavillons de complaisance, et pouvaient traverser la Méditerranée, alors que les agents italiens et allemands observaient attentivement le mouvement des bateaux. Puis, ils déchargeaient dans des ports contrôlés par les républicains, changeaient de nom et rentraient à Odessa sous pavillon soviétique.

Avant même le départ des grosses cargaisons d'armes d'Union soviétique, une énorme partie de l'or espagnol avait été remise à Odessa. L'organisation des opérations avait été confiée en Espagne à Alexandre Orlov, qui se faisait passer pour "M. Blackstone, de la Banque nationale des Etats-Unis".

En 1957, devant la commission du Sénat américain sur les problèmes de sécurité, Orlov fournit des détails sur cette opération et précisa qu'elle lui avait été confiée personnellement par Staline.

Le 20 octobre, il avait reçu un télégramme chiffré par lequel Staline lui ordonnait de faire passer immédiatement l'or en URSS. Officiellement, il s'agissait de le mettre à l'abri en Union soviétique pour éviter qu'il ne soit saisi par les franquistes au moment de l'assaut sur Madrid.

Le transport eut lieu dans le plus grand secret, sur des navires soviétiques. Dans le port d'Odessa, les officiers du NKVD passèrent plusieurs jours à transporter à bras d'homme les lourdes caisses par un passage gardé entre les quais et la gare, et à les charger dans des wagons de marchandises en direction de Moscou. Les organisateurs de ce convoi spécial furent décorés de l'ordre du Drapeau rouge, réservé d'ordinaire aux exploits militaires.

Lorsque parurent dans la presse étrangère des informations sur le transfert de l'or espagnol vers l'Union sovié-

tique, Moscou rejeta officiellement ces "inventions".

Mais, au cours d'un banquet consacré à l'arrivée de l'or, Staline dira en présence de membres du bureau politique : "*Les Espagnols peuvent toujours courir après leur or*" (6). C'est ainsi qu'au nom de "l'aide internationale", la République espagnole fut dépossédée de sa principale richesse nationale. Cet acte n'a jamais été fixé par aucun accord officiel, mais a été le résultat d'un complot secret des émissaires de Staline avec un petit groupe de personnes de la direction espagnole.

Assuré du succès de l'opération de l'or, qui faisait croire à l'indépendance du gouvernement espagnol par rapport à Moscou, Staline fit passer en séance du bureau politique un plan d'intervention prudente, sous couvert de déclarations officielles de neutralité. Il se fondait d'abord sur des considérations géopolitiques, pensant que l'Espagne adhérerait tôt ou tard soit au bloc italo-germanique, soit au bloc franco-anglais. Comprenant que, dans les conditions de l'accentuation des contradictions inter-impérialistes, Paris et Londres auraient un besoin vital d'une Espagne amie, il en vint à la conclusion que, même sans participer ouvertement à la guerre, il parviendrait à installer en Espagne un régime sous son contrôle et pourrait en même temps obtenir un accord avec la France et l'Angleterre. Par la suite, il escomptait soit conclure cet accord, soit le transformer en objet d'échange pour réaliser son dessein le plus cher, un pacte avec l'Allemagne d'Hitler (des pourparlers furent d'ailleurs menés durant toute l'année 1936 entre les diplomates soviétiques et les politiciens allemands).

La deuxième raison qui incitait Staline à intervenir en faveur des républicains était le désir de s'assurer le soutien des antifascistes étrangers à la veille de la grande purge. Comme le soulignait Krivitski, le monde occidental ne soupçonnait pas « à quel point la position de

(5) *Ibidem*.

(6) *Testimony of Alexander Orlov. Hearing...* 14-15 février 1956, Washington 3429-3431.

Staline au pouvoir était alors incertaine et à quel point il était important pour sa survie comme dictateur que ses actes sanguinaires soient justifiés par les communistes étrangers et les grands défenseurs des idéaux (ici, Krivitski pensait à de grands humanistes comme Romain Rolland, Bernard Shaw, Herbert George Wells, etc. — V. R.). Leur soutien était vital pour lui. Or il risquait de le perdre s'il ne trouvait pas le moyen d'aider la République espagnole, s'il ne prenait aucune mesure pour contrecarrer l'effet déplorable de la grande purge et des procès contre les "traîtres" » (7).

Enfin, la décision de Staline de procéder à cette "prudente intervention" en Espagne tenait beaucoup au fait que les communistes étaient encore nettement minoritaires parmi les républicains. En juin 1936, le Parti communiste espagnol comptait 84 000 membres. À gauche prédominaient les socialistes, les syndicalistes et les anarchistes ; en outre, les trotskystes avaient leur propre organisation. Sur le territoire occupé par les républicains, il y avait trois gouvernements : le gouvernement central pro-soviétique à Madrid, un gouvernement indépendant au Pays basque et le gouvernement catalan à Barcelone, où les forces antistaliniennes étaient particulièrement fortes, en particulier le POUM. Le front de Catalogne était l'un des bastions de la défense de la République, avec ses divisions constituées d'anarchistes et de militants du POUM.

Insistant sur la consolidation de toutes les forces révolutionnaires antistaliniennes en Espagne, Victor Serge proposait à Trotsky, dans une lettre du 10 août 1936, d'envoyer l'adresse suivante aux anarchistes et aux syndicalistes : *"Nous, révolutionnaires marxistes, considérant qu'il est indispensable de renforcer les rangs de la révolution, déclarons que la dictature du prolétariat doit être et sera la vraie liberté pour les travailleurs. Nous allons nous battre avec vous pour renforcer la liberté d'opinion à l'intérieur du mouvement révolutionnaire et faisons la promesse solennelle de tout faire pour empêcher toute bureaucratie, quelle qu'elle soit, de transformer à la manière stalinienne*

la révolution en prison pour les ouvriers" (8).

Cette façon de voir était partagée par beaucoup de volontaires qui étaient venus aider les républicains non seulement de toute l'Europe, mais des États-Unis, du Canada, d'Amérique latine, d'Australie, d'Afrique du Sud, des Philippines et même de l'Allemagne et l'Italie fascistes. Il y avait parmi eux pas mal de trotskystes et d'autres militants socialistes opposés à Staline et au stalinisme. Aussi pouvait-on envisager de voir surgir en Espagne des forces antifascistes et en même temps antistaliniennes, capables de prendre une part active dans la défense de la révolution espagnole.

Hemingway décrit ainsi l'atmosphère qui régnait dans les états-majors des brigades internationales dans les premiers mois de la guerre civile : *"Dans les deux états-majors, on se sentait des croisés. C'est le seul mot qui convienne, bien qu'il soit si usé et si galvaudé que son véritable sens s'est effacé depuis longtemps. Malgré le bureaucratisme, le manque d'expérience, les luttes de fractions, on éprouvait un sentiment qu'on n'avait pas envisagé en arrivant. C'était le sentiment d'un devoir assumé devant tous les opprimés du monde, un sentiment dont il est aussi gênant et délicat de parler que de l'extase religieuse, et, en même temps, aussi authentique que ce qu'on éprouve en écoutant Bach ou en regardant la lumière filtrer à travers les grands vitraux de Chartres ou de Lyon, ou bien en contemplant une toile de Mantegna, du Greco ou de Breughel au Prado. Il définissait notre place dans quelque chose en quoi on croyait silencieusement et aveuglément et à quoi on était redevable par la sensation d'une affinité fraternelle avec tous ceux qui y participaient de la même façon que nous-mêmes."*

Ce sentiment de solidarité révolutionnaire, qui avait saisi des milliers de gens, était capable de créer en Espagne une puissante armée de la révolution socialiste internationale, indépendamment

(7) Krivitski V. : *Ja byl agentom Stalina.*

(8) Archives de Trotsky, n° 5 020.

de Staline. Et c'est précisément pour-quoi celui-ci décida de transposer les méthodes du NKVD sur l'arène étrangère, et précisément en Espagne. Arrivé en Europe pour une mission d'inspection, Sloutski transmet à Krivitski la décision de Staline : *"Nous ne permettrons pas que l'Espagne devienne la base d'un ramassis d'éléments antisoviétiques venus du monde entier. Pour être clair, dorénavant, c'est notre Espagne, c'est un secteur du front soviétique... Quant aux anarchistes et trotskystes, même si ce sont des combattants antifascistes, ce sont toujours nos ennemis. Ce sont des contre-révolutionnaires et nous devons les éliminer"* (9).

Mû par ces considérations, Staline fit une déclaration qui marqua le début de l'ingérence de l'URSS dans les événements d'Espagne. Il s'adressa au leader du PCE, Jose Diaz, pour dire : *"Les travailleurs d'Union soviétique ne font que leur devoir en apportant toute leur aide aux masses révolutionnaires d'Espagne... La libération de l'Espagne du joug des réactionnaires fascistes n'est pas l'affaire privée des Espagnols, mais la cause de toute l'humanité progressiste et d'avant-garde"* (10). Dans cette adresse, qui eut un large écho dans le monde, les termes d'*humanité progressiste* remplaçaient peut-être pour la première fois les formules internationalistes du bolchevisme.

Une semaine plus tard, le gouvernement soviétique déclarait officiellement qu'il ne pouvait *"se considérer comme davantage lié par le traité de non-ingérence que n'importe laquelle des autres parties"* (11). Le 29 octobre, Caballero publiait une adresse à l'armée et à la population de Madrid pour les informer que des armes allaient être livrées d'URSS. *"A présent, disait ce document, (...) nous avons des tanks et une puissante aviation. Maintenant que nous avons des tanks et des avions, allons-y ! La victoire est à nous"* (12).

Cette intervention arrivait à un moment critique de la guerre civile, alors que les quatre colonnes des rebelles et des interventionnistes étrangers étaient aux portes de Madrid. Le général Mola,

qui dirigeait cette offensive, déclara disposer d'une "cinquième colonne", une agence d'espionnage et de diversion dans Madrid et à l'arrière des républicains. Depuis, l'expression est passée dans le vocabulaire politique mondial. La propagande stalinienne l'utilisa aussitôt pour justifier la terreur en URSS et en Espagne.

Sous couvert de volontaires, commencèrent à arriver en Espagne des troupes soviétiques. Mais Staline, qui craignait toujours de s'engager directement dans la guerre d'Espagne, leur intima l'ordre catégorique de *"s'arrêter à portée de canon"* (13). Cette disposition resta immuable pour toute la durée de la guerre d'Espagne. Seuls les pilotes et les tankistes soviétiques participèrent directement aux combats, en agissant sous des noms étrangers. La majeure partie des militaires soviétiques remplissaient des fonctions d'instructeur ou de spécialiste technique. Tous les officiers et les soldats de l'Armée rouge furent répartis de sorte qu'ils n'aient aucun contact avec la population espagnole. Ils n'avaient pas accès aux cercles politiques locaux et aucun lien avec l'opinion publique. Ils étaient soumis à un contrôle permanent des agents du NKVD, sous prétexte que leur présence en Espagne devait rester secrète. En réalité, ce contrôle servait à *"éviter tout risque de contamination des rangs de l'Armée rouge par des conceptions politiques hérétiques"* (14).

Comme l'écrivit Hemingway, la guerre d'Espagne n'a pas produit de *"génies militaires... Pas un seul. Et même rien d'approchant."* D'ailleurs, Staline n'avait pas daigné envoyer en Espagne un seul grand chef militaire. A la séance du conseil militaire qui précéda le procès des généraux, Staline avait déclaré : *"Toukhatchevski et Ouborevitch ont de-*

(9) Krivitski V. : *Ja byl agentom Stalina.*

(10) *La Pravda*, 16 octobre 1936.

(11) *La Pravda*, 24 octobre 1936.

(12) *La Pravda*, 30 octobre 1936.

(13) Krivitski V. : *Ja byl agentom Stalina.*

(14) *Ibidem.*

mandé de les laisser partir en Espagne. Nous avons dit : "Non, nous n'avons pas besoin de grands noms. Nous y enverrons des gens peu connus... des gens obscurs, les officiers de basse et de moyenne catégories" » (15).

Les forces armées soviétiques étaient commandées par deux hommes choisis personnellement par Staline. L'un était le vieux-bolchevik Ian Berzine, qui dirigeait alors la sécurité militaire. L'autre second était Stachevski, un communiste d'origine polonaise, qui occupait officiellement le poste d'attaché commercial à Barcelone.

Berzine, qui n'était pas un grand stratège, a tout de même joué un rôle important dans l'organisation de la défense de Madrid à la fin de 1936. Il a largement contribué à former une armée régulière moderne à partir des régiments espagnols indisciplinés et mal coordonnés.

A la tête de l'une des brigades internationales fut nommé le général Stern, dont Staline disait qu'il n'était jusqu'alors "qu'un simple secrétaire du camarade Vorochilov" (16). Stern agissait sous le nom de général Kléber et se faisait passer pour un ressortissant autrichien naturalisé canadien. En novembre 1936, il fut nommé commandant des troupes gouvernementales espagnoles qui se tenaient sur la défensive dans le secteur nord du front de Madrid. Il fut remplacé au poste qu'il occupait précédemment par Maté Zalka, un écrivain hongrois émigré, qui agissait en Espagne sous le nom de général Lukàcs.

En plus des militaires, un grand nombre d'employés du NKVD furent envoyés en Espagne, dont Lev Feldbine, un espion expérimenté qui agissait sous le nom d'Alexandre Orlov, déjà mentionné. Officiellement, il était conseiller militaire du gouvernement espagnol.

Orlov exécuta en Espagne d'importantes directives secrètes de Staline durant presque deux ans. Recevant d'Union soviétique des informations sur les purges d'anciens tchékistes, il ne doutait pas que son tour viendrait bientôt. « *Sur les fronts d'Espagne, écrira-t-il plus tard, en particulier lorsque l'on préparait une offensive des troupes ré-*

publicaines, je me suis souvent retrouvé sous les bombardements ennemis. Dans ces instants, je me suis pris plus d'une fois à penser que si j'étais tué dans l'exercice de mes fonctions, les menaces qui pesaient à Moscou sur ma famille et sur mes proches se dissiperaient aussitôt. Ce sort me paraissait plus attrayant qu'une rupture ouverte avec Moscou. Mais c'était une manifestation de pusillanimité. Je continuais mon travail parmi les Espagnols, qui admiraient mon courage, et je rêvais que Staline tombe de la main d'un conseiller ou que l'horreur des "purges" épouvantables cesse d'elle-même » (17).

Le 9 juin 1938, Orlov reçut un télégramme de Iejov lui enjoignant de partir immédiatement pour Anvers, afin de rencontrer à bord d'un navire soviétique "un camarade que vous connaissez personnellement (...) au sujet d'une mission importante" (18). Etant assez au fait des méthodes de Staline, il comprit que c'était un piège : dès qu'il serait à bord du navire, il serait immédiatement arrêté et rapatrié de force pour être "liquidé". Dès qu'il eut reçu le télégramme, Orlov prit l'avion avec sa femme et sa fille pour le Canada, et, de là, pour les Etats-Unis, où il vécut sous un faux nom durant quinze ans. Ce n'est qu'au début de 1953 qu'il se décida à publier *L'Histoire secrète des crimes de Staline*, où, toutefois, il ne parlait pas des crimes auxquels il avait lui-même pris part en Espagne.

Après la sortie de son livre, les autorités américaines ont commencé à s'intéresser à lui. Devant la commission du Sénat sur la sécurité nationale, il s'appuya sur le fait qu'il agissait en Espagne en qualité de conseiller du gouvernement sur les questions du renseignement, du contre-espionnage et de la guerre des partisans à l'arrière de l'ennemi. Lorsque les sénateurs lui posaient

(15) *Istotchnik*, 1994, n° 3.

(16) *Ibidem*.

(17) Orlov A. : *Tainaïa istoria stalinskikh prestuplenï* ("L'Histoire secrète des crimes de Staline").

(18) *Ibidem*.

des questions sur sa participation à la répression des trotskystes et des militants du POUM, il répondait infailliblement qu'il s'agissait de calomnies.

En fait, comme chef de l'état-major soviétique de la sécurité militaire, il avait mis sur pied un travail très efficace pour former des informateurs et coordonner leurs activités sur le territoire conquis par les rebelles. Mais non moins importante était l'autre face de son travail, qui consistait à exécuter les injonctions de Staline sur la répression des révolutionnaires dissidents. Ce travail, il l'organisait avec la direction des Partis communistes espagnol et étrangers, dont l'activité était sous le contrôle de Palmiro Togliatti, le représentant du Comintern en Espagne.

L'une des principales tâches confiées par Staline à ses émissaires du NKVD et du Comintern était de contrôler sans relâche les volontaires internationaux. On comptait 35 000 volontaires étrangers venus de 53 pays, dont la plupart étaient entrés dans les brigades internationales. Au début de la guerre civile, selon Krivitski, *"des dizaines de communistes étrangers, déclarés hors-la-loi dans leur pays et qui vivaient comme émigrants en Russie, furent envoyés pour combattre en Espagne. Staline était bien content de s'en débarrasser"* (19).

Dans les autres pays, les membres des brigades internationales étaient recrutés essentiellement par les Partis communistes locaux. Dès leur arrivée en Espagne, on leur retirait leur passeport. Beaucoup de ces passeports étaient envoyés à Moscou pour être retransmis aux agents du NKVD dans les pays correspondants. Parmi les volontaires, on plaça des provocateurs, qui surveillaient leurs lectures et leurs conversations, et écartaient les gens dont les opinions politiques divergeaient des staliniennes.

L'un des organisateurs des exécutions de trotskystes réels ou supposés était le secrétaire du comité exécutif de l'Internationale communiste, André Marty. Hemingway décrit de manière expressive ses activités dans *Pour qui sonne le glas* : *"Il a la manie de fusiller les gens (...). Ce vieillard a tué plus de gens que*

la peste bubonique (...). Mais il n'est pas comme nous, ce n'est pas des fascistes qu'il tue... C'est un peu plus étonnant. Des trotskystes. Des révisionnistes. Du gibier rare... Lorsque nous étions à Escurial, je ne sais pas moi-même combien on en a tué sur ses ordres. C'est nous qui avons dû fusiller. Les brigades internationales ne veulent pas fusiller les leurs. Surtout les Français. Pour éviter les ennuis, c'est nous qu'on envoie. Nous avons fusillé des Français, nous avons fusillé des Belges. Nous en avons fusillé de toutes sortes. Il y en avait de toutes les nationalités... Et tous pour motif politique."

C'est Mikhaïl Koltsov qui assumait les fonctions de désinformation pour "justifier" la terreur stalinienne. Selon Hemingway, ce journaliste soviétique, qui était *"en liaison directe avec Staline, était alors l'un des personnages les plus importants en Espagne"*. Chargé par Staline d'exécuter les missions les plus importantes, il eut une longue conversation avec celui-ci et ses plus proches acolytes lors d'un séjour à Moscou, pour les informer en détail de la situation en Espagne et recevoir de nouvelles instructions.

Officiellement, il agissait en Espagne comme correspondant de la *Pravda*, où il publiait régulièrement ses articles sur la guerre civile, y compris de fausses informations sur les "complots trotskystes". Dès la fin de 1936, il parlait déjà du *"rôle contre-révolutionnaire et traître des trotskystes de Catalogne"*, qui auraient voulu *"qu'on mette en œuvre des expériences économiques tout à fait anachroniques"*, et il exprimait la conviction que *"la Catalogne créerait un nouveau gouvernement"* (20). Un mois plus tard, Koltsov écrivait que Trotsky aurait donné des directives au POUM, qui se serait alors *"restructuré sur le mode trotskyste habituel"*, aurait

(19) Krivitski V. : *Ia byl agentom Stalina*.

(20) Koltsov M. : *"Podlye manevry ispanskikh trotskistov"* ("Les basses manœuvres des trotskystes espagnols"), la *Pravda*, 14 décembre 1936. *"Gnusnye manevry trotskistov v Katalonii"* ("Les odieuses manœuvres des trotskystes en Catalogne"), la *Pravda*, 17 décembre 1936.

recentré son activité sur les “provocations, les raids et les affaires louches” et se serait “de plus en plus orienté sur le terrorisme”. Avec le style propre aux lieux communs officiels de la propagande soviétique, Koltsov affirmait : “Dans quelque lieu que se tende la main odieuse de Trotsky, elle y sème le mensonge, la trahison et le crime... Tout ce qu’il y a d’obscur, de malfaisant, de criminel, tous les bas-fonds, toute la pourriture humaine, accourt à son appel pour ses odieuses menées de brigand” (21).

On trouve une description objective de l’activité du POUM chez George Orwell, qui le caractérise comme “l’un des partis communistes dissidents qui sont apparus ces derniers temps dans beaucoup de pays en opposition au stalinisme (...). Du point de vue quantitatif, c’était un petit parti, qui n’avait pas d’influence réelle en dehors de la Catalogne. Mais il était fort du nombre exceptionnel de membres politiquement conscients qu’il comptait dans ses rangs” (22). Les milices du POUM, dans lesquelles combattait Orwell, se distinguaient par leur esprit d’égalité sociale. “Le général et le simple soldat, le paysan et le milicien parlaient d’égal à égal, se tutoyaient, s’appelaient camarades. Il n’y avait pas chez nous une classe de maîtres et une classe d’esclaves, il n’y avait pas de pauvres, de prostituées, d’avocats, de prêtres, il n’y avait pas de resquilleurs ni de fanfarons. Je baignais dans une atmosphère d’égalité et j’étais assez naïf pour croire que la situation était la même dans toute l’Espagne. Il ne me venait pas à l’esprit que, par un heureux concours de circonstances, j’étais isolé avec la partie la plus révolutionnaire de la classe ouvrière espagnole” (23).

C’est précisément cet esprit authentiquement socialiste des militants du POUM qui incita les stalinien à répandre les pires calomnies à son sujet. “Les communistes affirmaient que la propagande du POUM divisait et affaiblissait les forces gouvernementales, et mettait en danger l’issue de la guerre...

Les communistes se sont mis à insinuer, puis à déclarer avec de plus en plus d’insistance que le POUM semait la division dans les rangs des républicains non pas par erreur, mais sciemment. Le POUM fut traité de bande de fascistes masqués, de mercenaires de Franco et d’Hitler, de pseudo-révolutionnaires qui faisaient le jeu des fascistes... Et cela signifiait que des dizaines de milliers d’ouvriers, dont les huit ou neuf mille combattants qui gelaient dans les tranchées et les centaines d’étrangers venus en Espagne pour combattre le fascisme, bien souvent au sacrifice de leur vie privée et de leur droit de retour, étaient des traîtres payés par l’ennemi. Ces bruits, diffusés dans toute l’Espagne à l’aide d’affiches et de tous les moyens d’agitation, étaient répercutés dans le monde entier par la presse communiste et pro-communiste” (24).

Ainsi, au fur et à mesure de la pénétration soviétique en Espagne, il s’y développa deux guerres civiles. L’une était la guerre officielle des républicains avec les franquistes, et la seconde, la guerre secrète contre tous ceux qui s’opposaient au stalinisme ou qui étaient peu enclins à se soumettre inconditionnellement aux ordres des émissaires de l’URSS et du Comintern.

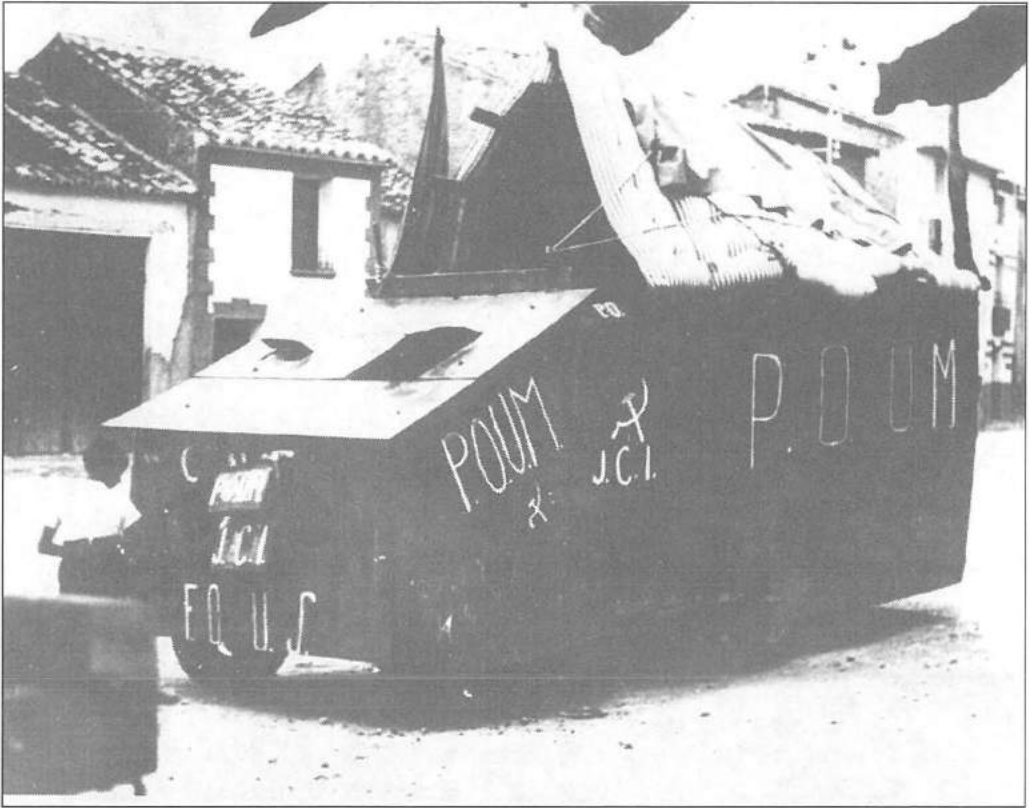
Cette sale guerre, qui coûta la vie à une quantité d’antifascistes honnêtes et courageux, et isola les forces qui intervenaient du côté de la République, fut l’une des principales causes de l’échec militaire des républicains. Une autre cause fut la politique interne du gouvernement espagnol, qui a rejeté de la lutte révolutionnaire des milliers de combattants potentiels en Espagne et dans le monde entier.

(21) Koltsov M. : “Agentura trotskistov v Ispanii” (“L’agence des trotskystes en Espagne”), la *Pravda*, 22 janvier 1937.

(22) Orwell G. : *Souvenirs de Catalogne*, Paris, 1976.

(23) *Ibidem*.

(24) *Ibidem*.





**Vadim
Rogovine :
les trotskystes
dans les camps**

Les Cahiers du mouvement ouvrier ont déjà publié dans leur n° 4 une brève étude de Vadim Rogovine sur “*Les trotskystes dans les camps*”, qui donnait quelques éléments sur cet aspect essentiel de la répression stalinienne.

L'étude que nous publions dans ce numéro, beaucoup plus développée, constitue le chapitre 44 de son ouvrage *1937*.

Vadim Rogovine, sur la base des nombreux documents d'archives ouverts au début des années 1990, fait une étude très fouillée non seulement de la répression qui a frappé les trotskystes et de son ampleur, mais aussi de sa portée et de sa signification politique et sociale.

Son travail souligne en particulier que la répression, malgré sa férocité, ne parvenait pas à étouffer la protestation contre l'injustice, l'inégalité sociale, la falsification.

Nous renvoyons, pour compléter ce tableau, au bilan des répressions staliniennes établi par Vadim Rogovine et publié dans le n° 2 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, et aux documents publiés dans le n° 14 (le tract du Parti ouvrier antifasciste fondé par Lev Landau, futur prix Nobel de physique, la lettre des ouvriers de l'Oural et quelques autres, qui illustrent et enrichissent sur plusieurs points le tableau dressé par Vadim Rogovine).

“Mais qui a protesté à l’époque ? Seuls les trotskystes peuvent le prétendre” (L. Trepper)

Le témoignage de Trepper

Décrivant l’atmosphère de Moscou en 1937, L. Trepper, le célèbre espion antifasciste, écrit : *“Les vives lueurs d’Octobre s’éteignaient de plus en plus dans les cellules sombres des prisons. La révolution dégénérée avait engendré un système de terreur. Les idéaux du socialisme étaient pervertis au nom d’un dogme pétrifié que les bourreaux osaient nommer marxisme (...). Tous ceux qui ne se sont pas insurgés contre la sinistre machine stalinienne en sont responsables, collectivement responsables. Ce verdict vaut aussi pour moi.*

Mais qui a protesté à l’époque ? Qui s’est levé pour exprimer haut et fort son dégoût ?

Seuls les trotskystes peuvent le prétendre. A l’exemple de leur leader, à qui son inflexibilité a valu le coup de piolet fatal, ils ont fait tout ce qui était possible pour combattre le stalinisme, et ils furent les seuls dans ce combat. Il est vrai que dans les années des grandes purges, ces cris de protestation ne portaient que dans les étendues glacées infinies où on les avait chassés pour les liquider au plus vite. Dans les camps, ils se sont conduits avec dignité, et même de façon

exemplaire. Mais leurs voix se perdaient dans la toundra.

Aujourd’hui, les trotskystes ont le droit d’accuser ceux qui hurlaient avec les loups et encourageaient les bourreaux. Mais qu’ils n’oublient jamais qu’ils avaient un grand avantage sur nous : ils avaient un système politique intact, capable, pensaient-ils, de remplacer le stalinisme. Aux prises avec la trahison de la révolution, saisis d’un profond désespoir, ils pouvaient se cramponner à ce système. Ils ne s’avouaient pas vaincus, car ils comprenaient parfaitement que cet aveu ne rendrait service ni au parti ni au socialisme” (1).

Après les premiers procès de Moscou, Trotsky écrivit que tous les vieux-bolcheviks happés par les procès avaient capitulé dès 1927-1929 et avaient ensuite renié publiquement l’Opposition. *“Ces gens-là, le Guépéou pouvait les pétrir comme de la pâte. En Union soviétique, on trouve pourtant de vrais trotskystes : des milliers d’entre eux sont en prison ou en déportation. Ceux-là ne convenaient pas pour les amalgames du Guépéou. C’est pourquoi on les a laissés tranquilles. Mais à présent, après les procès et les condamnations, ils n’auront*

(1) Trepper L., *Bol’chaïa igra* (Le Grand Jeu).

qu'une alternative : ou bien le repentir et l'aveu ou bien la mort. Il se peut que certains plient sous cette pression infernale et soient utilisés pour une nouvelle mise en scène judiciaire" (2).

Ils ont résisté jusqu'au bout

Aujourd'hui, nous savons que beaucoup de trotskystes qui n'avaient pas "désarmé" ont été retransférés en 1936 des prisons et des lieux de déportation à Moscou pour de nouvelles enquêtes, au cours desquelles ils ont subi des tortures monstrueuses (dont parle fort bien Anatoli Rybakov dans *L'Année 35 et quelques autres*). Mais aucun n'accepta de faire les dépositions qu'on exigeait d'eux et ne fut traîné dans les procès truqués.

Dès la première étape de la grande purge, il s'avéra que, en dépit des campagnes de calomnies et des répressions féroces, il s'était formé une nouvelle génération de jeunes trotskystes, dont le courage étonnait même les bourreaux. Krivitski cite dans ses mémoires un récit qu'il tenait de Sloutski : « *Nous appartenons à une génération qui est vouée à périr. Car Staline a dit que toute la génération d'avant Octobre et celle de la guerre (les bolcheviks — V. R.) (devait) être éliminée comme une pierre au cou de la révolution. Mais à présent, ils fusillent les jeunes, des gars et des filles de dix-sept ou dix-huit ans qui sont nés sous le pouvoir soviétique et qui n'ont rien connu d'autre (...). Et beaucoup d'entre eux vont à la mort au cri de "Vive Trotsky !"* » (3).

Dans *Smolensk sous le régime de Staline*, un livre écrit à partir des archives du NKVD de Smolensk qui ont été saisies par les hitlériens et se sont retrouvées en Occident après la guerre, l'historien américain M. Feinsod cite de nombreux cas de répression contre des trotskystes authentiques, alors que cette région ne faisait pas partie de l'Union soviétique et que le "trotskysme" y avait moins d'influence que dans les autres régions.

KRD ou KRTD

Au cours de l'année 1936, tous les trotskystes qui se trouvaient en déportation ou en prison furent transférés dans des camps de concentration. La vieille bolchevique Z. N. Nemtsova se rappelle que, sur le bateau qui emmenait les prisonniers à Vorkouta, elle rencontra un groupe important de trotskystes. Entre les trotskystes et les stalinien qui partageaient le même sort, il y eut une bagarre, au cours de laquelle "*nous les traitions de fascistes et eux nous traitaient de même*" (4).

Mais les adversaires partageaient de points de vue théoriques divergents : les stalinien réprimés persistaient à croire que les trotskystes étaient des agents fascistes, tandis que c'était le régime stalinien que les trotskystes traitaient de fasciste.

Nemtsova s'estime heureuse d'avoir été jugée en 1936 comme KRD (activité contre-révolutionnaire), et non pas comme KRTD (activité contre-révolutionnaire trotskyste). Ceux qui étaient condamnés comme KRTD étaient soumis à un régime particulièrement sévère.

En témoignent les mémoires de beaucoup de ceux qui sont passés par les camps stalinien. Ainsi, Evguenia Guinzbourg appelle les condamnés pour KRTD les "*parias des camps*" : « *On leur réservait les travaux les plus durs, à l'extérieur, ils n'avaient pas accès aux "responsabilités" et il arrivait qu'on les mette au cachot les jours de fête* » (5).

Même Soljenitsyne, lorsqu'il énumère dans *L'Archipel du Goulag* les sigles attribués par la commission spéciale et qu'il mentionne l'article "KRTD", remarque comme en chuchotant : « *Cette lettre "T" rendait encore plus pénible la vie du prisonnier dans les camps.* »

(2) Trotsky L., *Dnevnik i pis'ma* (Carnets et lettres).

(3) Krivitski V., *Ja byl agentom Stalina* (Je fus un agent de Staline).

(4) *Ogonëk*, n° 27, 1988.

(5) *Daugava*, n° 12, 1988.

Les récits de Chalamov

Celui qui raconte le mieux le sort des KRTD, c'est Varlam Chalamov. Lui-même, il avait été arrêté la première fois le 19 février 1929 au cours d'une descente contre une typographie trotskyste clandestine. Dans sa *Brève biographie*, il parle des membres de l'Opposition de gauche comme de ceux qui « tentèrent les premiers, au sacrifice de leur vie, de contenir le flot de sang qui est entré dans l'histoire sous le nom de culte de Staline. Les "opposants" sont les seuls gens en Russie qui ont tenté d'organiser une résistance active à ce pachyderme » (6).

Dans la nouvelle *Le Gant ou le KR-2*, Chalamov écrit avec fierté qu'il était "l'un de ceux qui s'étaient opposés à Staline". D'ailleurs, dans le milieu des opposants, "personne n'a jamais considéré que Staline et le pouvoir soviétique, c'était la même chose" (7).

Chalamov, qui avait participé à l'activité clandestine de l'Opposition entre 1927 et 1929, avait refusé lors de ses interrogatoires de donner des renseignements et fut condamné par la commission spéciale à trois ans de camp de concentration. Cette condamnation, il l'appelle "la première condamnation au camp pour les opposants" (8).

Chalamov fut envoyé dans les camps de Solovki, où il travailla comme économiste dans le combinat chimique de Be-reznikovo, construit pour l'essentiel par les prisonniers. A cette époque, on utilisait couramment les "politiques" selon leur spécialité et non à des tâches physiques.

Lors d'une réunion, on avait d'ailleurs annoncé aux détenus que "le gouvernement restructurait le travail des camps. Dorénavant, le principal, c'était la rééducation par le travail. Chaque prisonnier pouvait ainsi faire valoir par son travail ses droits à la liberté. Il était permis aux prisonniers d'occuper des fonctions administratives, même les plus hautes" (9).

Bien sûr, les conditions dans les camps étaient différentes des conditions

de la déportation. Les opposants déportés échangeaient une correspondance animée, diffusaient des nouvelles de l'Opposition, des articles ou des déclarations des leaders et des théoriciens. Ces documents circulaient aussi entre les déportés et leurs camarades restés en liberté. Chalamov se rappelle qu'il a lui-même participé plus d'un an à ces échanges. C'est pourquoi, ses camarades ne comprirent pas tout de suite que "le camp, ce (n'était) pas la déportation, où ces lettres (pouvaient) circuler sans grande difficulté. Ils avaient reçu mon adresse, avaient choisi les gens qui devaient tout m'envoyer, écrire, maintenir les liens, fournir les adresses des déportés, mais tout cela tomba dans les mains de la direction. Me juger pour cela aurait été trop — c'était encore huit ans avant 1937 —, mais garder chez eux un rebelle, ni Stoukov ni Ouchakov (les dirigeants du camp) ne le voulaient" (10).

Même si, selon Chalamov, "en 1930, les trotskystes n'étaient déjà plus une nouveauté dans les camps et en 1931 encore moins", leur situation n'était pas encore aussi dure que cinq ou sept ans plus tard. En 1930, Chalamov rencontra l'opposant Blumenfeld, condamné pour participation à un groupe trotskyste clandestin et employé comme dirigeant de la planification économique. « Au sujet de mon affaire, Blumenfeld m'assura solennellement au nom de la clandestinité que "si nous avions su qu'un seul opposant écoperait du camp au lieu de la déportation ou de la prison politique, nous aurions obtenu votre libération. A cette époque, on ne nous envoyait pas au bagne. Vous êtes le premier."

— *Quels chefs faites-vous, dis-je, qui ne savez pas où sont vos gens.*

Blumenfeld s'était sans doute mis en contact par ses propres canaux avec les

(6) Chalamov V., *Voskrechenie listvennitsy* (Le Renouveau du mélèze), Paris, 1985.

(7) Chalamov V., *Pertchatka ili KR-2* (Le Gant ou le KR-2), Moscou, 1990.

(8) *Ibidem*. Chalamov V., *Voskrechenie listvennitsy*.

(9) *Ibidem*.

(10) *Ibidem*.

gens de Moscou, et ce n'était pas difficile d'établir qui j'étais" (11).

En automne 1930, Chalamov et Blumentfeld adressèrent en commun une lettre au gouvernement non pas pour demander le pardon, mais pour protester au sujet de la dure situation des femmes dans les camps.

Un "dégraissage" provisoire

En 1931, la direction du camp reçut une directive du vice-président du Guépéou qui stipulait que tous les détenus assurant des fonctions administratives et n'ayant pas de condamnation devaient être immédiatement libérés avec réintégration dans tous leurs droits et libre séjour dans tout le pays. Il s'agit de l'un des "dégraissages" qui eurent lieu au début des années 1930. C'est ainsi que Chalamov fut libéré avant la fin de sa peine. En 1932, il revint à Moscou et travailla jusqu'à 1937 comme écrivain et journaliste, publiant beaucoup d'essais et de récits dans les grands journaux.

Ces années-là, il ne participa pas aux activités de l'Opposition. N'ayant jamais été membre du parti, il avait quelques chances d'échapper aux répressions ultérieures. Mais devant l'insistance de sa famille, il attira lui-même l'attention sur son passé dans l'Opposition en écrivant une déclaration de renoncement au "trotskysme". Chalamov écrira par la suite que sa famille l'avait "trahi jusqu'au trognon dans un moment difficile, alors qu'elle savait parfaitement qu'en (le) condamnant et en (le) poussant dans la tombe, elle y périrait elle-même" (12).

Le 12 janvier 1937, il fut de nouveau arrêté à Moscou et condamné comme "KRTD" à cinq années de camp à Kolyma. Six mois plus tard, sa femme était déportée en Asie centrale.

Au début de sa seconde période, il retrouva encore à Kolyma les anciennes normes. « *Les mines d'or où nous étions arrivés vivaient encore leur ancienne vie "heureuse". Les arrivants reçurent une nouvelle tenue d'hiver (...). L'infirmerie était vide (...). Le travail était dur, mais*

on pouvait gagner beaucoup, jusqu'à dix mille roubles par mois en été. Un peu moins en hiver. Par grand froid, à partir de moins 50, on ne travaillait pas. L'été, on travaillait dix heures avec changement d'équipe tous les dix jours (l'hiver, quatre ou six heures). »

Lors de la visite médicale, les prisonniers avaient été répartis en quatre catégories : les bien portants, les valides, les aptes à des travaux légers et les invalides. Les normes étaient fixées en conséquence (13).

Dans *Les Récits de Kolyma*, Chalamov écrit que, à l'époque où l'organisme des chantiers lointains était encore dirigé par le vieux-bolchevik E. P. Berzine, on pratiquait « *des remises de peine qui permettaient aux condamnés à dix ans de sortir au bout de deux ou trois ans. La nourriture était bonne, les vêtements corrects. Les gains énormes permettaient aux prisonniers d'aider leurs familles et de revenir aisés (...).*

Les cimetières de prisonniers étaient alors si rares qu'on pouvait croire que les gens de la Kolyma étaient immortels.

Ces quelques années furent "l'âge d'or de la Kolyma" » (14).

L'année 1937

Après l'arrestation de Berzine au milieu de l'année 1937, cela changea du tout au tout, en particulier pour les "KRTD".

Leurs dossiers comportaient des instructions spéciales : « *Durant l'incarcération, priver de liens télégraphiques et postaux, employer uniquement aux travaux manuels pénibles, faire un rapport une fois par mois.* » Ces instructions spéciales, souligne Chalamov, « *étaient un ordre de tuer, de ne pas laisser sortir vivant. Tous les "spéciaux" savaient que cette feuille de papier pelure imposait*

(11) *Ibidem*.

(12) *Chalamovskii sbornik* (Pages choisies de Chalamov), I, Vologda, 1994.

(13) *Ibidem*.

(14) Chalamov V., *Les Récits de Kolyma*.

aux autorités, depuis l'escorte jusqu'au directeur de camp, de surveiller, de dénoncer et de prendre des initiatives, et que n'importe quel petit chef devait contribuer à les exterminer sous peine d'être dénoncé par ses propres camarades. »

Aucun ouvrage ne décrit mieux que *Les Récits de Kolyma* le sort du "KRTD", à qui, « dans tous les camps passés, présents et à venir, les gardiens faisaient la chasse : pas un seul chef n'aurait voulu faire montre de faiblesse pour exterminer ces "ennemis du peuple" ».

Le fer rouge de la lettre T

L'un des héros les plus marquants de ce livre est le membre de l'Opposition Krist, dont le sort rappelle beaucoup celui de Chalamov lui-même. Krist, qui avait reçu sa première condamnation à l'âge de dix-neuf ans, « était associé au mouvement dans tous les fichiers du pays et, lorsque fut donné le signal de la traque, il se retrouva à Kolyma avec la flétrissure fatale de "KRTD" ». En camp, il était pratiquement impossible d'échapper au sort que réservait ce sigle. « La lettre "T" était une marque au fer rouge qui vouait Krist à être persécuté durant de nombreuses années sur les chantiers aurifères gelés de la Kolyma, par moins 60. Ecrasé par le travail inhumain des camps, il crevait sous les coups de pied des chefs, les coups de crosse des gardiens, les coups de poing des contremaîtres, les coups de gueule des coiffeurs et les coups de coude des camarades. » Il devait se convaincre à chaque instant que « le Code pénal ne contenait pas d'autre article aussi dangereux pour l'Etat que celui qui se résumait à cette lettre "T". Ni la trahison de la patrie, ni le terrorisme, ni tout cet éventail de points de l'article 58. Le sigle de quatre lettres de Krist, c'était la marque de la bête sauvage qu'il fallait abattre, qu'on avait ordonné d'abattre. »

Krist observait attentivement le sort des rares condamnés qui avaient survécu jusqu'à leur libération « avec cette flé-

trissure de la lettre "T" dans leur condamnation de Moscou, dans leur dossier d'internement, sur leur casier judiciaire ». Il savait que, même après avoir purgé sa peine, « son avenir serait toujours empoisonné par ces quatre lettres "KRTD" dans son casier judiciaire. Elles lui fermentaient toutes les portes quoi qu'il arrive, toute sa vie, en tout lieu. Elles ne le priveraient pas seulement de carte d'identité, elles ne lui permettraient jamais de trouver un travail et ni de quitter la Kolyma » (15).

Le sort des KRTD dans les camps constituera une grosse pierre d'achoppement pour Soljenitsyne, qui manifeste sa volonté d'éluider la question dans *L'Archipel du Goulag* : « J'écris pour la Russie du silence, déclare-t-il, c'est pourquoi je parlerai peu des trotskystes : ce sont tous des gens d'écriture, et ceux qui ont pu s'en sortir ont sans doute déjà préparé des mémoires détaillés, afin de relater leur épopée dramatique plus exhaustivement et plus précisément que je ne saurais le faire. » Le cynisme de cette déclaration peut être jugé à sa juste valeur.

La dérision de Soljenitsyne

Soljenitsyne sait parfaitement que, sur des milliers de "cadres" trotskystes non "désarmés", seule une poignée en a réchappé. C'est d'ailleurs pourquoi, parmi les centaines de souvenirs des camps staliniens, on peut compter littéralement sur les doigts ceux qui appartiennent à des "trotskystes".

Mais Soljenitsyne, qui prétendait créer une encyclopédie de la terreur stalinienne et qui savait que certains renseignements sur le sort des trotskystes dans les camps avaient filtré à l'étranger, pensa qu'il fallait tout de même raconter quelque chose sur eux, « pour être exhaustif ». Nulle part ailleurs l'écrivain ne se contredit plus que dans les quelques pages qu'il leur consacre. Notant que,

(15) *Ibidem*.

“en tout cas, c'étaient des gens courageux”, il ajoute aussitôt à cette constatation indiscutable le traditionnel “pronostic à rebours” des anticommunistes : “Je crains d'ailleurs que s'ils étaient arrivés au pouvoir, ils n'eussent pas fait mieux que Staline.”

Soljenitsyne porte un autre jugement, également dénué de preuve, après avoir parlé de la façon dont les trotskystes s'organisaient et s'entraidaient contre leurs geôliers : « On avait l'impression (mais je n'insiste pas) qu'il y avait dans leur “combat” politique une volonté d'agitation exagérée dans le cadre des camps, ce qui lui donnait un aspect tragico-comique. »

Avec le même genre de réserves (“impression”, “je n'insiste pas”), l'écrivain commente ensuite avec dérision les récits qui lui sont parvenus sur leur attitude dans les camps (avec les trotskystes eux-mêmes, Soljenitsyne n'a pas eu de contacts, car, au milieu des années 1940, il n'en restait pratiquement plus, la grande majorité d'entre eux ayant été fusillés à la suite des procès dans les camps ou torturés à mort par le régime spécial établi pour eux). Il truffe de remarques particulièrement caustiques son récit des faits de résistance des trotskystes : les chants révolutionnaires qu'ils entonnaient, les slogans politiques antistaliniens qu'ils scandaient, les drapeaux en berne qu'ils accrochèrent sur les baraquements pour le 20^e anniversaire de la révolution d'Octobre, etc. Sans avoir assisté personnellement à aucun de ces actes de protestation (après l'extermination des trotskystes, ces actions collectives n'avaient plus cours), Soljenitsyne ajoute qu'il y avait là “une sorte d'enthousiasme subversif stérile, qui confinait au comique”. Il est bien naturel que, pour un écrivain qui décrit avec sympathie, dans ses “recherches artistiques”, l'espoir mis par certains dans une intervention étrangère, et qui considère cet état d'esprit comme l'expression d'une véritable opposition au régime, l'attachement des détenus à la symbolique bolchevique ne pouvait être que “comique” et “subversif”. Mais il est tout de même obligé de terminer son récit ironique sur quelque chose de significatif : “Oui,

c'étaient d'authentiques politiques. Nombreux et héroïques” (16).

Le Premier Cercle

Soljenitsyne est beaucoup plus objectif sur ce sujet dans *Le Premier Cercle*, qu'il écrivit alors qu'il n'était pas encore définitivement passé à un anticommunisme viscéral. Ici, dans la description du caractère et du sort du trotskyste Abramson, la vérité artistique l'emporte nettement sur les affinités et les préjugés politiques de l'auteur. Rappelons que la plupart des habitants de la prison spéciale qu'il décrit étaient des détenus “d'après-guerre”, dont certains avaient été au service des hitlériens. Parmi ces gens, qui étaient tous des anticommunistes, seuls faisaient exception le stalinien Roubine et “un trotskyste qu'on n'avait pas fusillé, pas exterminé, pas empoisonné à temps”, Abramson, qui avait survécu par miracle, le seul parmi des centaines de ses camarades. Mais si le premier était sans cesse en butte aux railleries des autres détenus pour ses opinions, le second en était totalement épargné. En outre, le principal héros du roman, Nerjine, sous lequel il est facile de reconnaître Soljenitsyne lui-même, ressentait involontairement la supériorité spirituelle d'Abramson, bien que celui-ci ne fût guère disposé à lui faire part de ses opinions politiques.

On est particulièrement attiré dans le roman par la profonde compréhension artistique du monde idéologique et moral d'Abramson, qui avait passé trente ans en prison. Abramson considérait que la vague des détenus à laquelle appartenaient Roubine et Derjine “était terne, c'étaient des victimes impuissantes de la guerre, et non pas des gens qui avaient choisi volontairement le combat politique comme ligne de vie (...). Abramson sentait qu'il n'y avait aucune comparaison possible avec les titans qui avaient comme lui choisi volontairement, à la fin des années 1920, l'exil de l'Ienisseï plutôt que de rester dans l'aisance en re-

(16) *Daugava*, n° 10, 1989.

niant les paroles qu'ils avaient dites dans les réunions du parti. Ce choix était donné à chacun d'entre eux. Ces gens-là ne pouvaient tolérer qu'on diffame ou pervertisse la révolution, et ils étaient prêts à se sacrifier pour la purifier." Il est difficile de parler avec plus d'honnêteté et de vérité du sort des "cadres" trotskystes et de ce qui les différenciait de tous les dissidents ultérieurs.

Malgré les épreuves subies, Abramson "conservait au plus profond de lui-même le plus vif ou plutôt le plus douloureux intérêt pour le sort de l'humanité et pour l'avenir de l'enseignement auquel il avait voué sa vie". Ne voyant dans les opinions des autres détenus rien de commun avec son monde spirituel, il considérait inutile de se lancer dans des discussions politiques avec eux et écoutait en silence leurs jugements moqueurs sur le bolchevisme et la révolution d'Octobre (ces jugements, bien sûr, arrivaient forcément aux oreilles des geôliers grâce aux nombreux mouchards, mais ils étaient réprimés avec beaucoup moins de rigueur que les moindres récidives d'idées "trotskystes").

Abramson se gardait des conversations politiques parce qu'il avait « ses propres pensées profondément enfouies et maintes fois bafouées, aussi impossibles à révéler aux "jeunes" détenus que de leur montrer sa femme dévêtue » (17).

Les souvenirs de Baitalski

Après les témoignages artistiques, passons aux mémoires sur le sort des trotskystes durant l'année de la Grande Terreur.

Sur ce plan, les souvenirs du vieux-bolchevik D. Baitalski, membre de l'Opposition de gauche dans les années 1920, présentent un intérêt considérable en ce qui concerne le mouvement de 1936 dans les convois de prisonniers de Karaganda à Vladivostok, dont la majorité étaient trotskystes. Ils avaient leur propre

direction politique, qui fusionnait à Kolyma avec celle des autres convois trotskystes. Il y avait beaucoup de bolcheviks de la première heure, des anciens militants connus. Mais la plupart étaient des "jeunes pleins de fougue, sans expérience de la lutte politique, qui se considéraient comme de vrais militants léninistes". Dans le camp, tous ces "trotskystes purs et durs", "au lieu de se soumettre passivement pour se préserver physiquement, se sont lancés dans un combat de résistance au stalinisme, contre le très puissant appareil du NKVD".

Les "organes" y envoyèrent une quantité particulièrement importante de provocateurs et d'informateurs. Baitalski se rappelle sa rencontre dans les mines de Kolyma avec un certain Kniajitski, qu'il avait en son temps recommandé au parti. Kniajitski lui raconta que, dans les années de la lutte interne légale, il "votait toujours pour la ligne du comité central et diffusait clandestinement la littérature trotskyste".

L'ayant démasqué, les collaborateurs du KGB profitèrent de sa présence dans une mission à l'étranger pour le menacer de le faire passer pour un espion.

En échange de cette accusation infamante, on lui proposa de signer pour surveiller les membres trotskystes clandestins. C'est ainsi qu'il était devenu agent secret et provocateur. Au début des années 1930, il fut arrêté et envoyé en déportation pour qu'il y "fasse la lumière sur la vie de la colonie trotskyste".

En mai 1936, toute cette colonie fut envoyée dans les camps de Kolyma, en même temps que de nombreux autres provocateurs, dont Kniajitski. En racontant ce chapitre honteux de sa vie, Kniajitski disait : « Je hais le NKVD et Staline, s'ils me tombaient sous la main, je les étranglerais, mais je suis obligé de "travailler", d'exécuter les recommandations, de faire emprisonner les gens : j'ai signé » (18).

(17) *Novyi Mir*, n° 3, 1990.

(18) *Minuvchtchee. Istoritcheskii al'manakh* (Choses vues. Almanach historique), Moscou, 1990.

“Nous ne nous prosternerons jamais devant Staline”

Ces dernières années, on a publié quelques extraits des dénonciations qui montrent quel était l'état d'esprit politique des trotskystes dans les lieux d'incarcération.

Ainsi, au début de 1936, un informateur rapporta au chef du camp les faits suivants : « *Un groupe de trotskystes, dans le baraquement n° 8, mène une agitation systématique contre le parti et en particulier contre le camarade Staline (...). Martynov a dit : “Nos amis travaillent partout, nous, les trotskystes, c'est seulement formellement qu'on nous a écrasés, mais en fait, nous travaillons, il faut seulement avoir de la patience, et les trotskystes en ont suffisamment.” (...) Stebiakov a dit : “La direction de Staline est une direction de violence, mais ce système de gestion n'amènera rien de positif, au contraire les gens deviendront encore plus enragés, non contre le pouvoir, mais contre les dirigeants.” Martynov a répondu : “Il ne suffit pas de parler, il faut agir. Il faut de nouvelles méthodes de travail.” (...) Martynov a déclaré dans une conversation : “Une chose est sûre, ni Trotsky, ni moi, ni beaucoup d'autres, nous ne nous prosternerons jamais devant Staline”. »*

Ce genre d'opinions, les trotskystes ne les énonçaient pas seulement en privé. Dans un rapport de surveillance d'un convoi de trotskystes allant du Kazakhstan au camp de triage de Vladivostok, on peut lire que, à Krasnoïarsk, les détenus criaient par les fenêtres des wagons : “*A bas le comité central contre-révolutionnaire du parti dirigé par Staline !*”, “*Camarades ouvriers ! Vous avez devant vous des prisonniers politiques du régime stalinien, des bolcheviks-léninistes-trotskystes qu'on emmène à Kolyma pour les exterminer physiquement. La meilleure part du prolétariat croupit dans les prisons de Staline. Au gouvernement, il y a un ramassis de gratte-papier et de bureaucrates dirigés par Staline*” (19).

A Vladivostok, au cours de leur transfert au port, les trotskystes ont tendu une banderole avec le mot d'ordre “*A bas Staline !*” et se sont mis à crier : “*Ils disent qu'il n'y a pas de prisonniers politiques, mais on en déporte au bagne par wagons entiers. Ouvriers ! Regardez, vous avez devant vous des communistes bolcheviks-léninistes entourés d'une escorte fasciste*” (20).

Sur le bateau qui les emmenait à Kolyma, le trotskyste Poliakov élabora des revendications à envoyer au comité exécutif et au Komintern et leur dit : “*Prenez des forces pour le difficile combat qui nous attend. Certains d'entre nous reculeront devant les difficultés, on les achètera en adoucissant leurs conditions, mais nous devons nous préparer à de grandes épreuves, et, peut-être, à la mort*” (21).

Leur programme

N. Hagen-Torn évoque dans ses souvenirs ceux qui conservaient dans les camps “*une sorte de foi qui leur donnait la force de vivre sans être brisés*”, en parlant surtout des “*léninistes inflexibles*”, comme s'appelaient eux-mêmes ceux qu'elle a rencontrés à Kolyma. Elle résume ainsi l'opinion de ces gens, qui ne cachaient pas leur appartenance à l'Opposition :

« 1. (Il faut) *publier la lettre posthume de Lénine que Staline a cachée, violant ainsi la démocratie du parti.*

2. *Staline a transformé la dictature du prolétariat en dictature sur le prolétariat et a instauré une terreur inacceptable.*

3. *La collectivisation forcée et le total asservissement de la paysannerie ne nous rapprochent pas du socialisme et créent un Etat hypertrophié.*

4. *La tactique du parti conduite par Staline discrédite l'idée du communisme.*

(19) Khotelos' by vsekh poimenno nazvat' (On voudrait les appeler tous par leur nom), Moscou, 1993.

(20) Ibidem.

(21) Ibidem.

Ne pouvait sauver cette idée que le sacrifice du sang des communistes qui étaient entrés en lutte contre la ligne de Staline. Ils l'avaient accepté volontairement. Après l'exil, on les déporta à Kolyma, en passant par Vladivostok, et ils chantaient : "Vous êtes tombés dans une lutte fatale/Sacrifiant votre vie à la gloire du peuple" (*). Les gardiens les frappèrent à coups de crosse, mais le chant ne cessa pas. On les poussa dans la cale, mais le chant se faisait toujours entendre. A Kolyma, ils commencèrent une grève de la faim pour obtenir le statut de prisonniers politiques : droit de correspondance, de lire, séparation d'avec les droits communs. Le quinzième jour, on commença à les nourrir de force. Ils ne cédèrent pas. Le dix-neuvième jour, l'administration promit d'accéder à leurs exigences. Ils cessèrent la grève. On les dispersa dans différents camps en leur promettant qu'ils auraient les conditions qu'ils réclamaient. Puis, on les emmena à Magadan, où on les enferma dans une terrible prison, la "maison Vaskov", en leur intentant un nouveau procès. Ils savaient qu'ils seraient fusillés, mais cela aussi, ils l'avaient accepté. C'étaient des gens courageux.

Ils ont vraisemblablement tous péri, mais ils ont conservé leur foi dans la nécessité du combat pour le communisme tel qu'ils le comprenaient » (22).

Grèves de la faim

Tant que les chantiers de l'Extrême-Orient sibérien étaient dirigés par Berzine, et le département politique secret du NKVD de Magadan par Mossevitch (ancien directeur de celui de Moscou, condamné lors du procès des tchékistes de Leningrad), les trotskystes réussirent à obtenir satisfaction à leurs revendications par la grève de la faim : répartition du travail selon les qualifications, regroupement des familles, etc. Après une grève de la faim massive, les trotskystes, qui avaient gardé des liens malgré leur dispersion dans différentes mines, avaient obtenu un adoucissement du régime des camps. Dans les baraquements

furent établis de petites cellules séparées par des cloisons basses en bois, où furent réparties les familles des trotskystes qui avaient obtenu satisfaction par la grève. Celle-ci avait duré quelques mois, sous les mots d'ordre : "On ne construira pas le socialisme sur les ossements de la classe ouvrière", "Staline fait de l'or en pompant notre sang, le sang des bolcheviks" (23).

L'un des dirigeants du comité de grève clandestin était B. M. Eltsine, un vieil opposant de 62 ans, qui n'a jamais signé aucun texte de capitulation.

Rencontre avec la première femme de Trotsky

Parmi les trotskystes de Kolyma, il y avait aussi Alexandra Sokolovskaïa, la première femme de Trotsky, qui était passée par les prisons et l'exil tsaristes. A cette époque-là, elle avait perdu deux de ses filles : la plus jeune était morte de tuberculose en 1928 et l'aînée s'était suicidée en 1933 à l'étranger. "Malgré toute sa simplicité et sa bonté, se souvient N. A Ioffé, c'était un personnage des tragédies grecques" (24).

Hagen-Torn en parle dans ses souvenirs. Elle avait rencontré à Irkoutsk, dans une prison de transit, cette "femme au visage triste d'intellectuelle juive", transférée de Kolyma à Moscou. Leur première conversation se passa de la manière suivante :

"KRD ?

— KRTD. Les KRD, on ne les emmène pas si loin pour être rejugés, dit-elle en riant.

— Détenue depuis longtemps ?

— On m'a prise en 1930, d'abord en déportation, puis en prison politique (...).

(*) Chanson anonyme des années 1870 (NDT).

(22) Hagen-Torn N., *Memoria*, Moscou, 1993.

(23) *Khotelos' by vsekh poimanno nazvat'*.

(24) Ioffe N., *Vremia nazad* (Temps antérieur), Moscou, 1992.

— Avec qui étiez-vous en prison ? demanda-t-elle.

— Différentes gens. Parmi ceux qui peuvent vous intéresser, j'ai rencontré Katia Gousakova.

Elle tressaillit. Je la regardai avec compréhension.

— Il y a longtemps qu'elle est en prison ?

— Un an, isolée. On nous l'a amenée comme une crucifiée. On ne voyait que ses yeux et ses longues tresses, le corps transparent. Elle sortait d'une longue grève de la faim.

La femme se tut, inquiète. Elle arrangea ses cheveux gris.

— C'est par elle que j'ai entendu parler pour la première fois du trotskysme, dis-je en la regardant droit dans les yeux. Elle m'a parlé de la prison politique et de l'exil, mais m'a surtout interrogée sur ce qui se passait dans le pays, sur la répression des koulaks dans les années 1930-1934. Beaucoup de choses sont alors devenues claires pour moi. Nos conversations nous ont aidées toutes deux. Je lui ai donné des faits, elle m'a parlé des idées d'Aslan David-ogly (**).

La femme tressaillit et son visage s'illumina.

— Vous connaissez ce nom ? Katia vous faisait donc confiance, dit-elle en soupirant. Je dois aussi vous faire confiance. Vous allez à Kolyma, j'en reviens. Beaucoup des nôtres y sont. Ils ne cachent pas qu'ils sont trotskystes, et c'est pourquoi j'ose vous demander de leur transmettre qu'on m'emmène pour être rejuguée. Pour eux, c'est très important.

C'est seulement ensuite que Sokolovskaïa lui dit qu'elle était la première femme de Trotsky.

“J'ai un... petit-fils, de ma fille aînée, continua Sokolovskaïa. Je me suis fait du souci pour le petit ! Il a maintenant quatorze ans. Il paraît qu'il a également été pris.

— Où ? En prison ? Quelle horrible enfance.

— Sous le tsarisme, on ne prenait pas les enfants... Mais celui-là, il veut massa-

crer tout le monde. Jusqu'à la septième génération. Liova ressemble à son grand-père, et, apparemment, il a autant de talent que lui. Que va-t-il devenir ?”

N. Hagen-Torn écrit que Sokolovskaïa lui a raconté “des choses que je ne soupçonnais pas, elle me parla d'Aslan David-ogly — c'était comme si on avait effacé la vieillesse et la fatigue sur le visage de mon interlocutrice, elle redevenait tout à fait jeune”. Ayant obtenu la promesse que son sort serait connu de ses amis, Sokolovskaïa dit :

« On m'a transférée du camp de Magadan à la “maison Vaskov”, et, depuis, ils ne savent plus rien de moi. Et je ne sais pas non plus combien ils en ont encore emmenés. Qui est resté ? C'est important de le savoir : apparemment, ils préparent un nouveau procès. Je sais que Lolo Bibineïchvili est restée au camp de Magadan, c'est la femme de Lado. Ce même Lado qui a fait parler de lui dans toute la Géorgie sous le tsar. Un bolchevik très actif (...).

Transmettez à Lolo que je n'ai aucune nouvelle des camarades. Je ne vais pas mal, je suis encore solide. Mais je suis vieille, et ils se font du souci pour moi. J'envoie mon salut aux camarades, j'ai confiance dans leur vitalité et leur courage (...). Dites-leur que là-bas, à l'étranger, Aslan David-ogly peut faire beaucoup.

— Elle me regarda avec des yeux brillants de fierté à son souvenir d'amour pour lui. Et moi qui ne pouvais pas encore comprendre les épreuves de la vieillesse, je m'étonnais en silence de cette femme, de ses souvenirs qui éclairaient son visage » (25).

(**) Le pseudonyme qu'employaient les détenus pour parler de Trotsky : *aslan* signifie “lion” dans plusieurs langues orientales (NDA). Plus précisément dans les langues de la famille turque, nombreuses en Russie (azerbaïdjanais, bachkir, iakoute, kazakh, kirghiz, tatar, tchouvache, turkmène, ouzbek, etc.). La terminaison *ogly* (*oglu* en turc de Turquie) signifie “fils de” dans ces mêmes langues. *Lev* (Léon), le prénom de Trotsky, signifie également “lion” en russe, c'est-à-dire que *Aslan David-ogly* est le calque turcisé de *Lev Davidovitch*, le prénom et le patronyme de Trotsky (NDT).

(25) Hagen-Torn N., *Memoria*.

Marqué pour toujours

Dans les camps, les trotskystes se divisaient entre “repentis” et “non repentis”. Les premiers avaient, entre la fin des années 1920 et le début des années 1930, renoncé publiquement à leurs idées et avaient été pour la plupart réintégrés au parti ; les seconds avaient toujours refusé de renier l’Opposition et étaient restés exilés ou en prison jusqu’en 1936-1937 avant d’être envoyés en camp à régime sévère. Naturellement, les conditions étaient beaucoup plus dures pour les “non repentis”. Presque aucun d’entre eux ne survécut aux exécutions de la fin des années 1930 dans les camps. “Si j’avais été trotskyste, écrit Chalamov, j’aurais été fusillé depuis longtemps, exterminé, mais le seul fait de les avoir côtoyés m’a marqué pour toujours du sceau de l’infamie. On voit là à quel point Staline les craignait” (26).

Le paradoxe, c’est que les trotskystes qui avaient capitulé ont été condamnés en 1936 à des peines encore relativement légères. Des condamnations beaucoup plus sévères attendaient ceux qui seraient jugés en 1937 comme KRTD, alors que la plupart n’avaient jamais été en rapport avec l’Opposition. Certains “repentis” eurent la chance d’être libérés après avoir purgé leur peine. Ainsi, A. S. Bertsinskaïa, qui, avec son mari, T. C. Askendarian, avait participé activement à l’instauration du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan. Ils avaient adhéré à l’Opposition dans les années 1920. Ils furent déportés en 1928 à Minoussinsk, mais ils signèrent des lettres de capitulation et furent remis en liberté. En août 1936, ils furent de nouveau arrêtés et condamnés par la commission spéciale à cinq ans de camp. Déportés à Magadan, ils furent placés dans les mêmes baraquements que les trotskystes “non repentis”. Là, les deux catégories menèrent un combat pour le respect du Code du travail, pour la journée de huit heures au lieu des dix heures établies pour les détenus, pour obtenir des jours de repos, qui avaient été totalement supprimés en été, etc. Le dimanche, ceux qui refusaient d’aller au travail étaient mis au cachot (27).

1937 : l’année des procès

Au printemps 1937 commencèrent à Kolyma les procès des trotskystes qui avaient participé aux grèves de la faim et autres formes de protestation collective. Dans les dossiers de “l’affaire du centre politique des trotskystes de Kolyma”, à côté d’accusations fantaisistes, comme “la préparation d’un soulèvement armé avec l’aide du Japon et des USA”, etc., on trouve des passages caractéristiques sur les opinions des accusés : “Tchitchinadzé considère que notre pays est un immense camp de concentration.” (...) Choukline a dit : “Aujourd’hui, Staline ne jouit d’aucune autorité dans le prolétariat mondial, c’est l’homme le plus abject qui soit (...). Staline veut massacrer tous ses concurrents, les gens intelligents, les véritables dirigeants du peuple, des gens qui ont un niveau intellectuel bien supérieur au sien.” Mechtcherine : “Qui sont les vieux-bolcheviks qu’on arrête et qu’on fusille aujourd’hui ? Il est clair qu’on veut détruire tous les vieux dirigeants. Car personne ne connaissait Staline comme dirigeant” (28).

Cinq accusés furent condamnés à être fusillés, les autres à dix ans d’internement. Mais le combat des trotskystes contre leurs bourreaux continua. Bertsinskaïa cite dans ses souvenirs la vieille-bolchevique Zakharian, qui faisait partie des plus intransigeantes. Après son transfert à Magadan, elle fut séparée de son petit garçon. Lorsque Bertsinskaïa sera libérée en 1942, elle apercevra, à la consigne du camp, les affaires de Zakharian et des autres “non repentis”, qui avaient été fusillés (29).

La “fameuse équipe”

Chalamov parle de la “fameuse équipe” du chantier “Le Partisan”, à Kolyma.

(26) Chalamovskii sbornik, 1.

(27) Kraevedtcheskie zapiski (Notes régionales), XVHI, Magadan, 1992.

(28) Khotelos' by vsekh poimanno nazvat'.

(29) Kraevedtcheskie zapiski.

Cette équipe avait fait plusieurs grèves de la faim en 1936 et avait obtenu de Moscou l'autorisation de ne pas travailler et de recevoir tout de même une ration "productive" et non pas "disciplinaire".

« Il y avait alors quatre "catégories" de nourriture — le camp employait une terminologie philosophique tout à fait déplacée : la norme "stakhanoviste" consistait à remplir le plan à 130 % et valait plus d'un kilo de pain ; de 100 à 130 %, c'était la norme "de choc" et 800 grammes de pain ; de 90 à 100 %, c'était la "productive" et 600 grammes ; en dessous, c'était la "disciplinaire" et 300 grammes.

De mon temps, les réfractaires étaient soumis à la norme disciplinaire, pain et eau. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. En 1935 et 1936, les trotskystes du chantier "Le Partisan" obtinrent par une série de grèves de la faim les 600 grammes légaux.

Ils avaient été privés d'accès aux boutiques et aux journaux, mais on ne les obligeait pas à travailler. »

En revanche, ils préparaient de leur propre initiative le bois de chauffage pour tout le camp.

Une nuit de 1937, ils furent tous emmenés en prison pour interrogatoire. Personne ne les revit (30).

On sait ce qu'il advint d'eux, car le dossier de l'instruction a été publié récemment : aucun d'entre eux ne plaida coupable et quatre refusèrent de répondre aux questions des juges d'instruction. Les 14 accusés furent condamnés à mort en septembre 1937. Parmi eux, il y avait un professeur d'université, un directeur d'usine, un homme de lettres, des ouvriers, des ingénieurs, des économistes et des instituteurs (31).

N. I. Hagen-Torn raconte qu'il ne restait plus à Kolyma en 1939 aucun de ses « amis opposants qui croyaient fermement que "l'idée du communisme bafouée et discréditée par Staline serait régénérée par (leur) sang". Ils avaient offert leur vie de leur plein gré. Je respecte infiniment chez eux cette tradition de sacrifice de l'intelligentsia russe » (32).

La tragédie de Vorkouta

Il y avait encore plus de trotskystes dans les camps de Vorkouta qu'à Kolyma. Là aussi, ils étaient le seul groupe de détenus qui menaient une résistance organisée.

Le fonds Nikolaïevski rassemble pas mal de souvenirs d'anciens détenus sur ce qu'on appelle la tragédie de Vorkouta. Ainsi, A. Rakhalov raconte bien comment les choses ont commencé. Avant 1936, les trotskystes qui n'avaient pas capitulé se trouvaient pour la plupart en déportation, où ils avaient emporté leurs bibliothèques et des écrits théoriques qui allaient à l'encontre de la "ligne générale". Leurs enfants étaient avec eux et allaient à l'école, où "il leur arrivait souvent d'entendre les maîtres parler du bonheur des enfants soviétiques sous le soleil de Staline et du difficile combat du guide contre les ennemis du peuple" (qu'étaient leurs parents). Les parents "pestiférés" eurent vite assez du poison distillé à forte dose dans les écoles et ils retirèrent leurs enfants pour s'occuper eux-mêmes d'en faire des "gens simplement instruits".

En 1936, les trotskystes déportés furent embarqués avec leurs familles dans des wagons et envoyés à Arkhangelsk, et de là à Vorkouta, au-delà du Cercle polaire, où ils apprirent que dans leur condamnation le mot d'"exil" avait été remplacé systématiquement par celui de "camp" et qu'ils passaient donc du statut de "déportés administratifs" à celui de détenus. En outre, on allongeait sans explication leur peine de cinq ans.

"Ce fut le début de la tragédie.

Leurs réserves de nourriture furent bientôt tarées, et la ration des convois ne leur suffisait pas à se sentir rassasiés plus d'un quart d'heure. Les enfants ne demandaient pas de morceau de pain supplémentaire. Ils comprenaient que leur sort était entièrement lié à celui de leurs parents."

(30) Chalamov V., *Pertchatka ili KR-2*.

(31) Khotelos' by vsekh poimanno nazvat'.

(32) Hagen-Torn N., *Memoria*.

Dans ce convoi se trouvaient Serge Sedov, Poznanski, l'ancien secrétaire de Trotsky, Vassili Kossior, ancien directeur de l'industrie pétrolière (et frère de Stanislas Kossior, membre du bureau politique du parti) et *"une pléiade de communistes connus, depuis le secrétaire de comité régional jusqu'au spécialiste de la planification ou d'autres administrations"*.

Comme le remarque l'auteur de ces souvenirs, *"l'état d'esprit des arrivants était loin d'être dépressif, mais il était au contraire solide, énergique et... plein de haine"*. Leur arrivée à Vorkouta coïncidait avec le débat sur le projet de "Constitution stalinienne". Les trotskystes l'avaient soumis à une critique destructrice, et l'un d'eux, après une émission de radio, l'avait *"tranquillement résumé"* : *"Tout est clair, camarades, ce n'est pas une Constitution, c'est une prostitution"* ».

"Les trotskystes disposaient indiscutablement d'une grande expérience de la lutte révolutionnaire, grâce à laquelle ils savaient faire preuve de cohésion, d'amitié et de courage, et savaient observer certaines mesures de sécurité dans le travail et le combat." Lorsque l'auteur de ces souvenirs conseilla à Vassili Kossior *"d'accepter son sort et de s'armer de patience jusqu'à la fin de sa détention"*, car *"aucun acte de protestation n'aurait d'effet"*, celui-ci répondit : *"A votre manière, vous avez raison. Mais n'oubliez pas que nous ne sommes pas une bande de criminels ni des délinquants politiques ordinaires, nous sommes des opposants à la politique de Staline et nous ne voulons que le bien-être du pays (...). Si notre situation est effectivement déplorable, nous voulons au moins savoir ce qu'en pense Moscou. Aujourd'hui, nous sommes en droit de penser que les tchékistes prendront l'initiative de bafouer nos droits les plus élémentaires, même comme détenus, mais nous voulons connaître l'opinion de*

Moscou, car alors beaucoup de choses deviendront claires."

En octobre 1936, la tragédie de Vorkouta atteignit son point culminant : les trotskystes de tous les camps de la région décidèrent la grève de la faim.

Ils réclamaient de passer en jugement public (car la plupart d'entre eux avaient été condamnés par défaut, sur décret de la commission spéciale), la libération de leurs femmes et de leurs enfants avec le droit de choisir leur lieu de résidence, le transfert des vieillards et des invalides dans des régions plus clémentes, la séparation des politiques et des droits communs, la même nourriture pour tous les détenus indépendamment de leurs résultats.

Tous les souvenirs citent la même durée sans précédent de la grève de la faim : **132 jours**. Plus de mille détenus y prirent part, dont certains moururent d'épuisement. Bientôt, les participants furent emmenés dans un village situé à quelques dizaines de kilomètres des chantiers. Mais les autres détenus finirent par apprendre que la grève continuait et que les trotskystes n'avaient pas l'intention de se rendre. *"Même les employés libres n'osaient pas exprimer leur haine pour la "manœuvre des contre-révolutionnaires patentés", car apparemment la tragédie des grévistes trouvait un certain écho dans leurs cœurs (...). Les tchékistes prirent toutes les mesures pour que la grève ne soit pas connue de l'opinion publique et de la presse mondiales"* (33).

Au printemps 1937, on communiqua aux grévistes que leurs revendications étaient satisfaites par décret de Moscou. Tous furent envoyés dans l'ancienne "briqueterie" disciplinaire, où, à partir de l'automne 1937, commencèrent les exécutions massives.

(33) Hoover Institution Archives. *Collection of Nicolaevsky*, Box 279, Folder 10.

**Le n° 28
des Cahiers
du mouvement ouvrier
sera un numéro
“spécial Léon Trotsky”
contenant
de nombreux documents inédits de
et sur Léon Trotsky**

**Il sortira au début
du mois de novembre 2005**

**La chasse
aux Lettons
de 1937-1938
(archives commentées)**

A l'oppression politique et sociale, le stalinisme ajouta l'oppression nationale, alors même que (ou parce que) l'Union soviétique comptait près de 140 nationalités diverses. La répression nationale commença en 1932 contre les Finnois qui vivaient en Carélie, au nord de Leningrad, près de la frontière avec la Finlande. Suspects d'être, à cause de leur nationalité, des espions potentiels de la Finlande, plus de 10 000 d'entre eux sont alors déplacés. L'accusation d'espionnage (encore potentiel !) annonce l'accusation centrale des procès de Moscou (avec sa variante "trahison").

Après les Finnois, le deuxième contingent de déportés est constitué par les Polonais des régions frontalières de l'Union soviétique. Le 28 avril 1936, Staline fait décider par le Conseil des commissaires du peuple la déportation des quelque 36 000 Polonais installés dans ces régions au Kazakhstan. Une véritable campagne antipolonaise est alors déchaînée. Les districts autonomes polonais du nom de Marchlewski et même de Dzerjinski, le premier président de la Tcheka, sont dissous. Un survivant de cette répression dira : *"Le régime stalinien a essayé sur les Polonais soviétiques le scénario qu'il a ensuite utilisé pour déporter des peuples entiers et liquider leurs institutions étatiques (...). A l'époque, être Polonais, c'était vraiment risquer sa vie. Il suffisait que vos voisins d'appartement vous dénoncent en déclarant que vous parliez polonais."*

Et puis, vient le tour des Lettons installés en URSS. Nombre de Lettons bolcheviques ou partisans des bolcheviks avaient décidé d'émigrer en Russie soviétique après l'installation en 1920 d'un gouvernement bourgeois nationaliste, chauvin et réactionnaire en Lettonie. Ils créèrent la société "culturelle" Prométhée, fondèrent 350 villages lettons. Le 16 juillet 1937, Staline fait décider par le Conseil des commissaires du peuple la liquidation de la société Prométhée et des villages lettons, et la dispersion et la déportation de leurs habitants. Des 350 villages fondés par les Lettons, il en restera un seul et unique à la fin du XX^e siècle...

De bonnes raisons de susciter l'aversion de Staline

LES historiens Nikita Okhotine et Arseni Roguinski écrivent dans la revue lettone de langue russe : « Les arrestations et les exécutions massives devaient permettre au NKVD de liquider la "base insurrectionnelle" en URSS. Le 2 juillet 1937, une résolution fut adoptée au bureau politique et le 31 fut publié le fameux décret du NKVD n° 00447, dit décret "des koulaks", qui établissait des "quotas" de fusillés pour les différentes régions. Le 5 août, les arrestations commençaient dans tout le pays. Pour "réaliser" ce décret, on créa des "troïkas" spéciales, qui passèrent en jugement plus de 730 000 innocents en 18 mois, dont environ la moitié furent condamnés à la peine capitale.

La seconde opération, divisée en "campagnes" nationales distinctes, c'était la liquidation des "bases d'espionnage et de diversion" des pays de "l'entourage capitaliste" : elle visait les colonies étrangères et autres communautés directement ou indirectement liées à l'étranger.

La série des "opérations nationales" débuta par les trois plus importantes politiquement, la polonaise (décret n° 00485 du 11 août), la japonaise (n° 00593 du 20 septembre) et l'allemande (n° 00439, du 11 août) (1) : à elles seules, ces trois campagnes se soldèrent en novembre 1938 par près de 250 000 condamnations d'"espions" et de "saboteurs".

L'opération polonaise devint le modèle de toutes ces opérations "nationales". C'est précisément dans le décret

n° 00485 (et la "lettre de cadrage" annexée) que fut élaborée en détail la "méthode" à suivre pour l'opération et que furent définies les catégories essentielles de personnes "soupçonnées d'espionnage" et quels étaient les secteurs de l'État les plus "contaminés". Y était précisé également (§ 6) le "catalogue" des condamnations mis pour la première fois en pratique par le NKVD : au cours de l'instruction, on établissait des fiches pour chaque prévenu avec proposition de condamnation (peine capitale ou 5 à 10 ans de camp), puis le chef des directions régionales du NKVD et le procureur local examinaient et contresignaient ces fiches colligées dans "album" spécial, qui était ensuite envoyé à Moscou, où la décision finale était prise par une commission de deux personnes, le commissaire du peuple aux Affaires intérieures et le procureur de l'URSS (Iejov et Vychinski).

Les condamnations étaient appliquées au retour des "albums" sur place. En septembre 1938, peu avant la fin des opérations nationales, la procédure fut

(1) On trouvera les textes de ces décrets, par exemple, dans le livre : *Butovskij poligon 1937-1938. Kniga pamjati jertv politiceskix repressij*, Moscou, 1997, 1 : 348-356. Sur les opérations "polonaise" et "allemande", voir : N. V. Petrov et A. B. Roginskij, "Polskaja operacija NKVD 1937-1938 gg.", dans *Repressii protiv poljakov i polskix grajdan, Istoriceskie sborniki "Memoriala"*, 1, Moscou, 1997 : 22-43 ; I. G. Oxotin et A. B. Roginskij, "Iz istorii "nemeckoj operacii" NKVD 1937-1938", dans *Nakazannyj narod, Repressii protiv rossijskix nemcev*, Moscou 1999 : 35-75.

modifiée : ce sont des troïkas spéciales formées dans chaque région qui prononçaient désormais les condamnations dans le cadre des opérations "nationales" (décret n° 00606 du 17 septembre 1938).

Au fur et à mesure de l'extension de ces opérations nationales, le NKVD incluait de plus en plus de catégories de population dans ses plans de répression. Après les Polonais, les Allemands, les anciens employés des Chemins de fer de l'Orient et de la Chine, quasiment en totalité considérés comme espions japonais, et les Roumains, ce fut le tour, fin novembre 1937, des Lettons, suivis presque aussitôt par les Finnois, les Estoniens, les Chinois, les Afghans, les Iraniens, les Grecs, les Bulgares, etc.

C'était la logique même des opérations "nationales".»

Mais l'attention particulière portée à la diaspora lettone était dictée pour beaucoup par les postes élevés occupés par des Lettons dans les secteurs stratégiques, dans l'armée, dans l'industrie de guerre, dans le NKVD, et par le fait que de beaucoup d'entre eux appartenaient à la caste des vieux-bolcheviks, catégorie haïe par Staline.

La Lettonie avait de bonnes raisons de susciter l'aversion de Staline :

« Cela commença par l'habituelle directive télégraphiée du commissaire du peuple aux Affaires intérieures sur le recensement des catégories "d'espions" dans les régions (voir le document n° 1).

Une semaine plus tard arriva (également par télégramme) le décret sur le lancement de l'opération (voir le document n° 2).

Ces documents se passent pratiquement de commentaires, tant y est clairement exposé le plan de la campagne de répression. Comment ces directives se sont-elles matérialisées ? Selon les données statistiques du NKVD, quelque 25 000 personnes ont été arrêtées en un an (entre décembre 1937 et la mi-novembre 1938) rien que pour la "campagne lettone". Pour la même période, 22 360 personnes ont été condamnées, dont 16 573 à la peine capitale. Les dossiers des autres n'ont été instruits qu'en 1939, lors du "dégel Beria",

et une partie d'entre eux (un petit millier) furent libérés.

Près de la moitié des Lettons furent arrêtés en décembre 1937, dès le début de l'opération, soit 12 280 personnes, pour la plupart dans les régions de Leningrad, Moscou, Novossibirsk et Smolensk. »

Nikita Okhotine et Arseni Roguinski précisent :

« Lors de la "campagne lettone", on n'arrêta pas seulement des Lettons : des Polonais, des Russes, des Allemands et des Juifs se retrouvèrent parmi les "espions lettons". Parfois, les tchékistes locaux forçaient tellement la note que la direction de Moscou devait les rappeler à l'ordre. Ainsi, en mars 1938, le vice-commissaire du peuple M. Frinovski critiqua le chef du NKVD de Sverdlovsk, chez qui "on avait arrêté 237 personnes au titre de la campagne lettone, dont seulement 12 Lettons". En revanche, de nombreux Lettons écopèrent dans d'autres opérations de répression. Malheureusement, le NKVD ne commença à faire des statistiques sur la nationalité des détenus qu'à partir du milieu de l'année 1938, et le nombre total des Lettons arrêtés lors de la "Grande Terreur" ne sera pas connu tant qu'on n'aura pas étudié en détail les dossiers d'instruction. Selon nos estimations, ce nombre est de 23 000 à 25 000 personnes.

La répression des Lettons ne se limita pas aux arrestations et aux condamnations. On connaît des cas de licenciement massif des "nationaux". Par exemple, en mars 1938, le bureau politique décida de nettoyer l'industrie de guerre des Allemands, Polonais, Lettons et Estoniens, et en juin de la même année, dans l'armée et la flotte, on commença à chasser "tous les militaires d'origine étrangère". D'ailleurs, beaucoup étaient arrêtés après leur licenciement. »

Les opérations s'achevèrent à la fin de 1938. Le décret du comité central du parti et du Conseil des commissaires du peuple du 17 novembre indiquait que le "nettoyage du pays de ses services d'espionnage et de diversion a joué un rôle positif pour assurer les progrès ultérieurs sur la voie de la construction socialiste".

Document n° 1

23 novembre 1937

(secret confidentiel)

***“A tous les comités du NKVD
des républiques,
aux chefs des comités
des régions”***

RECUEILLEZ immédiatement, vérifiez et transmettez les renseignements suivants sur les établissements et organismes officiels du territoire de la république et des régions : filiales société éducation culturelle “Prométhée” dissoute récemment, clubs lettons, sociétés d’écrivains, journaux, théâtres, direction liquidée société actions “produkt”, kolkhozes lettons, ateliers d’artisanat lettons et entreprises coopératives urbaines, masses compactes de Lettons dans les différents établissements, les entreprises, les sovkhozes et autres lieux, cercles lettons divers de type comités de défense et d’aviation civile, Société lettone des tireurs d’élite, différents établissements d’enseignement, les amicales, regroupements lettons dans les transports, les grandes entreprises et les bâtiments de défense. Rendez-moi compte de la dislocation précise de ces lieux de concentration de Lettons, en indiquant le nombre d’organismes par type, des données chif-

frées sur le nombre de dirigeants, de membres de direction et de personnels séparément. Délai d’exécution quarante-huit heures à réception du télégramme. En même temps, préparez l’arrestation de tous les dirigeants et militants de ces lieux de concentration de Lettons, ainsi que des espions, des déserteurs lettons et des propagandistes antisoviétiques déjà recensés, dont tous les ressortissants lettons (hormis les employés des ambassades et des consulats). L’opération concernant toutes ces catégories de personnels sera menée ensuite en une journée concomitamment dans toutes les républiques et régions à la manière de l’opération polonaise. Vous recevrez les dates de l’opération et le plan d’application par télégramme après votre rapport sur les contingents recensés.

Iejov (1)

(1) Archives centrales du FSB.

Document n° 2

Télégramme chiffré N 4990

30 novembre 1937

(secret confidentiel)

**“A tous les commissaires
du peuple aux Affaires
intérieures des républiques,
aux chefs du NKVD et chefs
du service des transports
de la Direction générale
de la sécurité”**

AMOSCOU et dans plusieurs régions ont été démasquées de puissantes organisations d'espions et de contre-révolutionnaires nationalistes lettons, créées par les services de renseignement lettons et liées aux services d'autres pays. Ces formations contre-révolutionnaires de Lettons adhéraient souvent à des organisations trotskystes droitières et au complot militaire trotskyste en tant que filiales ou centrales nationalistes lettones.

Afin de liquider l'action des services de renseignement lettons et d'écraser l'activité nationaliste et antisoviétique des Lettons sur le territoire de l'URSS, j'ordonne :

1. Le 3 décembre 1937, dans toutes les républiques et régions en même temps, arrêter tous les Lettons soupçonnés d'espionnage, de diversion ou d'activité nationaliste antisoviétique.

2. Sont passibles d'arrestation tous les Lettons :

A) qui occupent des postes stratégiques et sont placés en observation ;

B) les émigrés politiques de Lettonie arrivés en URSS après 1920 ;

C) les déserteurs venus de Lettonie ;

D) les dirigeants, les membres des directions et les fonctionnaires des filiales locales de la société “Prométhée” et des clubs lettons ;

E) les dirigeants et les membres des bureaux des sections locales de la Société des tireurs d'élite lettons près les comités de défense ;

F) les anciens dirigeants et membres des directions des anciennes sociétés par action “Produkt” et “Lesoprodukt” ;

G) les ressortissants lettons, hormis les employés des services diplomatiques ;

H) les Lettons arrivés de Lettonie en tant que touristes et installés en URSS.

3. Lors de l'opération, il faut accorder une attention particulière au nettoyage systématique des effectifs énumérés ci-dessus des entreprises ou ateliers produisant pour la défense, des entreprises et installations d'énergie électrique, de tous les modes de transport, des secteurs spéciaux et des services des ministères et établissements d'Etat qui s'occupent des questions de défense et de mobilisation ou du travail du chiffre, de l'armée, de la flotte et des unités du NKVD, des appareils des organes du NKVD, ainsi que des kolkhozes, des sovkhozes et des localités situées à l'intérieur des zones de régime spécial et interdites ou appartenant aux districts fortifiés et aux installations de défense.

4. Tout en développant les opérations d'arrestation, entreprendre un travail d'enquête énergique, en insistant essentiellement sur le démasquage des organisateurs et des dirigeants d'activités contre-révolutionnaires, sur la découverte exhaustive de toutes les ramifications et participants aux groupes et orga-

nisations d'espionnage et de diversion, et de nationalistes contre-révolutionnaires.

5. En cas de nécessité de procéder à l'arrestation de membres du commandement et de dirigeants possédant des titres militaires ou spéciaux, ainsi que de personnes de la nomenclature du comité central, demander confirmation au NKVD de l'URSS.

6. L'instruction des dossiers et leur examen auront lieu selon le point 6 du décret 00485.

7. Transmettre les résultats des opérations d'arrestation le 5 décembre. Transmettre tous les cinq jours des comptes rendus sur le développement des dossiers d'instruction avec des informations sur les données chiffrées totales et les avoirs les plus substantiels et les plus importants. Envoyer en même temps les listes de prévenus avec les conclusions complètes.

Iejov (2)

(2) Archives russes nationales pour l'histoire nouvelle (RGANI), f. 6., op. 13., d 4. l. 1-2. Télégramme chiffré diffusé avec la signature du vice-commissaire du peuple M. P. Frinovski.

**Au sujet
d'une histoire occultée :
la Confédération
nationale du travail
(CNT)
sous le franquisme**

(Andreu Camps)

L'absence de travaux sérieusement documentés sur l'activité de la CNT sous le franquisme est sans aucun doute attribuable à des raisons politiques précises. L'échec de sa reconstruction après la mort de Franco, qui trouve son point culminant lors du congrès de 1979, au cours duquel la majorité rompit avec la tradition de la CNT et adopta le nom de CGT, n'a pas contribué à combler ces lacunes.

Une série d'intérêts convergents conduisit également à occulter l'histoire, dans l'intention évidente de conjurer le risque que réapparaisse un syndicat dont la tradition s'enracinait dans le combat, voire la formation de la classe ouvrière de ce pays, en particulier après l'éclosion tardive de sa révolution industrielle.

Depuis son commencement, le mouvement ouvrier espagnol fut marqué par la création des deux centrales, l'UGT et la CNT, et leurs liens politiques respectifs — l'UGT liée au PSOE, mais autonome, et la CNT liée au courant bakouniste de la Première Internationale. L'influence mutuelle qu'elles exercèrent l'une sur l'autre déboucha dans les moments culminants à l'unité d'action (octobre 1934 dans les Asturies, avec la formation de l'Alliance ouvrière, juillet 1936, en réponse au putsch de Franco) ou à l'affrontement — sous la dictature de Primo de Rivera, entre 1922 et 1930 — ou encore à la "collaboration-participation" avec le gouvernement de la II^e République, dont la politique ouvrit la voie à la victoire de Franco.

L'influence, chez l'une comme chez l'autre, de la révolution d'octobre 1917 en Russie ne fait aucun doute :

« La révolution d'octobre 1917 provoque une énorme vague de solidarité et de sympathie dans toute l'Europe. Des milliers de travailleurs, de jeunes, commencent à penser comme Rosa Luxemburg que "le futur appartient au bolchevisme".

En Espagne, comme dans le reste de l'Europe (...), des courants pro-bolcheviques apparaissent, dont le développement suit un rythme différent, au sein des deux principales organisations de travailleurs espagnols, le PSOE et la CNT. Chacune des deux organisations se déclare transitoirement partisane de la révolution bolchevique.

Le mouvement ouvrier espagnol est marqué d'une particularité : la prédominance des courants anarchistes et anarcho-syndicalistes par rapport aux organisations marxistes. L'Espagne possède des sociétés ouvrières dès 1840, tandis qu'en 1855 la première grève générale est organisée. En 1868, le premier noyau de la Première Internationale est fondé, l'AIT, dans lequel, très vite, prédominent les partisans de Bakounine plutôt que ceux de Marx. En 1878, est fondé le PSOE (Partido Socialista Obrero Español — Parti socialiste ouvrier espagnol — NDT), qui crée en 1888 sa propre centrale syndicale, l'UGT (Unión General de Trabajadores — Union générale des travailleurs — NDT). Les anarchistes avaient de leur côté déjà organisé leur Federación de Trabajadores de la Región Española, qui, en 1910, devint la CNT (Confederación Nacional del Trabajo — Confédération nationale du travail — NDT). Les socialistes étaient forts à Madrid et dans le nord, et les anarchistes en Catalogne, au Levant et au sein des ouvriers agricoles andalous.

L'ensemble de ces courants s'est vu influencer, puis fut séduit par le triomphe de la révolution d'Octobre » ("Histoire du PCE", Combate Socialista, organe du POSI, n° 12, mars 2004).

Une histoire occultée

JUSQU'À il y a encore peu de temps, l'histoire du mouvement ouvrier sous Franco fut le monopole d'historiens proches du PCE. La nécessité politique d'occulter, voire d'oublier certains faits, était liée à l'idée d'un PCE unique force politique existante sous Franco, et que les autres étaient insignifiantes ou financées de l'extérieur.

Trente ans après la mort de Franco — malgré le caractère bâtard des institutions de la transition, les entraves qu'ont signifié, pour la libre organisation des partis et des syndicats, les pactes de la Moncloa signés en septembre 1977 et constitutionnel de 1978, et les développements postérieurs —, d'une certaine manière, la lutte des classes a retrouvé son cours.

En tout état de cause, et cela reste un aspect central, le PCE, qui jamais n'a eu de racines historiques dans le mouvement ouvrier en Espagne, a atteint aujourd'hui un degré de décomposition irréversible, ce qui libère des forces et y compris permet d'étudier de nouveau l'histoire.

Il n'est pas étonnant, donc, que surgissent aujourd'hui documents, livres et publications qui tentent de récupérer l'histoire du mouvement ouvrier. Entre autres, il faut mentionner l'ouvrage de Angel Herrenín López, *La CNT durante el Franquismo — Clandestinidad y Exilio (1939-1975)*, sorti en mars 2004.

1. La défaite de la République

Le 1^{er} avril 1939, les armées de Franco proclament la victoire. La guerre était terminée. Ou plutôt les opérations militaires, puisque le régime instauré par Franco, s'appuyant sur le grand capital, les propriétaires de latifundias, l'Église, l'armée et sur tout ce que pouvait contenir de réactionnaire la société espagnole, s'est fondé sur une répression des plus féroces (les exécutions sommaires durèrent jusqu'en 1951), une épuration de tous les secteurs et classes sociales opprimés, en particulier la classe ouvrière, et l'écrasement de toute forme d'organisation autonome du régime.

Pourtant, dès avant le 1^{er} avril, le mouvement ouvrier cherchait à se reconstituer, d'abord dans les zones conquises par Franco avant la fin de la guerre, particulièrement au Pays basque et dans les Asturies, puis ensuite sur tout le territoire.

La forme et les rythmes que prit l'activité des organisations furent alors marqués par le passé récent, c'est-à-dire par le soutien ou l'intégration des grands syndicats (UGT et CNT) et des grands partis au gouvernement de la République, et en particulier au gouvernement Negrín.

Ce fut sous ce gouvernement, dont l'objectif déclaré était de chercher un ac-

cord avec Franco (voir les “Trois points” du gouvernement en 1938) au travers de la médiation avec l’Angleterre et la France, que se déchaîna la répression contre le mouvement ouvrier (*La República en Guerra*, Ricardo Miralles, 2003).

Aussi bien la direction de la CNT que celle de l’UGT, et bien entendu le PSOE et le PCE, resserrèrent les rangs derrière Negrín. Et tout cela au compte de ce qu’il restait encore des conquêtes de juillet (nationalisations, collectivisations, liberté des partis, etc.), exerçant également la répression contre les militants anarchistes, ceux du POUM, de la section bolchevique-léniniste, et y compris contre des socialistes qui s’opposèrent à la contre-révolution engagée par Negrín. Cette contre-révolution impulsée depuis le Kremlin cherchait un accord avec les puissances impérialistes “démocratiques”, entre autres, au détriment de la révolution espagnole.

Sous Negrín, la brutale répression contre le mouvement ouvrier provoque une réaction logique de la classe ouvrière : le rejet, mais aussi la démoralisation et la démobilisation. Les chiffres sont approximatifs, mais on calcule que, dans le contingent de la bataille de l’Ebre, seuls entre 20 et 30 % des éventuels soldats se présentèrent à l’appel à conscription.

L’évidente démoralisation de la classe ouvrière en Catalogne est le produit direct de la politique de Negrín et de la répression subie depuis l’insurrection de mai 1937.

On estime qu’à part les militants du POUM (et le vil assassinat dans la clandestinité d’Andréu Nin), des milliers de militants de la CNT furent emprisonnés (pour le lecteur français, voir le livre de François Godicheau, *La Guerre d’Espagne, république et révolution en Catalogne, 1936-1939*, Odile Jacob). Et tout cela avec Federica Montseny et García Oliver au gouvernement. A partir des derniers mois de la République, a donc lieu une rupture entre la direction confédérale de la CNT — intégrée dans le gouvernement contre-révolutionnaire de Negrín — et la masse des militants, y

compris également certains dirigeants intermédiaires de la CNT elle-même.

Ce processus conduit à une autonomisation de la majorité des syndicats de la CNT, qui résistent à la politique de Federica Montseny et García Oliver, et à une influence croissante des Amis de Durruti et d’autres regroupements anarcho-syndicalistes du même type (comme celui qui édite le journal *Alerta*). Tous remettent en cause la politique de la confédération. Mais, à la différence des autres, les Amis de Durruti s’appuient sur une base doctrinale alternative à la direction confédérale, capables qu’il furent en pleine insurrection de mai 1937 de la préciser en termes de pouvoir (voir à ce sujet *La Revolución Traicionada — La Verdadera Historia de Beliusy los Amigos de Durruti*, Miguel Amorós, Virus Editorial, juin 2003).

2. Après la défaite

Dans *Miseria y Grandeza del PCE, 1939-1985*, Gregorio Morán écrit :

« A partir du 10 mai, cinq jours après le putsch du colonel Casado (1), la direction du PCE entame une marche forcée à travers le territoire national. Elle monte cette opération sur le pouce et avec en poche la livre sterling que chacun à reçu du trésorier Delicado. Aucune carte n’est juste et personne ne sait où aller ; même les pilotes ne sont pas suffisamment préparés ; tout n’est qu’une vaste improvisation.

Le parti de la mythique organisation léniniste se révèle amateur et maladroit. Le putsch de Casado n’a fait qu’accroître les incompétences et le manque d’anticipation de l’appareil du PCE et des dirigeants de l’Internationale communiste (IC) en Espagne. Au-delà des slogans ultras et des schémas dogmatiques, selon lesquels “la maison s’occupe de tout” ou encore que “tout est prévu”, même eux n’eussent sans doute pas eu la moindre idée de la manière de

(1) Putsch organisé début mai 1939 par les forces hostiles à la continuation de la résistance, jugée inutile, à Madrid.

terminer la guerre si Casado n'avait pas favorisé une fin précipitée. Rien de prévu, rien de pensé, aucune initiative, si ce n'est celle de Togliatti pour réduire les frais de la fuite (...).

Cinq mois, cinq seulement, pour faire tout ce qui était possible de faire pour concentrer le chaos, l'irresponsabilité et l'incompétence de l'état-major du PCE (...). Chaque dirigeant communiste a fini la guerre comme il a pu, sans aucun plan et dans l'improvisation permanente. Ils se sont retrouvés en France, certains par voie expresse et d'autres en passant d'abord par l'Afrique du Nord. »

Les militants et dirigeants du PCE furent éduqués dans l'attente des ordres de Moscou. Mais pour Staline, l'affaire était tranchée. Il avait alors d'autres préoccupations.

La répression franquiste a surtout frappé l'UGT et la CNT, précisément parce que celles-ci maintinrent un degré d'organisation actif dans les usines et dans les quartiers. Elle s'abattit surtout sur la CNT, parce que, dans un premier temps, elle poursuivait son activité traditionnelle d'action directe.

La CNT réussit à réorganiser rapidement un comité national (avec le Levant pour siège), dont la totalité des membres fut arrêtée en novembre 1939. La réorganisation s'opère également dans les camps de concentration (en France) où sont parqués des centaines de milliers de réfugiés. Au cours des années qui suivirent, environ 150 000 revinrent en Espagne, légalement ou clandestinement.

Il est significatif, à ce titre, qu'après ce premier comité national, qui se crée dans la clandestinité, les suivants se constituèrent à Madrid. On peut donc parler d'une réorganisation de la CNT, au travers de comités régionaux en différentes provinces, et d'implantations traditionnelles, entre les années 1942 et 1943. Sans aucun doute, le point d'inflexion reste Stalingrad, la défaite nazie modifiant le cours de la guerre et qui eut un impact direct également sur le régime franquiste, qui, face à la défaite prévisible de l'Axe, assouplit légèrement la répression. Ces comités nationaux se fixent comme objectif l'aide aux prison-

niers, l'organisation des évasions, la défense juridique et le soutien financier aux familles. Dans ce sens, il existe bien une continuité cristallisée avec les "comités pour les prisonniers" constitués sous le gouvernement Negrín.

Une étude détaillée de la constitution des comités nationaux dans la clandestinité montre que la période d'apogée de la CNT clandestine (période au cours de laquelle elle est hégémonique dans le mouvement ouvrier, au contraire du maquis et d'autres groupes armés, qui, en bonne partie, sont sous le contrôle du PCE), à partir de 1939 et jusqu'en 1952, permet la constitution de 15 comités nationaux, dont, en majorité, les membres sont emprisonnés, condamnés, et, pour certains d'entre eux, exécutés.

Plusieurs modifications s'opèrent dans les zones d'influence de la CNT. D'une part, le transfert du siège à Madrid n'est pas anodin. Il obéit à plusieurs critères, certains objectifs, comme le fait que le régime organise la désindustrialisation de la Catalogne au profit de Madrid, qui, avec le temps, devient la première province industrielle du pays.

Mais d'autres critères sont directement politiques. Le régime et ses agents, en particulier la Phalange, cherchent la collaboration et l'intégration de la CNT ou de certains de ses secteurs, afin de constituer le syndicat vertical.

A la volonté délibérée du régime, conscient que la répression ne suffira pas, s'ajoute le fait que la dictature et son parti unique, le Mouvement national, ne sont pas homogènes. Des secteurs de la Phalange, les "vieilles chemises", n'acceptèrent pas, ou le firent en traînant les pieds, leur fusion avec les Jons (de Onésimo Redondo) et les Requetés (corps de volontaires carlistes — NDT). Utilisant un discours démagogique ("*Ni capitalisme ni communisme*"), ils tentèrent dès les premiers instants de jouer avec la branche "apostolique" officielle de la CNT.

Il serait pourtant injuste de ne pas insister sur la répression déchaînée contre les militants de la CNT. Même Juan Peiró, ex-ministre du gouvernement Caballero, fut fusillé en 1942 pour avoir refusé de

collaborer à la formation du syndicat vertical. Et il faut également souligner que la direction de la CNT condamna dès les premiers instants les tentatives de "collaboration" avec le régime.

3. L'offensive du régime pour intégrer la CNT ou les centristes

L'épisode le plus connu, et sans aucun doute le point culminant de l'offensive du régime franquiste pour intégrer la CNT dans le syndicat fasciste, fut l'accord signé entre une bonne partie des responsables confédéraux de la région Centre et les hiérarques phalangistes.

C'est le 25 juillet 1965 qu'une première réunion a lieu. La délégation de la CNT n'est en rien marginale, elle est constituée d'une bonne partie de la direction intérieure (de fait, l'accord d'entrée dans le syndicat vertical fut approuvé par le comité national, excepté la seule abstention des Asturies).

Plusieurs réunions eurent lieu ensuite. En avril 1966, les négociations furent rendues publiques, et se menèrent y compris au Conseil des ministres présidé par Franco, le 6 mai 1966. José Solís, ministre du Travail, y propose d'élargir l'accord de la CNT, mais Franco impose la fin des négociations, respectant l'accord établi. En effet, la dynamique de l'accord tendait à reconnaître politiquement et légalement une opposition politique, ce qui, selon Franco, impliquait la réforme du régime, mettant en péril sa stabilité.

Sur quelle base s'établit l'accord ?

Il s'établit sur les cinq points suivants : syndicat unique, autogouvernement et indépendance syndicale, mutualisme ouvrier, droit de grève appelée par le syndicat, corporatisme.

Les représentants officiels de la CNT ajoutèrent que le présent accord devait être proposé à l'UGT, aux Commissions ouvrières et aux organismes catholiques, ainsi qu'à l'ensemble de la CNT. Et, d'une certaine manière, cet accord fut

soutenu au niveau international. Ainsi l'OIT, la fédération internationale de la métallurgie et les syndicats anglo-américains considérèrent qu'il marquait une modification politique du régime.

Les cinq points eurent des conséquences fondamentales. D'entrée, ils impliquèrent la dissolution de la CNT intérieure. L'intégration verticale conduisit également à ce que, après la mort de Franco, les anciens militants de la CNT se maintinrent dans la Centrale nationale syndicaliste (CNS), nom du syndicat unique constitué par le régime, appelé aussi "le vertical", et, de fait, s'opposèrent à la liberté syndicale, à un degré semblable, sinon supérieur, à celui du PCE, qui, via les Commissions ouvrières, voulait "récupérer" l'ensemble du syndicat vertical, manœuvre qui échoua du fait du mouvement de la classe, s'appuyant sur l'UGT. Cette dernière lança l'offensive contre la CNS et organisa son congrès à Madrid, en 1976, toléré par le pouvoir.

A partir de là, la CNS était morte, et ceux qui s'obstinèrent à se maintenir sur son cadavre coururent le risque de finir comme elle. Une des raisons de la non-reconstitution de la CNT réside là.

Autre conséquence : l'entrée des militants défendant les cinq points permit de renforcer et de "récupérer" une bonne partie des militants de la CNT qui avaient déjà intégré le syndicat vertical après la guerre. Même s'il fut isolé, le cas de José Alcaína Caballero n'en a pas été pour le moins emblématique, lui qui, après la défaite, intégra le syndicat vertical pour faire carrière jusqu'à devenir procureur aux Cortès de Franco et président du syndicat provincial de la métallurgie de Barcelone (un des plus importants du pays). L'entrée des militants défendant les cinq points ne fit que conforter sa carrière personnelle et sa position.

Mais l'accord des cinq points n'est, répétons-le, que le point culminant d'un long processus entamé en 1939, le régime, via les phalangistes, tentant d'intégrer la CNT, et particulièrement à Barcelone. Ils allèrent jusqu'à constituer de pseudo-partis tolérés, comme le Parti syndicaliste ou le Parti travailliste en

1944, dans lesquels on rencontre des "trentistes" connus (issus de la scission "réformiste", qui s'opposait à l'action directe et qui eut lieu en 1920).

Par la suite, toute une série de militants de la CNT décidèrent de faire une carrière personnelle, en entrant à la CNS. Encore une fois, la majorité d'entre eux viennent renforcer les militants défendant les cinq points des années soixante.

S'y ajoute également la catégorie de militants, qui, d'un certain point de vue, sollicités par leurs collègues, décident de barrer la route au syndicat vertical (CNS) pour tenter de défendre leurs camarades dans un cadre légal.

Angel Herrerin (dans son ouvrage, véritable pavé) cite l'exemple significatif d'Alcoy (à Alicante). Le textile y est l'activité centrale. La direction locale de la CNT y est "trentiste" sous Primo Rivera. Après le 18 juillet 1936, elle prend la tête de la collectivisation (phénomène révolutionnaire national, non exclusif de la Catalogne). Après la guerre, ces militants furent arrêtés et condamnés. A leur libération, en 1946, certains entrèrent dans le syndicat vertical (sollicités par les phalangistes) et furent élus aux élections syndicales du syndicat à partir de 1947. Un des ces dirigeants, Caledonio Aparín, fut élu secrétaire général de la fédération locale des syndicats uniques de la CNT en 1976.

Il existe des dates clés de l'entrée des militants de la CNT dans la CNS.

Les premières élections syndicales (pour que les "enlaces y jurados" soient les délégués du personnel et syndicaux des entreprises — NDT) eurent lieu en 1944, puis en 1947, et tous les trois ans.

Les analyses enregistrées des rapports de police, de l'Institut international de l'histoire sociale d'Amsterdam (IIHS) et d'autres archives montrent que, concernant les liaisons syndicales de ces premières élections, la majorité de ceux qui déclarèrent "une idéologie politique précise" sont soit anarcho-syndicalistes, soit socialistes.

Les militants issus de la CNT dépassent donc ceux du PC dans leur politique de pénétration du syndicat vertical.

En effet, l'histoire officielle du PCE évoque une délégation de ce dernier (avec la Pasionaria et Carrillo, chef du PCE) rencontrant Staline en 1948 (rencontre dont la date est imprécise, ainsi que les participants à la réunion).

Lors de la rencontre, Staline "conseille" aux dirigeants du PCE d'entrer dans le syndicat vertical et d'abandonner la lutte armée. Pourtant, ce tournant ne se réalisera que beaucoup plus tard.

Il faut remettre cette supposée décision dans le contexte international. Après la signature des accords de Yalta et de Potsdam (1944 et 1945) entre Staline et les représentants des impérialismes nord-américain et anglais, pour les signataires, le régime de Franco devait être sauvegardé. Pour autant, les maquis et les guérillas de tous bords (mais surtout celles du PCE), qui s'apprêtaient à entrer en Espagne après la chute du nazisme, furent désarmés sur ordre de Staline, et avec l'aide du PC français.

Ils ne réalisèrent pas cette opération en un seul jour. En outre, les militants armés à l'intérieur furent en réalité incités à poursuivre la lutte (si possible jusqu'à extinction, ce qui évitait au PCE des problèmes postérieurs).

La direction du PCE, qui participait aux organes républicains de l'exil, pensait que la pression des gouvernements occidentaux en finirait avec Franco.

Une multitude de conflits éclatèrent dans l'exil. La direction confédérale de la CNT, avec Federica Montseny et García Oliver, participa à des institutions de l'exil distinctes et opposées, dans lesquelles participait également le PCE, entre "continuité" du gouvernement Negrín et députation permanente des Cortès en exil (voir Juan Negrín, *La República en Guerra*).

Tous partageaient quelque chose de commun : "Une éventuelle intervention salvatrice des grandes puissances antifascistes (...), seule formule imaginable pour mettre fin au solide ancrage de Franco au pouvoir" (Juan Negrín, *ibidem*).

De fait, cette position pratiquement commune de l'exil (tous les partis et forces politiques, y compris le PSOE, le

PCE, la FAI, la CNT, etc., républicains) provoqua une rupture dans la CNT : la majorité intérieure (appelée les "possibilités") et la majorité de l'exil (appelée les "orthodoxes").

4. Une réelle lutte des classes sous la dictature

Accompagnant la brutale répression contre le mouvement ouvrier, la dictature mit en place un important appareil vertical de contrôle de la classe ouvrière. Ainsi, à la prison, aux exécutions, à l'exil forcé s'ajouta le corporatisme sous contrôle du syndicat vertical. La dictature imposa une famine généralisée (pendant des années, la moitié des terres fertiles ne fut pas semée, facilitant la concentration de la propriété agricole) et conserva deux millions de soldats en armes. Le niveau des salaires fut drastiquement réduit à la moitié, voire au tiers, de la valeur réelle des salaires en 1936.

Pour cette raison, très rapidement après la fin de la guerre, les premières grèves éclatent. A partir de 1942, des grèves ont lieu pour les salaires dans le textile en Catalogne, surtout à Manresa (et il n'est pas difficile d'y voir la présence et l'intervention des militants de la CNT). Ces premières grèves eurent leur point culminant dans la grève générale des transports contre la hausse des prix du transport et la vie chère, qui paralysa Barcelone les 12, 13 et 14 mars 1951. Il est moins connu que cette grève fut convoquée quelques jours auparavant lors d'une assemblée générale des liaisons et assermentés de la CNS, au siège de la rue Layetana (rappelons que, lors des élections syndicales de 1944, 1947 et 1950, la présence des cénétistes fut décisive).

Le tournant dans le mouvement ouvrier eut lieu en fait en 1956, 1957 et 1958. Les grèves couvrent alors le territoire national : hauts-fourneaux en Euskadi, mines dans les Asturies, métallurgie à Madrid et à Barcelone, et la quasi-totalité des universités. La revendication centrale est alors la question de la hausse

des salaires. Ce qui fait qu'en 1956, la classe ouvrière récupère enfin le niveau des salaires de 1936. Dans le changement de gouvernement qui en résulte, Franco introduit les technocrates de l'Opus Dei, déterminants dans l'exacerbation du conflit social, c'est-à-dire de la lutte des classes. Le nouveau gouvernement impose le "développement" et l'ouverture à l'Europe, grâce au soutien des premiers investissements nord-américains. Le capitalisme mondial, conscient de la fragilité du régime et de la recomposition de la classe ouvrière, offre un mini-plan Marshall pour empêcher une explosion révolutionnaire.

Tout au long de ces années, et particulièrement de 1945 à 1950, la CNT se développe malgré la répression. Les chiffres sont imparables, 1949 étant peut-être l'apogée de son extension. L'organisation intérieure arrive à compter jusqu'à entre 30 000 et 40 000 adhérents et les bulletins régionaux de la CNT dans leur totalité éditent des dizaines de milliers d'exemplaires. *Solidaridad Obrera*, à Barcelone, atteint en 1947 un tirage de 5 000 exemplaires. Selon les archives de la CNT, en décembre 1946, le minimum d'adhérents de la CNT de Barcelone est de 14 203 militants !

Paradoxalement, à partir des années 1950, avec la recrudescence de la lutte de classes, les effectifs de la CNT diminuent. Cela pour plusieurs raisons. L'une est politique. Les espoirs s'épuisent, surtout au sein de la direction de la CNT intérieure, de voir renverser la dictature par les puissances occidentales, soutenue par l'ONU. Cela conduit à une intégration accélérée à la CNS, individuelle ou en groupes, préparant ainsi l'accord des cinq points. Autre raison : le PCE, dirigé par Santiago Carrillo, réussit à faire tourner l'appareil et organise l'entrée dans la CNS. Mais en ordre discipliné, contrairement à la CNT, décuplant l'efficacité de la décision.

Enfin, le PCE maintient une organisation extérieure à la CNS, s'appuyant sur l'appareil international du Kremlin.

Son hégémonie dans le mouvement ouvrier des décennies 1960 et 1970 se joue à ce moment.

La direction stalinienne internationale, qui soutient la clique de Carrillo, mise sur le gouvernement du développement de 1957. L'appareil du PCE comprend d'ailleurs la signification profonde des grèves de 1956 et 1957 dans les Asturies. Il ne s'agit plus des grèves de simple résistance pour la survie. Une nouvelle génération de la classe ouvrière est à l'œuvre ; des comités d'unité d'action surgissent dans chaque grève : ce sont les commissions ouvrières. Le PCE s'approprie rapidement la dénomination et les étend sous son contrôle dans tout le pays.

Les élections au syndicat vertical de 1966 voient l'intégration à l'appareil syndical des Commissions ouvrières. Pratiquement, les élections, cette année-là, revêtirent pour le régime et le ministre du Travail, José Luis Girón, une importance cruciale. Il s'agissait d'intégrer au syndicat vertical toutes les organisations, d'où la campagne officielle du régime de *"Voter pour le meilleur"*. Le scrutin se solde par un affrontement entre les listes soutenues par les Commissions ouvrières et celles des cinq points (avec les phalangistes).

Dans les rapports de la police de Barcelone du 18 octobre 1966, on relève : *"On peut considérer que les élus sont à part égale, principalement dans la métallurgie, la construction, les transports et le textile, et que, pour le syndicat du spectacle, la domination est totalement cénétiste. Dans le reste des syndicats, le pourcentage d'élus le plus important revient aux hommes du mouvement et aux cénétistes."*

5. La division de la CNT et la montée du PCE

Depuis 1939, la division est effective. Ceux de l'intérieur, appelés les possibilités, essaient de manière plus ou moins directe d'utiliser la légalité du syndicat vertical. Leurs espoirs en une intervention internationale qui en finirait avec Franco sont unanimes. Pour cette raison, ils participent ou soutiennent la participation aux organismes de l'opposition en

exil et tentent d'arriver à un accord avec les monarchistes de Don Juan (exilé au Portugal).

Les orthodoxes, majoritaires dans l'exil (particulièrement en France, installés dans des villes comme Toulouse), prétendent à un retour à l'orthodoxie anarchiste. Federica Montseny et García Oliver condamnent toute *"participation à la politique"*, refusant de tirer les leçons de leur propre participation aux gouvernements de la République, de leur position au cours des journées de 1937 et de leur soutien, par omission, à la répression du gouvernement Negrín contre les poumistes, les anarchistes, les trotskystes, etc.

S'ils condamnent toute participation au syndicat vertical, ils continuent de promouvoir l'action directe, y compris l'envoi de groupes armés à l'intérieur, comme la méthode pour poursuivre le combat.

Au-delà de la conscience du résultat auquel mène cette position, il est clair que, depuis le désarmement de la guérilla décidé par Staline à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la poursuite de l'action de guérilla permet au régime d'accentuer la répression contre tout le mouvement ouvrier, et même contre les militants de la CNT de l'intérieur eux-mêmes.

Les tentatives d'unification entre les deux CNT culminent à un moment de quasi-légalité, lors du congrès de Santos, en 1976. Congrès d'une organisation enkystée, déjà moribonde, enterrée dans le syndicat vertical sans aucune perspective. Cette politique fut sans aucun doute mortelle pour la CNT.

En 1968, un fameux dirigeant des cinq points, "Lorenzo Iñigo", reconnaissait : *"Il apparaît évident que nous ne pouvons pas à la fois et avec les mêmes personnes agir et encore moins représenter une autre organisation qui soit en marge, et qui, par bien des aspects, s'affronte à l'organisation syndicale (la CNS)."*

Et en effet, le mouvement de la classe, malgré les élections de 1966 au syndicat vertical, a eu tendance à rompre à chaque fois avec la CNS.

L'explosion qui suit la mort de Franco tombe sur des cénétistes empêtrés dans les bureaux du syndicat vertical.

Entre-temps, le PCE, qui compte sur une stratégie internationale, n'a pas cessé de manœuvrer. Mais, malgré les dires de son histoire officielle, qui veut que le tournant du PCE ait eu lieu en 1948, les dirigeants du PCE-PSUC à Paris apprennent la grève des transports de 1951 à Barcelone en lisant la presse, comme le rapporte Gregorio Morán dans son livre déjà cité :

“Le Parti communiste, en mars 1951, continue sa politique de guérillas et de refus pratique d'un quelconque entrisme dans les organisations franquistes (...). Les rapports de Carrillo à Moscou et à Dolores (Ibarruri, la Pasionaria) sur les enseignements à tirer des événements conduiront la Pasionaria à donner le feu vert à la tâche de démantèlement de ce qu'il reste des guérilleros en Espagne, et à insister sur la nécessité pour les communistes d'entrer dans les syndicats verticaux.”

Le PCE réussit avec succès à pénétrer le syndicat vertical, et surtout à partir de 1966. Mais sa stratégie politique est de “conserver le syndicat vertical” tout en réformant le régime. En 1967, les *Isvestia* tablent déjà sur une issue “juan-carliste”.

Après la révolution de 1974 au Portugal, le PCE cherche à imposer l’“unicité syndicale”, théorisée par Cunhal, du PC portugais. Dans la lignée d'un dirigeant connu des Commissions ouvrières, qui déclare : *“Nous prendrons le syndicat vertical avec ses instances en fonctionnement”*, les cénétistes, ceux des cinq points, sont alors totalement à la remorque de la stratégie stalinienne.

Dans le même temps, le mouvement de la classe, qui détruit le syndicat vertical, prend appui sur l'UGT, qui exige le démantèlement de la CNS et la liberté syndicale lors de son congrès de 1976. La situation est dès lors irréversible et le PCE organise le basculement des Commissions ouvrières dans l'autonomie en liaison avec le syndicat vertical, et prépare le congrès des Commissions ouvrières pour les proclamer syndicat. Syn-

dicat d'un genre très particulier, avec les trahisons pour origine. C'est ce qui explique sa plus grande fragilité face à la menace de disparition dans le processus de décomposition irréversible engagé dans tous les partis issus de l'effondrement de l'appareil stalinien.

6. Pourquoi la CNT ne s'est-elle pas reconstruite ?

Le congrès de 1979 fut l'occasion de la rupture de la CNT. La majorité sortit de l'organisation et forma le groupe appelé CGT, qui reprit les positions de la CFDT française de la première époque.

La discussion de ce congrès tournait autour de la question de la participation ou non aux élections syndicales pour les comités d'entreprise (organismes néo-corporatistes imposés par le statut du travailleur au détriment des sections syndicales). Ceux qui formèrent ensuite la CGT défendaient la participation et ce qu'elle impliquait au niveau du financement.

Au contraire, la minorité se réclamait de l’“orthodoxie” anarchiste, sans pourtant aucune orientation pratique de construction de l'organisation syndicale.

Ce congrès représente le point culminant d'un processus qui s'achève par la constatation de l'échec de la reconstruction de la CNT.

Nous avons évoqué la façon par laquelle la CNT s'enterra elle-même dans le syndicat vertical et disparut à l'intérieur. Sa reconstruction, après la mort de Franco, par des militants de l'exil qui avaient perdu le contact avec la réalité du pays, fut aggravée par le fait que la fantasmagorique AIT n'avait rien d'une organisation internationale, mais était plutôt une addition de groupes dans un nombre limité de pays, et, dans la plupart des cas, en marge de la classe ouvrière.

Pourtant, une nouvelle chance s'ouvrait pour la CNT. Une organisation avec ses traditions et ses racines ne disparaît pas du jour au lendemain. Le fait que,

pendant près d'un siècle, elle regroupa les secteurs de masses de la classe ouvrière, avant-garde de l'ensemble de la classe, capable de concentrer et de réaliser l'unité des secteurs traditionnels de la grande industrie comme la mine, les travailleurs de l'alimentation, organisés dans l'UGT, a des bases profondes, et continue de l'avoir aujourd'hui. Nous n'envisageons pas que la CNT se reconstruise aujourd'hui, mais plutôt que l'UGT ne soit pas en mesure d'accaparer l'ensemble de la représentation syndicale, alors que les Commissions ouvrières sont menacées d'explosion du fait de la décomposition du PCE. Question de laquelle l'UGT ne peut pas se libérer non plus, vu la présence de secteurs ouvertement altermondialistes (comme la direction de l'UGT en Catalogne).

Il se pose donc un problème de représentation syndicale, et surtout politique. En effet, la CNT-FAI joua à de multiples reprises un rôle d'avant-garde. Pour le pire et pour le meilleur.

En 1977, après la signature des pactes de la Moncloa (pacte social et pacte de transition monarchique), l'opposition monte au sein de la classe ouvrière. Un secteur de plus en plus important de l'UGT se prononce contre et la CNT récupère des forces avec la campagne qu'elle mène contre les pactes.

La manifestation contre le pacte de la Moncloa organisée à Barcelone en octobre 1977, et qui rassemble 40 000 personnes, se solde par l'attentat provocateur (chapeauté par des informateurs de la police) contre la salle des fêtes Scala.

La répression s'abat sur la CNT, et sa direction est incapable de se défendre politiquement. Sa campagne contre le pacte de la Moncloa est ouvertement accusatrice contre l'UGT, sans rechercher aucun accord de front unique ni profiter des réticences de la direction de l'UGT à l'encontre du pacte.

Où trouver l'origine de la faiblesse politique de la CNT reconstituée ? Dans son passé, sans aucun doute.

7. Un bilan nécessaire

Après la défaite, le comité confédéral en exil et le comité national de l'inté-

rieur furent en effet incapables de tirer la moindre leçon de la guerre et de leur participation aux gouvernements de la République. Au contraire, les purges se poursuivent dans l'exil contre ceux qui s'opposaient à la majorité confédérale.

Les Amis de Durruti surgissent autour d'un programme et d'une alternative à la direction de Federica Montseny et García Oliver. Ils en firent la démonstration au cours des "Journées de mai 1937". Ils organisèrent une campagne de meetings au mois d'avril 1937 contre la provocation stalinienne en préparation.

Certains historiens ont mis en doute l'importance de cette organisation et son rapprochement politique avec le groupe bolchevique-léniniste, section de la IV^e Internationale. Les documents que nous reproduisons ici en sont une preuve flagrante :

"4 mai 1937.

Vive l'offensive révolutionnaire !

Aucun compromis. Désarmement de la Garde nationale républicaine (Garde civile) et de la Garde d'assaut réactionnaires. Le moment est décisif. La prochaine fois, il sera trop tard. Grève générale dans toutes les usines qui ne travaillent pas pour la guerre. Seul le pouvoir prolétarien peut assurer la victoire militaire.

Pour la classe ouvrière en armes !

Vive l'unité d'action CNT-FAI-POUM !

Vive le front révolutionnaire du prolétariat !

Dans les ateliers, dans les usines, sur les barricades : comités de défense révolutionnaire !

Section bolchevique-léniniste d'Espagne (pour la IV^e Internationale)."

"Groupe des Amis de Durruti à la classe ouvrière :

1. *Formation immédiate de la junte révolutionnaire avec les ouvriers des villes et des campagnes, et les combattants.*

2. *Salaire familial. Carte de rationnement. Direction de l'économie et contrôle de la distribution par les syndicats.*

3. Liquidation de la contre-révolution.

4. Création d'une armée révolutionnaire.

5. Contrôle absolu de l'ordre public par la classe ouvrière.

6. Opposition ferme à toute armistice.

7. Pour la justice prolétarienne.

8. Abolition des échanges d'otages."

Et les Amis de Durruti tirent les leçons de la défaite :

« Deux époques éminentes marquèrent la révolution espagnole : juillet 1936 et mai 1937. Au cours de ces deux périodes, la même erreur fut commise. Les dirigeants de la CNT et de la FAI n'osèrent pas imposer le pouvoir de nos organisations soutenues par les masses dans la rue, dans les usines et dans les campagnes.

La CNT et la FAI sont les organisations les plus lourdement responsables du désastre. Elles eurent peur de l'intervention étrangère, refusèrent de diriger politiquement et économiquement le pays par crainte de faire les "dictateurs".

Au contraire, les dirigeants anarchistes cédèrent du terrain au stalinisme, qui fut le plus grand facteur de désintégration dont nous souffrîmes. Ils ne voulurent pas s'imposer aux partis adverses et se mirent à la remorque de la bourgeoisie libérale, de la petite bourgeoisie et du capitalisme international, qui, sous les traits de la démocratie, se servit du fascisme pour écraser la révolution espagnole (...).

Les gouvernants ne représentaient nullement la classe ouvrière et défendaient des intérêts opposés aux leurs. Mais ceux qui devaient répondre à l'opinion entière de la classe ouvrière étaient les membres de la direction de la CNT-FAI, qui trahirent les intérêts du prolétariat espagnol (...). Nous vivons dans l'émigration la tête haute, nous sommes arrivés à l'étranger sans un centime, nous avons souffert de la faim et du froid dans les camps de concentration. Mais nombre

de réformistes qui demandaient notre expulsion sont fort bien ravitaillés (...).

Le réformisme de la CNT et de la FAI et le stalinisme nous ont conduits à la défaite (...). La valeur immense de la révolution espagnole peut se voir dans la tournure que prennent les événements politiques en Europe. Si la révolution espagnole avait triomphé, une brèche aurait été ouverte contre le fascisme. Personne ne doute qu'en Espagne, le prolétariat et le capitalisme ont joué leur carte décisive. Le capitalisme a triomphé. Et nous avons expliqué pourquoi. Le prolétariat international a sa part de responsabilité, ou plus exactement les dirigeants vendus à la bourgeoisie. Mais si, plutôt que d'adopter un langage confus, nous eûmes parlé sur un ton franchement prolétarien, qui sait si nous n'aurions pas atteint les ouvriers du monde entier » (extraits d'un document des Amis de Durruti publié en avril 1939 [publié en français et en anglais en juin de la même année], cité dans *La Véritable histoire de Bailus et des Amis de Durruti*).

La direction de la CNT réagit brutalement et refuse l'exil aux partisans du groupe, ainsi que tout soutien, y compris les aides officielles (des organes républicains en exil).

Les Amis de Durruti ne trouvent pas non plus de soutien auprès de la section de la IV^e Internationale, qui rompt avec la IV^e Internationale peu de temps après la mort de Trotsky en caractérisant l'URSS comme un capitalisme d'Etat.

Pour les partisans de la IV^e Internationale aujourd'hui, assimiler ces leçons est indispensable dans le combat pour une représentation politique propre de la classe ouvrière, qui devra faire siennes les meilleures traditions de la CNT, c'est-à-dire l'effort révolutionnaire qu'elles ont représenté, ainsi que les enseignements et le combat de ses meilleurs militants, parmi lesquels les Amis de Durruti occupent une place d'honneur.

Andreu Camps,
avril 2005

**Conférence
internationale
Rosa Luxemburg
à Canton (Chine)**

21-22 novembre 2004

Des participants venus de dix pays

L s'est tenu à Canton, en Chine du Sud, les 21 et 22 novembre 2004, une conférence internationale Rosa Luxemburg. Les organisateurs en étaient, en suivant l'ordre de la liste officielle remise aux participants : l'"Institut pour le socialisme mondial du bureau des publications et traductions près le comité central du Parti communiste de Chine", la "Société internationale Rosa Luxemburg", la "Fondation Rosa Luxemburg", ainsi que, comme "coorganisateur", l'"Université agronomique de Chine du Sud".

Ce qu'il faut savoir pour comprendre la raison d'une telle conférence à Canton sous le parrainage de Rosa Luxemburg, dont un immense portrait occupait le centre de la banderole suspendue au-dessus de la tribune dans la salle de la conférence, c'est que la véritable initiative en revient à la "Société internationale Rosa Luxemburg", dont la création, qui remonte à 25 ans, est due elle-même à l'initiative d'un universitaire japonais, Narihiko Ito. Il est le traducteur en japonais du livre de Paul Frölich sur Rosa Luxemburg, livre qui, de l'avis de personnes compétentes en la matière — dont le Polonais Felix Tych —, reste la meilleure introduction à la pensée et à l'action de Rosa Luxemburg, malgré les nombreux ouvrages parus sur le même sujet depuis que Paul Frölich voyait en 1939 son livre publié — en allemand — en France, où Paul et Rosi Frölich étaient réfugiés politiques de l'Allemagne nazie.

Les œuvres complètes de Rosa Luxemburg au Japon

Le livre de Paul Frölich n'a été traduit en français qu'en 1965 (réédité aux éditions L'Harmattan en 1999, et disponible, s'il n'est pas épuisé !). Et c'est en traduisant ce livre en étroite, mais pas toujours consensuelle, collaboration avec la veuve de Paul Frölich, Rosi Frölich, elle-même vieille militante cofondatrice avec Rosa Luxemburg et Paul Frölich, etc., du Parti communiste allemand en décembre 1918, que j'ai pris contact avec le traducteur japonais et que j'ai suivi les activités de la "Société internationale Rosa Luxemburg" depuis sa fondation à Zurich, en 1980.

C'était grâce à la petite somme que lui avait rapportée la publication par ses soins, chez un éditeur allemand, de la correspondance de Rosa Luxemburg avec sa secrétaire Mathilde Jakob, depuis sa prison, entre 1915 et 1918, que Narihiko Ito avait pu prendre les initiatives et les contacts nécessaires à la fondation de cette "Société internationale Rosa Luxemburg", dont font partie des universitaires et autres intéressés du monde entier. Il travaille en ce moment à une édition complète des œuvres de Rosa Luxemburg au Japon.

La conférence internationale sur Rosa Luxemburg tenue à Canton s'est inscrite dans la suite d'une série d'autres confé-

rences de la “Société internationale Rosa Luxemburg”, qui se sont tenues, depuis la conférence de fondation à Zurich, en 1980 : à Paris, à Berlin, à Chicago, en Finlande, à Linz, en Autriche, etc., et déjà aussi, il y a dix ans, en Chine, à Pékin.

De l’avis de ceux qui avaient participé à cette première conférence chinoise, en 1994, l’ambiance et le contenu en étaient très différents de ceux de cette année à Canton.

Nous étions hébergés dans les locaux de l’Université agronomique de la Chine du Sud, dont les initiales anglaises SCAU — South China Agricultural University — ornent les T-shirts de tous les étudiantes et étudiants que nous pouvions voir aller et venir en masse sur le campus universitaire.

Les participants venaient d’Allemagne (13), de l’Inde (2), de Russie (2), des Etats-Unis (1), de Norvège (1), de France (1), de Suisse (1), d’Autriche (1), du Japon (10) et de Chine (24). Les langues de la conférence étaient le mandarin et l’allemand, mais certaines communications et beaucoup d’échanges se sont quand même faits en anglais !

Une organisation liée au PDS

Il faut faire, ici par exemple, un sort particulier à l’autre organisation allemande organisatrice, à savoir la “Fondation Rosa Luxemburg”. Elle dispose de nettement plus de moyens que la “Société internationale Rosa Luxemburg”, puisqu’elle a pu financer le voyage de six participants. Elle a des liens très étroits avec le PDS — Parti du socialisme démocratique — issu du SED, le parti de la bureaucratie de la République démocratique allemande, après la chute du Mur de Berlin en 1989 et la réunification de l’Allemagne.

La présence de ces membres du PDS a d’ailleurs donné lieu, dans le cadre des discussions, questions et réponses inscrites dans l’ordre du jour après les communications, à un vif échange entre

membres du PDS sur la participation de ce parti à deux gouvernements régionaux en Allemagne, aux côtés du SPD, le Parti social-démocrate d’Allemagne, en Mecklembourg-Poméranie occidentale et à Berlin.

Il y avait ceux qui estimaient que cette participation est une bonne chose, qu’elle permet de limiter les dégâts d’une politique de démantèlement social, et ceux qui pensent, au contraire, qu’elle ne fait que discréditer le PDS en le rendant complice de toutes les mesures antisociales et lui faire perdre le peu d’électeurs qui lui restent encore fidèles, essentiellement en ex-Allemagne de l’Est. Les autres participants de la conférence comptaient les points.

On ne peut pas dire que des choses très nouvelles aient été apportées sur Rosa Luxemburg par les différentes communications qui se sont succédé, et dont voici quelques titres : “La conception de la démocratie chez Rosa Luxemburg”, par Ottokar Luban (universitaire allemand) ; “Comparaison des conceptions de la démocratie chez Rosa Luxemburg et chez Mao Tsé-toung”, par Pan-Li-hong ; “Analyse des conceptions de la démocratie chez Luxemburg et les précurseurs du Nouveau Marxisme en Occident”, par Zhou Suiming ; “Les conceptions de Rosa Luxemburg sur la démocratie interne au parti et leur signification actuelle”, par Wang Xue-dong ; “La tradition luxemburgiste dans le communisme allemand”, par Theodor Bergmann, vieux militant brandlérien (1), membre du PDS ; « Sur la “souveraineté nationale”, la démocratie et les “opérations nationales” », par Gerd Kaiser, vieux militant allemand, membre du PDS ; “Rosa Luxemburg et la tradition du socialisme autonome”, par Zhang Guang-ming ; “Nouvelles perspectives dans les écrits de Rosa Luxemburg sur le monde non occidental”, “Rosa Luxemburg et Hannah Arendt”, par une jeune norvégienne, etc.

(1) Du nom de Heinrich Brandler (1881-1967), dirigeant du Parti communiste allemand, exclu et animateur de la KPO (Parti communiste - Opposition), dite “Opposition de droite”.

Questions et remarques

Mais le plus intéressant, ce furent les questions et les remarques des participants au cours des discussions qui suivirent les exposés, et où, souvent, des rapprochements étaient faits avec l'actualité chinoise et mondiale. Après la communication de l'universitaire américain Peter Hudis consacrée aux écrits de Rosa Luxemburg sur le "monde non occidental", en particulier à son *Introduction à l'économie politique* (traduite anonymement par moi, éditions Anthropos, 1970, préface d'Ernest Mandel), et où il avait cité l'expression de Marx sur la "révolution en permanence", un Chinois lui demande : "Y a-t-il un rapport entre cette expression de Marx et la théorie de la révolution permanente de Trotsky ?" Réponse de Peter Hudis : "Aucun rapport, d'ailleurs Trotsky a complètement sous-estimé l'importance de la paysannerie."

Le stalinisme maladie infantile ?

Un jeune chercheur russe, Alexander Vatlin (Moscou, université Lomonossov, faculté historique), dans une discussion sur les crimes de Staline dépeints par Gerd Kaiser (*voir ci-dessus*), ne défend pas vraiment Staline, mais considère le stalinisme comme une maladie infantile du socialisme. Et Staline n'a-t-il pas aidé Mao à faire triompher la révolution en Chine (2) ?! Et puis, combien d'étudiants chinois ne sont-ils pas venus se former à Moscou grâce à Staline ? Le vieux militant allemand ne le nie pas, puisqu'il était lui-même étudiant à Moscou à l'époque avec 25 000 étudiants chinois, raconte-t-il.

Un universitaire autrichien, Fritz Weber, fait, sur l'évolution économique de la Chine, une communication dont les chiffres m'impressionnent, bien qu'on puisse, dit-il, trouver ces chiffres dans la presse pour peu qu'on s'en donne la peine. Il voit pour l'avenir de la Chine deux possibilités : soit elle se concentre

sur son marché intérieur aux possibilités énormes, et les salaires augmentent, soit elle continue à tabler sur ses exportations avec une politique de bas salaires, un accroissement des inégalités, des tensions sociales, ça pose le problème des limites du capitalisme, qui sont moins dans le domaine du marché que dans celui des ressources non renouvelables et de l'environnement.

Cela ne signifie pas la fin du capitalisme — que pratiquement aucun des intervenants de cette conférence ne semble envisager ! —, mais la fin de son évolution traditionnelle. Les problèmes écologiques acquièrent une dimension et une qualité nouvelles, la responsabilité de la Chine pour le monde entier est grande, il faut trouver d'autres solutions, au-delà du libéralisme, il n'y a pas de recettes, ni chez Rosa Luxemburg ni ailleurs...

Un Japonais pose à un rapporteur chinois une question sur les rapports entre la démocratie politique et le pluralisme des partis.

Pour le professeur Wan, il est clair que la concurrence entre plusieurs partis politiques, ce n'est pas la démocratie socialiste. Et puis, toutes les revendications des masses ne sont pas à satisfaire, car elles ne sont pas toutes rationnelles ; par exemple, la révolution culturelle, c'était un mouvement d'humeur de la petite bourgeoisie, pas rationnel, bien que massif, et qui détruisait l'organisation du parti.

A quelqu'un ayant posé une question sur les problèmes de gestion dans une société socialiste, il est répondu que ce problème doit être discuté, mais qu'il est trop difficile pour être traité dans cette conférence !

A propos des rapports entre Lénine et Rosa Luxemburg, quelqu'un cite un mot du militant et théoricien communiste oppositionnel allemand, August Thalheimer (1884-1948) : "Pas Lénine contre Luxemburg, mais Lénine et Luxemburg."

(2) Dans un échange privé, Vatlin a reconnu que ce rôle de Staline est pour le moins controversé, que beaucoup d'ouvrages ont été écrits sur la question !

Des questions intéressantes ?

Une jeune universitaire chinoise, le professeur-docteur Zhou Suiming, de l'Institut de Chine pour les sciences sociales, fait des remarques et pose des questions intéressantes, par exemple :

— La révolution culturelle n'est pas jaillie de la spontanéité, il est illogique de la donner comme exemple de la spontanéité, dommageable au parti. Les marxistes n'ont pas peur des masses, ce sont les militaires qui ont réprimé le mouvement étudiant. Le PCC est issu de l'activité des étudiants.

— La révolution est-elle menacée ? Pensez-vous que la "réforme" chinoise soit du même genre que celle que Gorbatchev a faite en Russie ?

— Fritz Weber craint-il que la Chine soit entraînée dans la globalisation ? Que l'expansion du marché soit illimitée ? Comment appréciez-vous la réforme en Chine ?

— A l'intervenante norvégienne qui avait consacré sa communication à un parallèle entre Rosa Luxemburg et Hanna Arendt (!?) : Y a-t-il un nouveau marxisme ?

Ce ne sont là que quelques éléments que j'ai relevés dans la discussion, où langue de bois et liberté de pensée, pur point de vue de chercheur et interrogations sur l'actualité se mêlaient sans beaucoup de rigueur, mais à la grande satisfaction des participants, qui ont trouvé cette conférence internationale sur Rosa Luxemburg l'une des plus intéressantes à laquelle ils aient assisté.

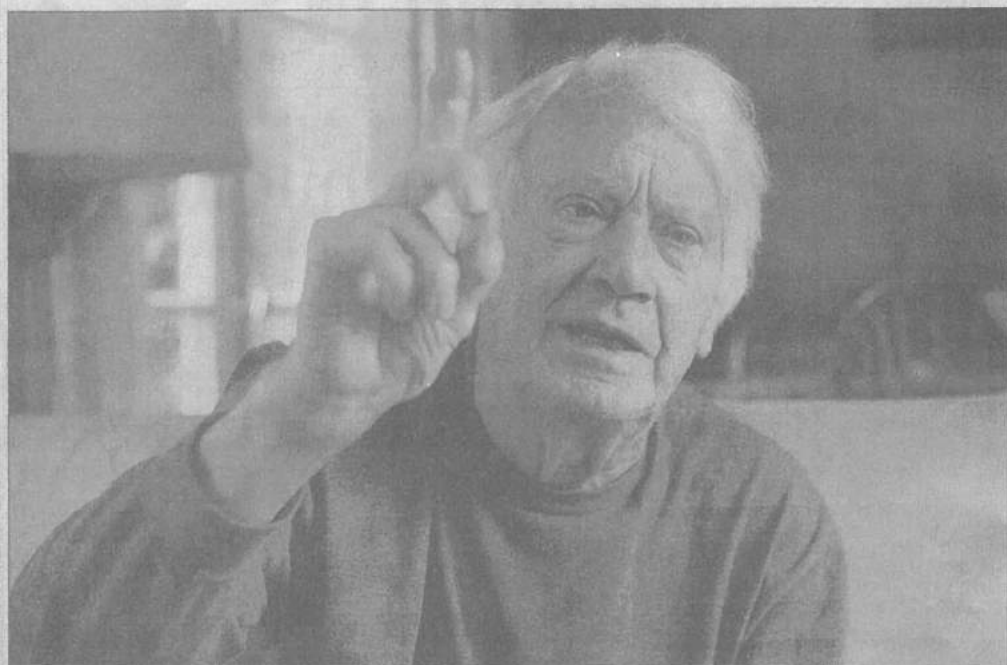


Chronique des falsifications

(Jean-Jacques Marie)

Le Journal du Dimanche

Dimanche 17 avril 2005



Jorge Semprun : « Villepin s'inscrit dans la lignée de Jaurès, de Gaulle, Mendès, Chaban. Il fait partie de la première génération issue du gaullisme qui est franchement européenne. L'Europe en a besoin. » Photo Patrick Othoniel/JDD

Jacques Attali, un faussaire au petit pied ⁽¹⁾

LORSQU'IL fut nommé à la tête de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, chargée prétendument de l'aide aux pays de l'Est, Jacques Attali jugea le marbre de l'entrée peu à son goût et fit tout remplacer par du marbre de Carrare, plus adapté à ses besoins esthétiques. Cette façon d'aider les pays de l'Est était pour le moins très indirecte. Un peu plus tard, en mars 2001, rappelle *Le Monde* (mercredi 29 juin), il fut mis en examen "pour recel de trafic de biens sociaux et trafic d'influence". *Le Monde* commente : "L'ancien conseiller de François Mitterrand aurait touché des honoraires de la part de M. Falcone" (trafiquant d'armes avec l'Angola). Selon le même journal, le 21 mars 2002, "le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, est entendu comme témoin à propos des démarches qu'aurait effectuées auprès de lui M. Attali en faveur de M. Falcone". L'un des aspects de l'affaire est que les transactions d'armes "concernaient du matériel issu des pays de l'ex-bloc soviétique". On peut donc imaginer aisément, quand on connaît la manière dont ces marchés se traitent dans ces pays, l'immense chaîne de corruption dans laquelle se situent ces trafics, auxquels la justice et la presse mêlent (à tort ou à raison, nous n'avons évidemment aucun moyen de le savoir)

l'auteur du livre cité ci-dessus et ci-dessous. Ajoutons que la brochette des autres mis en examen pour rapports avec le trafiquant est impressionnante : Charles Pasqua, Jean-Charles Marchiani, Jean-Christophe Mitterrand et Paul-Louis Sulitzer. Voilà des titres qui ne semblent pas donner une compétence particulière pour s'attaquer à Karl Marx.

Perles en stock

Il est recommandé de lire cet ouvrage en commençant par le dernier chapitre. Jacques Attali y enfile, en effet, des perles avec une ardeur quasi juvénile. On apprend ainsi de sa bouche que l'assassin de Jaurès, Raoul Villain, était un "anarchiste", alors que, de notoriété publique, Villain était un admirateur de Maurras et de Léon Daudet, maîtres de l'Action française, donc ultra-nationalistes, voire monarchistes. Cette confusion (peut-être due à une malencontreuse faute de frappe, après tout) fait désordre sous la plume d'un ancien conseiller du socialiste François Mitterrand.

On apprend qu'un peu avant, en 1905, en Russie, "Nicolas promet des

(1) Jacques Attali : *Karl Marx ou l'Esprit du monde*. Fayard, 2005, 538 pages, 23 euros.

élections, la liberté de la presse, le suffrage universel et une Constitution — mais rien ne vient. A la fin de l'année, les rares marxistes et révolutionnaires du pays sont emprisonnés, et la Douma (le Parlement) dissoute. Lénine est resté en exil." Deux erreurs : Lénine est rentré en Russie le 8 novembre 1905 et la quittera à la fin de décembre 1906. Enfin, la Douma n'a pas pu être dissoute à la fin de 1905, puisqu'elle ne sera élue qu'en avril 1906. Nous apprenons aussi que, "le 27 mars 1917, en pleine émeute communiste à Berlin et à Petrograd, le gouvernement du Kaiser affrète un train blindé et assure le transfert de Lénine et de certains de ses camarades venus de Suisse jusqu'en Russie". Le 27 mars 1917, il n'y a aucune émeute, ni communiste ni autre, ni à Berlin ni à Petrograd. Et le gouvernement du Kaiser n'affrète aucun train blindé : les 280 exilés russes qui rentrent en Russie en plusieurs fois dans des trains ni blindés ni plombés sont en majorité des adversaires politiques de Lénine, mais aucun ne pouvant rentrer par la France et l'Angleterre, ils rentrent par l'Allemagne dans un wagon d'un banal train de voyageurs, dont certaines portes sont bloquées pour interdire à ces dangereux révolutionnaires de parler avec la population locale lors des arrêts aux gares.

Jacques Attali nous informe aussi qu'en octobre 1917, les bolcheviks "arrêtent les ministres siégeant alors au palais d'Été"... qui se trouve à Pékin, et que les troupes civilisatrices franco-britanniques avaient dévasté en octobre 1860 pour imposer à la Chine l'ouverture économique de ses frontières (le libre-échange) et surtout l'ouverture de son marché à l'opium fabriqué aux Indes sous la trique des représentants de sa très gracieuse et très chrétienne Majesté. Les gardes rouges se sont contentés de prendre le palais d'Hiver. Selon Jacques Attali, "l'un des adjoints de Lénine, le Géorgien Staline, a été promu au secrétariat général du parti à la mort de Lénine". Mais non. ! Staline a été nommé secrétaire général du comité central le 4 avril 1922, lors d'une réunion de ce

dernier à laquelle Lénine a participé. Il affirme : "Les dirigeants du Parti communiste allemand en 1923, Thalmeier (qui s'appelle en réalité Thalheimer) et Brandler (...), sont rapatriés en URSS et éliminés." Ils n'ont jamais été rapatriés en URSS et sont morts dans leur lit.

Des héritiers abusifs ?

Certes, nul n'est à l'abri d'erreurs, même importantes parfois, mais cette accumulation en une trentaine de pages manifeste une désinvolture qui se retrouve dans le traitement de Marx lui-même. Selon Attali, Marx était partisan de parvenir au socialisme par les voies parlementaires, c'est-à-dire par la conquête de la majorité au Parlement par le ou les partis ouvriers, mais sa pensée a été déformée et caricaturée successivement par Engels, puis Lénine, puis Staline.

Ainsi, Jacques Attali cite la préface de Marx au programme du Parti ouvrier français fondé par Guesde en 1880 : "Considérant que l'appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive (ou prolétariat) organisée en parti politique, qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi de moyen de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation, les travailleurs socialistes français (...) ont décidé comme moyen d'organisation, et de lutte, d'entrer dans les élections avec le programme minimum suivant." Attali commente : "Le socialisme, définitivement, ne peut venir que des urnes." Le commentaire est cavalier, car le texte cité ne dit pas du tout cela : il présente le suffrage universel comme "un moyen d'organisation et de lutte" (Marx ne dit pas d'instaurer le socialisme) parmi d'autres.

On pourrait multiplier les textes de Marx qui démentent le commentaire d'Attali. La conclusion de la *Misère de la philosophie*, où Marx, citant *in fine* George Sand, affirme : "A la veille de chaque reconstruction générale de la so-

ciété, le dernier mot de la science sociale sera toujours le combat ou la mort, la lutte sanguinaire ou le néant.” *Le Capital*, où Marx affirme : “*La force est l’ac-coucheuse des sociétés.*” La lettre à Kugelmann du 12 avril 1871 : “*La prochaine tentative de révolution en France devra non faire passer la machine militaire et bureaucratique en d’autres mains (...), mais la briser.*” Enfin — car il faut bien s’arrêter —, dans *La Guerre civile en France*, Marx oppose l’organisation de la Commune au “*gouvernement placé sous le contrôle parlementaire, c’est-à-dire sous le contrôle direct des classes possédantes*”. Si Marx considère que le Parlement est placé sous le contrôle direct des classes possédantes, il ne peut évidemment y voir le (ou un) moteur de la construction du socialisme, qui passe, souligne-t-il constamment, par l’abolition de la propriété privée des moyens de production.

Attali cite par deux fois la phrase de Marx : “*Si la révolution russe donne le signal d’une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, l’actuelle propriété collective de Russie pourra servir comme point de départ pour une évolution communiste.*” Il ajoute : “*Ce membre de phrase si important sera occulté pendant un siècle par Lénine et ses successeurs ; ils feront tout, on le verra (en fait, on ne verra rien du tout) pour laisser croire que Marx a donné son blanc-seing à l’idée d’un passage direct au socialisme dans la seule Russie.*” Or Lénine a souvent répété ce qu’il a dit, par exemple, le 6 novembre 1920 : “*Nous avons toujours souligné qu’il est impossible de réaliser une chose comme la révolution socialiste dans un seul pays.*” Certes, Staline avait supprimé cette phrase et d’autres similaires de son édition des *Œuvres* (in)complètes de Lénine, mais, imprimées dans la *Pravda* de l’époque, elles ont été rétablies depuis plus de quarante ans. Enfin, la phrase citée de Marx est l’embryon de la conception de Trotsky dite de la révolution permanente, qui, vu l’unification du marché mondial et de la division internationale du travail, nie la possibilité de construire

le socialisme dans un seul pays et subordonne la possibilité de l’édifier en Russie à la prise du pouvoir par la classe ouvrière dans les pays européens. Trotsky souligne, comme Lénine, que, dans le cas contraire, l’Etat issu de la révolution d’Octobre s’effondrerait.

Voulant démontrer (si l’on peut dire qu’il tente de démontrer quoi que ce soit) qu’Engels a déformé et trahi Marx, Attali s’attaque d’abord à l’*Anti-Dühring* d’Engels, dont il dit : “*C’est par ce livre d’Engels, l’Anti-Dühring, que commence le dévoilement de la philosophie de la liberté que Marx a élaborée dans ses propres textes (...), ce texte dont il ne parlera jamais et qui lui paraît dénué d’importance.*” Le service de documentation d’Attali est mal fait. Le 17 mai 1876, Marx incite Engels à “*critiquer Dühring sans aucun ménagement*”. Engels travaille sur le livre tout au long des mois qui suivent. Le 11 avril 1877, Marx écrit à Bracke à ce propos pour dénoncer l’activité des partisans de Dühring dans la social-démocratie allemande, qui “*veulent maintenant faire taire la critique*” à laquelle Engels se consacre avec les encouragements de Marx.

Encens à foison

Une simple remarque pour conclure : l’ouvrage d’Attali, malgré ses nombreuses erreurs et sa dénaturation de la pensée de Marx (ou à cause d’elles), a suscité une vaste production d’encens. De Bernard Pivot à Pascal Lamy, ancien commissaire européen récemment nommé à la tête de l’Organisation mondiale du commerce avec l’appui notoire de la très démocratique administration américaine du président Bush, mille et un connaisseurs du marxisme ont chanté “*Hosannah !*”.

Le numéro du *Nouvel Observateur* qui publie l’article dithyrambique de Pascal Lamy publie un peu plus loin un autre article d’une journaliste tout aussi dithyrambique (mais moins connue). On se croirait en service commandé ! Un ex-commissaire européen plus une journa-

liste, la parité homme-femme est ainsi respectée.

Le plus drôle a été le présentateur du journal de 13 heures de France 2, qui s'est extasié (avant d'être corrigé par Attali) sur le fait, selon lui, que "*Marx a écrit Le Capital en quatre jours*" ! Divine ignorance...

Chacun peut juger ce spectacle chorégraphique réjouissant ou attristant. C'est affaire de goût. C'est réjouissant comme spectacle de mœurs contemporaines, mais plutôt attristant pour le lecteur qui voudrait connaître les rudiments de la pensée de Marx.

Jean-Jacques Marie

Une citation presque juste pour une vraie falsification

EN 2003, on a publié en Espagne une biographie de Juan Negrin, le président de la République espagnole qui a succédé à Largo Caballero, écarté par les stalinien et l'aile droite du Parti socialiste en juin 1937, rédigée par un certain Ricardo Miralles. Page 133 de son livre, Ricardo Miralles évoque le soulèvement des ouvriers anarchistes et poumistes de Barcelone contre le coup de force stalinien. Il condamne non le coup de force, mais la réaction spontanée des ouvriers de Barcelone... et tente d'annexer Trotsky à sa condamnation. Il écrit en effet :

« *Le même Trotsky, qui passait pour un ami politique du POUM et qui critiquait ouvertement l'insurrection anarcho-poumiste de 1937, écrivait en septembre 1937 que le gouvernement Negrin-Staline (comme il l'appelait) "est un frein sur la voie du socialisme, mais c'est surtout un frein sur la voie du fascisme espagnol (...). Demain, après-demain, le prolétariat espagnol pourra peut-être briser ce frein pour s'emparer du pouvoir. Mais s'il aidait même passivement à le briser aujourd'hui, il ne servirait que le fascisme".* »

Miralles trafique d'abord la citation : entre "*frein*" et "*sur la voie du socialisme*", il supprime la précision "*quasi démocratique*", et, pire encore, entre

"*frein*" et "*sur la voie du fascisme*", il supprime "*certes ni sûr ni durable*"... Une paille !

Ensuite, septembre n'est pas mai ! Dans un texte du 12 mai, au lendemain même de l'armistice signé par les dirigeants de la CNT et du POUM, Trotsky s'interroge sur la défaite des insurgés et se demande si elle est due "*à l'inconsistance de leur direction ou bien à la capitulation directe de leurs chefs*", et ajoute : "*Une reprise de l'offensive est-elle possible à Barcelone ? La répression déchaînée par les canailles stalino-réformistes ne va-t-elle pas donner un élan nouveau à l'action des masses ?*" Mais en septembre, la situation est bien différente : la classe ouvrière, surtout en Catalogne, ne s'est pas relevée de la défaite de son soulèvement de mai 1937 (ce qui permettra aux franquistes de prendre Barcelone quasiment sans combat en janvier 1938). Elle est démoralisée. Donc, Trotsky, en septembre 1937, raisonne en tenant compte de cette situation, où, tant que la classe ouvrière est en recul, la chute du gouvernement Negrin-Staline ne peut lui servir à elle, mais seulement à Franco. Appliquer la citation de septembre aux événements de mai est donc une fraude.

Jean-Jacques Marie

**Bureaucrates
et mafieux
en Russie
(à propos du livre
de Politkovskaia)**

Bureaucrates et mafieux

DANS son livre *La Russie selon Poutine* (1), Anna Politkovskaïa consacre un chapitre à étudier « comment piller les biens publics avec la complicité de l'Etat ». Elle décrit les activités des mafias qui contrôlent et dépècent l'industrie de l'Oural (édifiée dès le règne de Pierre le Grand !) et dresse un portrait de ses principaux acteurs : le mafieux Fedoulev, son complice, le policier corrompu Ovchinnikov, que Poutine a nommé en février 2003 au poste de vice-ministre de l'Intérieur et chef de la direction générale de lutte contre le crime organisé, le gouverneur de la région, Rossel, Andreï Iakouchev, assassiné, Andreï Sosnine, avec qui le mafieux Fedoulev « mit la main sur tout le tissu industriel local tissé par plusieurs générations de Soviétiques depuis la Seconde Guerre mondiale ». Mais elle précise : « Sosnine, pas plus que Fedoulev, n'avait le projet de développer ces entreprises (...). Ils partagèrent le produit de leurs rapines avec les gens influents » (p. 146).

Quand ces hommes prennent le contrôle d'une entreprise, c'est pour mieux la liquider. Anna Politkovskaïa décrit le mécanisme : « Les deux associés créent des sociétés vers lesquelles est transféré le patrimoine de l'entreprise, les titres sont partagés, après quoi ces sociétés sont liquidées, ou bien elles reprennent l'activité de production » (p. 147). En vérité, sauf pour la fabrication de vodka, que l'auteur évoque à ce moment-là, ce deuxième cas semble bien rare. Evoquant une usine de Loubna dont Fedoulev s'est

emparé par des manœuvres que le lecteur découvrira, elle note : « Aujourd'hui, l'usine de Loubna se meurt. Fedoulev l'a vidée de sa substance, puis il est passé à autre chose » (p. 157).

Les deux hommes prennent ainsi le contrôle d'une usine d'hydrolyse de Tavda. Que se passe-t-il ? « Il apparut bientôt que l'usine d'hydrolyse n'existait plus en tant que telle. » Ils prennent le contrôle de « l'une des rares usines au monde spécialisées dans la production de ferrovandium », le combinat métallurgique de Katchkanar. Ce combinat « subit une série d'opérations de privatisation qui l'appauvrirent considérablement ». Le mafieux Fedoulev se fait nommer président du conseil d'administration et s'attelle aussitôt « à démembrer l'entreprise en appliquant sa tactique habituelle, qui consistait à l'assiéger avec sa kyrielle de microsociétés » fantômes ou écrans. Pour en prendre le contrôle total, ils décident alors « de mettre la société en faillite le plus rapidement possible afin que les actionnaires perdent toutes leurs prérogatives » (pp. 157-158). Et si ces derniers, qui vivent presque tous dans des villes voisines, veulent se réunir dans la ville de Katchkanar, un décret du maire interdit provisoirement l'entrée dans la ville « à tous les citoyens venant d'autres villes ». Ainsi, la police collabore à la destruction d'un fleuron industriel de la région.

Une fois la décision prise, les mafieux, écrit Anna Politkovskaïa, « décidèrent de

(1) Buchet-Chastel.

passer à la deuxième phase de leur grand projet : la faillite programmée de l'entreprise ». Et elle s'interroge : « Mais comment provoquer cette banqueroute, puisque le groupe se portait très bien ? » (p. 160). La description du mécanisme est en l'occurrence bien moins importante que l'objet même de la question posée : à savoir la volonté de provoquer la banqueroute d'une entreprise qui se porte très bien. On ne saurait mieux dire que l'objectif de ces privatisations n'est pas de développer un secteur productif, mais de piller des richesses existantes et de se les partager en en détruisant une partie plus ou moins grande.

Anna Polikovskaïa décrit minutieusement la corruption fantastique, de la base au sommet, de l'appareil policier et judiciaire, où les juges intègres sont démis, voire assommés et estropiés, et laissés par la police corrompue jusqu'à la moelle à la merci des malfrats, petits et grands. Dans cette décomposition de l'Etat lui-même, on peut même voir, comme dans la privatisation-destruction du combinat métallurgique d'Ouralkimmach, des forces de l'ordre de deux services différents s'affronter physiquement au compte de deux groupes mafieux rivaux. Chaque mafia a son service de police à sa botte.

Ainsi, décrivant le conflit entre deux groupes mafieux (Ouralmach et le groupe dit de Fedoulev) pour s'emparer d'une entreprise, elle raconte : « L'heure de l'affrontement sonna lorsque les sbires d'Ouralmach débarquèrent à l'usine de Tavda et prirent possession des lieux sous la menace de leurs armes. La riposte de Fedoulev fut immédiate. Une unité d'intervention rapide de l'UBOP fut déployée. Or ces fonctionnaires de police étaient bien décidés, eux aussi, à faire usage de leurs armes (...). A l'usine de Tavda, l'affrontement opposait non seulement les hommes de main de deux gangs rivaux, ceux de Fedoulev et d'Ouralmach, mais aussi les "forces de l'ordre" qui les protégeaient. Du côté de Fedoulev, l'unité l'intervention rapide sous les ordres de Roudenko et d'Ovchinnikov, et du côté d'Ouralmach les hommes du général Kraiev, le chef régional de la police » (p. 148). Ce sont d'ailleurs souvent les chefs des groupes mafieux qui nomment ou en font nommer

les chefs des divers services de police dans de nombreuses régions du pays.

Cela n'empêche pas le développement des services de gardes privés et polices privées, encadrés souvent par d'anciens cadres de la police et des services de sécurité, échappant à tout contrôle et qui font régner la terreur au compte de leurs patrons. Le secteur parasitaire de l'emploi constitué par les services de sécurité, garde, surveillance, dépasse largement le million d'individus aujourd'hui, dans la seule Russie.

On peut ajouter à ces données quelques éléments sur la décomposition de l'économie dans les anciennes républiques soviétiques : la désindustrialisation se traduit par le transfert de populations urbaines vers une agriculture primitive de simple subsistance. Ainsi, de 1991 à l'an 2000, le nombre de personnes employées dans l'agriculture est passé de 35 % à 53 % au Kirghizstan et de 26 % à 52 % (soit un doublement) en Géorgie ! Pour l'essentiel, cette agriculture est une agriculture de pure et simple autosuffisance qui ne permet pas à ces nouveaux paysans de commercialiser une partie significative de leur production.

L'« économie grise », c'est-à-dire « informelle », échappe à toute règle, tout contrat de travail, toute cotisation sociale, toute cotisation retraite... et qui (en plus de tout cela) verse des salaires inférieurs d'au moins 10 % aux salaires officiels. Elle représente, selon les estimations officielles du Programme des Nations unies pour le développement, de 30 % de l'économie de l'Ouzbékistan à 66 % dans le pays phare (la Géorgie). L'une des caractéristiques de cette économie de l'ombre, entièrement contrôlée par des groupes mafieux, petits, moyens ou grands, et soigneusement ramifiés entre eux, est d'employer de plus en plus d'enfants dès l'âge de six ans.

Cette « économie grise » emploie autour de 10 millions de personnes en Russie et environ 16 millions dans les anciennes républiques soviétiques les plus pauvres (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kirghizstan, Moldavie, Tadjikistan, Ouzbékistan), selon les rapports de la Banque mondiale.

***Le Cahier
du CERMTRI,
n° 116-117 :***

**1934-1939 :
la Gauche
révolutionnaire
de la SFIO
et le Parti socialiste
ouvrier
et paysan (PSOP)**

Un témoignage vivant

LE *Cahier du CERMTRI*, n° 116-117, de mars-avril 2005 est une production tout à fait exceptionnelle. Il s'agit en effet d'un numéro double, qui, comme c'est l'habitude, contient une sélection de textes, mais auquel est joint un DVD, qui reproduit un film datant de 1938 et retraçant la place du courant animé par Marceau Pivert durant la période du Front populaire.

Ce DVD reproduit intégralement l'original du film *Contre le courant* tourné par le service cinématographique du PSOP, présenté fin 1938 à la Mutualité devant les militants, le CERMTRI restant ainsi fidèle à ses principes d'utiliser ses fonds historiques pour défendre la mémoire du mouvement ouvrier dans ses différentes composantes. Certes, le film est un film de propagande ; certes, il peut paraître incomplet sur certains aspects. On peut discuter sur certains manques. Mais il est un témoignage vivant d'une période exceptionnelle, où l'immense espoir de la classe ouvrière française a côtoyé les drames de la révolution espagnole, des procès de Moscou et de la montée en puissance du nazisme.

Les impressionnantes manifestations ouvrières, le sérieux d'une foule massive le 12 février 1934, mais aussi le défilé au mur des Fédérés des militants brandis-

sant leurs pancartes "Juin 36", à la fois référence à leur journal et aux grandes grèves récentes, sont des images historiques particulièrement fortes. D'autres séquences combleront les historiens et les militants pour qui cette période reste d'une importance capitale dans l'histoire même de la classe ouvrière. Les discours de Marceau Pivert, la tenue du congrès de Royan de la SFIO, puis celui de la création du PSOP, entre autres, méritent un regard attentif.

Les documents publiés illustrent et complètent le film ; ils sont issus dans leur majorité de *Juin 36*, d'abord organe de la fédération de la Seine de la SFIO, puis du Parti socialiste ouvrier et paysan, dirigé par Marceau Pivert.

Pour permettre à tous de resituer les événements, aussi bien en France qu'au niveau international, une introduction conséquente les précède. Un jeune camarade, consultant dans notre centre, après avoir pris connaissance du DVD, a posé une série de questions, dont la plupart étaient destinées à Pierre Lambert, jeune militant à cette époque, engagé dans le mouvement révolutionnaire et élu au bureau national des Jeunesses socialistes ouvrières et paysannes.

Questions et réponses illustrent à la fois le film et les documents publiés dans le *Cahier*.

Le *Cahier* est divisé en trois parties : “*La montée des masses (1934-1936)*”, “*Le gouvernement de Front populaire (1936-1938)*” et “*Le PSOP (1938-1939)*”. Il est toujours difficile de vouloir séparer en tranches chronologiques le développement des événements historiques.

Dans le cas présent, le but de ces subdivisions est de situer la place du courant de Marceau Pivert dans le déroulement de la situation. De février 1934 à la mise en place du gouvernement de Léon Blum, Marceau Pivert crée dans la SFIO La Gauche révolutionnaire, tendance qui combat pour un “Front populaire de combat”. Le *Cahier du CERMTRI* publie intégralement la polémique entre Pivert, “*Tout est possible*”, et la réponse du bureau politique du PCF, par la voix de Marcel Gitton, “*Tout n’est pas possible*”.

Cette polémique prend une nouvelle forme lorsque les accords Matignon ne suffisent pas à arrêter les grèves, et Thorez, secrétaire général du PCF, formule la ligne de son parti par le fameux : “*Il faut savoir terminer une grève.*” Les grévistes rentreront, et, comme le film le démontre, lorsque les masses ne sont plus mobilisées, la contre-offensive patronale peut reprendre son action. C’est dans ce contexte que survient la fusillade de Clichy : la police tire sur les contre-manifestants socialistes et communistes, qui s’opposent à un rassemblement du Parti social français du colonel de La Rocque ; cinq morts, dont une militante de la Gauche révolutionnaire (Solange Demangel). Le ministre de l’Intérieur est le socialiste Marx Dormoy. Sur cet événement, Daniel Guérin écrit : “*Au conseil national SFIO qui suivit, Dormoy, loin de faire amende honorable, se plaignit de recevoir traîtreusement des coups des membres de la Gauche révolutionnaire. Nous fîmes observer que le ministre de l’Intérieur se portait quand même mieux que Solange Demangel.*”

Quelques mois après, la fédération socialiste de la Seine, dirigée par Marceau Pivert, appelle à manifester contre le Sénat “*aux ordres d’un patronat qui veut en finir avec le mouvement syndica-*

liste et les lois sociales... Venez crier votre colère avec nous : à bas les saboteurs ! A bas les trusts ! A bas le Sénat.” La manifestation massive est désapprouvée par la direction de la SFIO... La rupture devient inévitable. L’exclusion a lieu au congrès de Royan, au printemps 1938.

Le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) se constitue alors dans une période de reflux.

Les procès de Moscou viennent d’avoir lieu, peu de voix ont eu le courage de s’élever contre les mensonges éhontés et criminels du stalinisme triomphant.

Les journées de Barcelone de mai 1937 ont mis à jour le rôle du stalinisme dans la révolution espagnole. La situation est dramatique : “*Il faut sauver nos camarades du POUM*”, titre *Juin 36* (22 juillet 1938). C’est alors un appel désespéré.

En France, la grève générale du 30 novembre 1938 est un échec cinglant pour la classe ouvrière.

Tous ces événements sont illustrés par un choix d’articles, qui caractérisent les combats que s’efforce de mener le PSOP, répétons-le, dans les pires conditions. Pour être complet, le *Cahier du CERMTRI* publie la lettre que Trotsky adresse à Pivert le 22 décembre 1938, où il écrit : “*Je ne vois pas d’autre voie à la formation immédiate d’une avant-garde révolutionnaire en France que l’unification de votre parti et de la section de la IV^e Internationale.*” La réponse de Pivert dans *Juin 36* (9 juin 1939) est une fin de non-recevoir : “*Nous considérons notre jeune parti, né de la résistance à la guerre et à l’Union sacrée, comme le lieu de convergence de toutes les forces prolétariennes décidées à remonter le courant.*”

Le 29 juillet 1939, Trotsky écrit “*Le trotskysme et le Parti socialiste ouvrier et paysan*”, un très long article où il précise sa position sur tous les problèmes essentiels. De larges extraits sont publiés dans le *Cahier*. Celui-ci se termine par la reproduction de tracts du PSOP contre la guerre maintenant inévitable, et à laquelle le PSOP ne survivra pas.

Ce *Cahier du CERMTRI* n'a pas la prétention de faire un tableau complet de ces années riches d'espoirs et de drames, mais il est un apport concret et illustré pour l'étude et la compréhension de cette période, dont l'importance est incontestée dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Vous pouvez commander ce *Cahier*, n° 116-117, au CERMTRI pour la somme de 10 € (+ 1,45 € de frais de port). Nous attirons votre attention sur le fait que le tirage du DVD a été limité et qu'il n'est pas prévu de retraitage après épuisement.

La Fédération unitaire de l'enseignement (1919-1935) (Loïc Le Bars) ⁽¹⁾

VOULOIR faire un résumé chronologique d'un tel ouvrage n'aurait guère de sens. Loïc Le Bars a produit un travail considérable sur un sujet qui peut paraître particulier, l'histoire d'une organisation syndicale, mais qui, en réalité, nous plonge dans toute une période de l'histoire du mouvement ouvrier. Une période dramatique, une période plus facile à comprendre avec 75 ans de recul qu'au moment des faits. L'ouvrage nous emmène de la guerre de 1914 à la Seconde Guerre mondiale, ou, pour être plus précis, de la révolution russe au Front populaire. Il nous fait suivre le parcours militant de ces hommes, qui, après avoir combattu l'Union sacrée et la barbarie de la Grande Guerre, avaient mis leur espoir dans Octobre 17 et se sont retrouvés face au stalinisme.

De mon point de vue, le grand intérêt du livre réside dans le fait que le parcours de ces hommes est abordé à partir de leur militantisme journalier, de leur volonté de construire une organisation syndicale indépendante pour défendre les intérêts particuliers de leur corporation en liaison avec la classe ouvrière.

Peut-être peut-on reprocher à Le Bars d'avoir privilégié le détail, d'avoir un peu trop fait bénéficier le lecteur de la masse de documents qu'il a dépouillés. Son souci d'historien est bien entendu tout à fait louable, il oblige parfois à

avoir quelques connaissances historiques sur cette période, sur les organisations et les hommes, qui, dans le mouvement syndical et politique, ont joué un rôle.

Je ne suis pas enseignant. J'ai donc abordé ce livre en dehors de toute contingence corporatiste, mais comme une tranche de l'histoire du mouvement ouvrier, avec ses contradictions, ses leçons, ses erreurs et ses points forts. De ce point de vue, ce livre est passionnant.

Je crois qu'on ne peut pas parler de quelques-uns des grands problèmes soulevés dans ce livre sans commencer par dire quelques mots des protagonistes du combat mené pour créer une fédération syndicale indépendante et révolutionnaire. Il s'agit de militants exceptionnels, qui se caractérisent par leur courage militant face à une répression continue, par leur honnêteté intellectuelle, par leur persévérance, par leur culture. La trempe de militants comme Louis et Gabrielle Bouët, Gilbert Serret, Maurice Dommanget, Marie Guillot ou Joseph Rollo, pour ne citer que ceux qui me viennent à l'esprit, mérite le respect et l'admiration. Certains ont pris des chemins différents, ils ont incontestablement tous à un moment ou à autre commis des erreurs, ou plus exactement que

(1) Editions Syllepse, 69, rue des Rigoles, 75020 Paris. Prix : 35 €.

nous pouvons apprécier comme tel avec le recul du temps. Mais ces hommes restent des bâtisseurs du mouvement ouvrier, des organisateurs de la classe ouvrière comme classe sociale.

Le débat sur le syndicalisme révolutionnaire, sur le syndicalisme de masse, sur le syndicalisme "pur" est au cœur de l'ouvrage, il intéresse tous les militants ouvriers.

Nous vivons avec des hommes qui se sont donné pour tâche de construire une organisation syndicale dans un secteur qui n'est pas le cœur de la classe ouvrière, mais qui y appartient totalement. Ils vont se trouver confrontés à tous les problèmes fondamentaux. Avant-garde ou syndicat de masse, alors que l'"amicisme" regroupe la masse des instituteurs ? Rénovation ou révolution pédagogique ? Ecole de classe ? Laïcité : principe de la démocratie bourgeoise ou pas en avant considérable pour l'instruction des enfants du peuple ? Toutes ces questions sont abordées, discutées, et constituent un enrichissement incontesté à notre réflexion actuelle.

Les militants de la Fédération unitaire ont, dans leur grande majorité, adhéré au Parti communiste. Pourtant, très vite, se pose le problème de l'indépendance du syndicat vis-à-vis du parti, alors que celui-ci et sa politique "ultra-gauche" prédominant dans la CGT-U, dont est membre la Fédération unitaire. Leur fidélité à la révolution de 1917 et aux idées communistes va se heurter au stalinisme, qui dénature les conquêtes d'Octobre.

La mise en place de l'Opposition unitaire et le rapprochement avec le groupe La Vérité doit, pour les dirigeants de la Fédération unitaire, être une alternative "communiste" à l'orientation de la CGT-U. Pendant un certain temps, La Vérité se fera l'écho des positions de la fédération, et, parallèlement, l'implantation de l'Op-

position unitaire va connaître quelques succès. Mais des divergences se font jour justement sur la "question syndicale", dans la Ligue communiste d'abord (Naville, Rosmer, d'une part, Frank, Molinier, d'autre part), puis, très vite, dans l'Opposition unitaire, qui ne pourra surmonter ce problème.

Voilà quelques-unes des questions que les militants de la Fédération unitaire de l'enseignement auront à résoudre. Certes, ils n'y arriveront pas, mais le combat qu'ils mènent sur chacun des problèmes s'intègre totalement dans cette recherche. Comment combattre la dégénérescence stalinienne de l'Union soviétique et rester fidèle à la révolution russe ? Comment rester communiste et combattre le stalinisme ? En France, beaucoup s'efforcent de résoudre cette équation, mais ils restent divisés. Certains se "réfugient" dans le syndicalisme révolutionnaire, les événements iront plus vite qu'eux, le mouvement unitaire des masses les submergera et ils ne survivront pas au Front populaire sans rivage à droite.

Et pourtant... *L'Ecole émancipée*, l'hebdomadaire fédéral, reste une référence de la presse syndicale. Nous aurions mauvaise grâce de ne pas rappeler qu'en 1947, lors de la scission syndicale entre la CGT et la CGT-FO, l'un des deux initiateurs, Marcel Valière, de la motion dite "Bonissel-Valière", qui permet à la Fédération de l'Education nationale (FEN) de rester unie dans l'autonomie, vient de la Fédération unitaire. En reconnaissant le droit de tendance, la FEN va permettre, dans une certaine mesure, la continuation de ce courant de *L'Ecole émancipée*.

Loïc Le Bars avait réalisé une thèse monumentale, nous pouvons nous féliciter que les éditions Syllepse aient jugé utile d'assurer sa publication et de la rendre ainsi accessible.

Pierre Levasseur

A propos de l'insurrection de Varsovie d'août 1944 ⁽¹⁾

A la fin du mois de juillet 1944, l'Armée rouge, bousculant la Wehrmacht, approche de Varsovie. Le gouvernement polonais en exil à Londres et la direction de l'Armija Krajowa (AK), l'Armée de l'intérieur insurrectionnelle sous ses ordres, décident de déclencher, juste à la veille de son arrivée, une insurrection aux fins au moins doubles : il s'agit d'abord de montrer que les Polonais, qui ont offert à l'occupation nazie une résistance massive, dépassée en ampleur seulement par la résistance yougoslave, sont capables de se libérer par eux-mêmes et d'installer une autorité politique nationale indépendante du Kremlin, qui vient de faire constituer son propre gouvernement polonais, dit comité de Lublin. A ce calcul politique, que Staline va évidemment saboter, s'ajoute la volonté de la grande masse de la population varsoviennne de régler ses comptes à une armée d'occupation qui lui a infligé tant de souffrances et a prétendu supprimer l'existence même de la Pologne.

La vision des colonnes de soldats allemands hâves et déguenillés, qui traversent en hâte Varsovie dans leur retraite précipitée, semble favoriser ces plans. L'insurrection commence le 1^{er} août à 17 heures, dans un grand désordre provoqué par les changements de dernière minute dans les plans du soulèvement et par le retour inopiné de troupes allemandes, qui, souvent, s'installent aux endroits mêmes où sont dissimulés les dépôts d'armes de l'AK. L'insurrection semble d'abord couronnée de succès et prend le contrôle de plus de la moitié de la ville. Mais Zbyszek Sledziewski, racontant la première expédition de son groupe, note : "Les choses s'étaient tout

de suite mises à aller mal." Ce n'est pas partout pareil, mais de nombreux ratés annoncent la suite : après quelques journées d'exaltation collective, c'est en fait le début d'un long calvaire de 63 jours, jusqu'à la capitulation signée le 2 octobre. 180 000 habitants de Varsovie, réduite à un champ de ruines, ont péri. Des dizaines de milliers de survivants sont déportés en Allemagne.

Staline donne l'ordre à l'Armée rouge de s'arrêter aux abords de la capitale. Il ne la remettra en mouvement qu'une fois l'insurrection écrasée, la population de Varsovie décimée et la ville détruite. Ses ruines ne seront libérées par l'Armée rouge qu'en janvier 1945. Staline interdit à l'aviation anglo-américaine d'utiliser les aérodromes voisins de Varsovie sous son contrôle pour y débarquer des armes. Il interdit à l'aviation soviétique de livrer combat à la Luftwaffe. Or l'insurrection n'a aucune défense antiaérienne et l'aviation allemande s'en donne à cœur joie ; elle pilonne les quartiers les uns après les autres, écrasant les maisons les unes après les autres sous un tapis de bombes, multipliant les incendies dans ce mois d'août à la chaleur écrasante.

Le pilonnage par l'artillerie et les mortiers, contre lesquels les insurgés n'ont d'autre moyen de se protéger que des barricades édifiées à la hâte, complètent cette œuvre destructrice, parachevée par les massacres systématiques de blessés et de civils perpétrés par les SS, et

(1) Miron Bialoszewski : *Mémoire de l'insurrection de Varsovie*, traduit du polonais par Erik Veaux, Calmann-Lévy, 284 pages, 19 euros. Elizabeth Sledziewski : *Varsovie 44 : récit d'insurrection, août-octobre 1944*, Autrement, 208 pages, 14,95 euros.

plus encore par les détachements de nationalistes fascistes ukrainiens et les unités de l'armée russe de Vlassov, dite de "libération de la Russie", collaboratrice de la Wehrmacht, à laquelle Soljenitsyne manifeste dans l'*Archipel du Goulag* une certaine sympathie que les survivants de l'insurrection ne risquent guère de partager. Quant aux Alliés anglo-américains, ils se contentent de quelques parachutages d'armes, qui tombent plus souvent entre les mains de la Wehrmacht que dans celles des insurgés. Ils ne veulent pas provoquer Staline. Même Churchill, moins prêt que Roosevelt à accepter que l'URSS maintienne l'ordre dans une Europe orientale où les Etats bourgeois pronazis volent en éclats, manifeste son mécontentement des décisions du gouvernement de Londres susceptibles de menacer l'alliance qui va se conclure par l'accord sur l'ordre mondial qui sera établi en février 1945 à Yalta.

Les deux volumes du poète Bialoszewski et de l'universitaire Elizabeth Sledziewski sont des souvenirs, dans le premier cas, de Bialoszewski lui-même, dans le second du père de l'auteur. Ces deux volumes ont un aspect commun : ils se contentent de raconter ce que l'un et l'autre ont vécu, à cette différence près que Bialoszewski, alors adolescent de 17 ans, n'appartenait pas aux troupes de l'AK et n'a donc participé à l'insurrection que comme civil pris dans son engrenage, alors que Zbyszek Sledziewski, entré dans le maquis à l'automne 1943 à l'âge de 19 ans, y a pris part, lui, comme membre d'une unité combattante de l'AK.

Bialoszewski décrit surtout l'atmosphère de la ville pilonnée, embrasée, bombardée, la vie quotidienne et l'attitude d'une population civile entassée dans les caves constamment menacées de s'effondrer sous les bombes et dans les flammes. Il reconstitue un tableau tragique vu par les yeux d'un adolescent un peu insouciant, travaillé par les problèmes de la nourriture de plus en plus insolubles et aussi frappé par l'odeur épouvantable des excréments humains séchés et frais qui s'accumulent dans leurs caves, où "il n'y avait pour faire des courants d'air que les bombes, les

mortiers, les obus, les grenades et des chars". Il évoque aussi la fameuse fuite par les égouts, qui constitue l'une des scènes les plus fameuses du film d'Andrzej Wajda, *Kanal*.

Rien d'étonnant, donc, que ces souvenirs n'aient pas le ton héroïque que l'on trouve dans tant d'ouvrages consacrés à l'insurrection.

Dans le récit de Zbyszek Sledziewski, on trouve des réflexions politiques absentes du récit de Bialoszewski. Il est ainsi choqué par l'emphase creuse de certaines émissions de la radio insurrectionnelle, qui proclame par exemple : "Août 1944 reste pour nous la plus belle époque de notre vie. La matière tombe en ruines, libérant l'esprit. Varsovie ressuscite et écrit l'épopée d'un renouveau perpétuel." Il cite un poème intitulé "Nous demandons des munitions" : « Une rafale d'images violentes tirée depuis Varsovie sur ceux qui, là-bas, à Londres, chantaient un choral funèbre, alors qu'ici était enfin arrivé le jour tant attendu, etc. Des mots forcés, contestables : "Les petits enfants combattent et le sang coule joyeusement." On n'avait donc plus le choix qu'entre le ton capitulaire du "Requiem des pompiers" et cette jubilation suicidaire ? Entre crever d'abandon et crever d'irresponsabilité ? "Le sang coule joyeusement." Qu'en pensait-on à Wola, où il se confirmait que les nazis avaient, début août, massacré en trois jours plus de cinquante mille personnes ? Et dans la vieille ville, dont il ne devait aujourd'hui plus rien rester ? N'avait-on plus que cette crétinerie à opposer à ceux qui, à Moscou et à Londres, avaient déjà passé l'insurrection par pertes et profits ? »

L'héroïsme des gens de l'arrière installés dans leurs bureaux le hérisse. Il évoque la défiance croissante des insurgés acculés au désespoir, qui livrent "des combats sombres, menés dans un sentiment croissant d'abandon, empoisonnés par le soupçon de s'être fait berné par les tous les Alliés".

Sa fille Elizabeth a fait précéder les souvenirs de son père d'un avant-propos qu'elle qualifie d'"ouverture". Au lieu de rappeler les grands moments d'une

insurrection dont nombre de lecteurs doivent tout ignorer ou presque, elle croit nécessaire de nous livrer des réflexions grotesquement pompeuses. Elle nous informe ainsi que *“la cité des hommes est le faubourg de la cité de Dieu”*, et, se prenant peut-être pour un Jean-Paul II en jupons, proclame : *“Chacun doit le savoir en foulant le sol de ce*

calvaire. La nation à qui ont pu être infligées de telles souffrances n’a pas porté seulement sa propre croix, mais aussi celle de toute l’humanité.”

Ce pathos prétentieux retirerait l’envie de lire les souvenirs du père. Ce serait dommage.

Jean-Jacques Marie

ISSN 1287-25-98

Commission paritaire n° 0705 G 78 360